

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JUILLET 2020

N°199

TOME I

**Direction du Secrétariat Général
Service Assemblées et
Vie des Institutions**

<p style="text-align: center;">SOMMAIRE</p> <p style="text-align: center;">RAA JUILLET 2020</p>

Conseils des 15 et 31 juillet 2020

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS

(Conseils des 15 et 31 juillet 2020)

Tome 1/4

15 juillet 2020

2

31 juillet 2020

3

33

PARTIE 2 : DECISIONS

(Conseils des 15 et 31 juillet 2020)

Tome 2/4,

1-1

Tome 3/4

2-1

Tome 4/4

3-1

PARTIE 3 : ARRETES

(Février à juillet 2020)

Tome 4/4

- ***Réglementaires :***

3-450

- ***Individuels :***

3-451

3-568

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

15 juillet 2020

HORS COMMISSION	4
-----------------	---

31 juillet 2020

AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, URBANISME ET MAITRISE FONCIERE	38
CULTURE ET PATRIMOINEHISTORIQUE	50
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET NUMERIQUE	54
FINANCES ET COOPERATION AVEC LES COMMUNES,	61
HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RESIDENTIELS	183
HORS COMMISSION	211
LITTORAL, PREVENTION DES RISQUES MAJEURS, GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS	275
POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION SOCIALE	282
TRANSPORT ET MOBILITES ACTIVES	286

N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGES
M2020-94	Élection du Président de Montpellier Méditerranée Métropole	4
M2020-95	Composition du Bureau Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation du nombre de Vice-Présidents	7
M2020-96	Élection des Vice-Présidents de Montpellier Méditerranée Métropole	9
M2020-97	Lecture de la charte de l' élu local	21
M2020-98	Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président	24
M2020-99	Commission d'Appel d'Offres (CAO) et Commission de Délégation de Service Public (CDSP) - Création - Élection - Fixation des modalités de dépôt des listes	30



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mercredi 15 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Jocelyne TAVERNE, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Patricia MIRALLES, Soune SERRE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Hors commission - Élection du Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur Max LEVITA, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Conformément aux dispositions des articles L. 5211-9, L. 2122-4 et suivants du Code général des collectivités territoriales, il est proposé au Conseil de Métropole de procéder à l'élection du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il s'agit d'un scrutin uninominal, à bulletin secret :

- Le premier tour à la majorité absolue des suffrages exprimés ;
- Le cas échéant, le deuxième tour à la majorité absolue des suffrages exprimés ;
- Le cas échéant, le troisième tour à la majorité relative ;
- Au troisième tour, en cas d'égalité de suffrages, le conseiller le plus âgé est élu.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de procéder à l'élection du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur Max LEVITA, doyen de l'Assemblée et Président de séance, propose de procéder au vote pour l'élection du Président.

Madame Isabelle TOUZARD propose la candidature de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Aucune autre candidature n'est proposée.

1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 10

Suffrages exprimés : 82

Majorité absolue : 42

Suffrages obtenus : Monsieur Michaël DELAFOSSE : 82 voix.

A l'issue des votes, Monsieur Michaël DELAFOSSE est élu Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Monsieur Max LEVITA proclame ces résultats et prononce la clôture des opérations de vote.

Fait à Montpellier, le 21/07/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21 juillet 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20200715-133676-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 21/07/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Pv élection Président signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mercredi 15 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Jocelyne TAVERNE, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES, Soune SERRE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Hors commission - Composition du Bureau Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation du nombre de Vice-Présidents

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de définir la composition du Bureau et de fixer le nombre de Vice-Présidents et d'autres membres.

En application des dispositions de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, « *le Bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du Président, d'un ou plusieurs Vice-Présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres* ».

Le nombre de Vice-Présidents est déterminé par l'organe délibérant. Pour les métropoles, il ne peut être inférieur à 4 ni supérieur à 20.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de fixer à 20 le nombre de Vice-Présidents du Bureau de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 92 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 21/07/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21 juillet 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-133680-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/07/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mercredi 15 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Jocelyne TAVERNE, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES, Soune SERRE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Hors commission - Élection des Vice-Présidents de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L. 2122-7 du Code général des collectivités territoriales, applicable aux métropoles par renvoi de l'article L. 5211-1 du même Code, les Vice-Présidents et les autres membres du bureau sont élus individuellement par l'organe délibérant au scrutin secret, à la majorité absolue.

Si, après deux tours de scrutin aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il sera procédé à un troisième tour, et l'élection aura lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé sera déclaré élu.

Avant de procéder à l'élection des Vice-Présidents de Montpellier Méditerranée Métropole, et afin simplifier et d'accélérer les opérations de vote, Monsieur le Président propose d'utiliser une solution de vote par boîtier électronique

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- une solution de vote par boîtier électronique pour procéder à l'élection des Vice-Présidents de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

La proposition de vote par boîtier électronique est adoptée à l'unanimité des 92 membres du Conseil.

Le Conseil de Métropole procède à l'élection des Vice-Présidents selon les dispositions susvisées.

1°) Election du Premier Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Renaud CALVAT.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 3

Suffrages exprimés : 89

Majorité absolue : 45

Suffrages obtenus : Monsieur Renaud CALVAT : 89 voix.

Monsieur Renaud CALVAT, ayant obtenu 89 voix, est élu à la majorité des suffrages exprimés, Premier Vice-Président.

2°) Election du Deuxième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Coralie MANTION.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 2

Abstentions : 2

Suffrages exprimés : 88

Majorité absolue : 45

Suffrages obtenus : Madame Coralie MANTION : 88 voix.

Madame Coralie MANTION, ayant obtenu 88 voix, est élue à la majorité des suffrages exprimés, Deuxième Vice-Présidente.

3°) Election du Troisième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Cyril MEUNIER.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 6

Abstentions : 2

Suffrages exprimés : 84

Majorité absolue : 43

Suffrages obtenus : Monsieur Cyril MEUNIER : 84 voix.

Monsieur Cyril MEUNIER, ayant obtenu 84 voix, est élu à la majorité des suffrages exprimés, Troisième Vice-Président.

4°) Election du Quatrième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Isabelle TOUZARD.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 2

Abstentions : 0

Suffrages exprimés : 90

Majorité absolue : 46

Suffrages obtenus : Madame Isabelle TOUZARD : 90 voix.

Madame Isabelle TOUZARD, ayant obtenu 90 voix, est élue à la majorité des suffrages exprimés, Quatrième Vice-Présidente.

5°) Election du Cinquième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Frédéric LAFFORGUE.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 4

Abstentions : 2

Suffrages exprimés : 86

Majorité absolue : 44

Suffrages obtenus : Monsieur Frédéric LAFFORGUE : 86 voix.

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, ayant obtenu 86 voix, est élu à la majorité des suffrages exprimés, Cinquième Vice-Président.

6°) Election du Sixième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Julie FRECHE.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 3

Abstentions : 2

Suffrages exprimés : 87

Majorité absolue : 44

Suffrages obtenus : Madame Julie FRECHE : 87 voix.

Madame Julie FRECHE, ayant obtenu 87 voix, est élue à la majorité des suffrages exprimés, Sixième Vice-Présidente.

7°) Election du Septième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur René REVOL.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 2

Abstentions : 2

Suffrages exprimés : 88

Majorité absolue : 45

Suffrages obtenus : Monsieur René REVOL : 87 voix ; Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER : 1 voix.

Monsieur René REVOL, ayant obtenu 87 voix, est élu à la majorité des suffrages exprimés, Septième Vice-Président.

8°) Election du Huitième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Clara GIMENEZ.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 3

Abstentions : 1

Suffrages exprimés : 88

Majorité absolue : 45

Suffrages obtenus : Madame Clara GIMENEZ : 88 voix.

Madame Clara GIMENEZ, ayant obtenu 88 voix, est élue à la majorité des suffrages exprimés, Huitième Vice-Présidente.

9°) Election du Neuvième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Christian ASSAF.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 3

Abstentions : 2

Suffrages exprimés : 87

Majorité absolue : 44

Suffrages obtenus : Monsieur Christian ASSAF : 87 voix.

Monsieur Christian ASSAF, ayant obtenu 87 voix, est élu à la majorité des suffrages exprimés, Neuvième Vice-Président.

10°) Election du Dixième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Claudine VASSAS-MEJRI.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 1

Abstentions : 0

Suffrages exprimés : 91

Majorité absolue : 46

Suffrages obtenus : Madame Claudine VASSAS-MEJRI : 91 voix.

Madame Claudine VASSAS-MEJRI, ayant obtenu 91 voix, est élue à la majorité des suffrages exprimés, Dixième Vice-Présidente.

11°) Election du Onzième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Éric PENSO.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 1

Abstentions : 0

Suffrages exprimés : 91

Majorité absolue : 46

Suffrages obtenus : Monsieur Éric PENSO : 91 voix.

Monsieur Éric PENSO, ayant obtenu 91 voix, est élu à la majorité des suffrages exprimés, Onzième Vice-Président.

12°) Election du Douzième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Hind EMAD.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 3

Abstentions : 1

Suffrages exprimés : 88

Majorité absolue : 45

Suffrages obtenus : Madame Hind EMAD : 88 voix.

Madame Hind EMAD, ayant obtenu 88 voix, est élue à la majorité des suffrages exprimés, Douzième Vice-Présidente.

13°) Election du Treizième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur François VASQUEZ.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 2

Abstentions : 2

Suffrages exprimés : 88

Majorité absolue : 45

Suffrages obtenus : Monsieur François VASQUEZ : 87 voix ; Monsieur Jacques MARTINIER : 1 voix.

Monsieur François VASQUEZ, ayant obtenu 87 voix, est élu à la majorité des suffrages exprimés, Treizième Vice-Président.

14°) Election du Quatorzième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Michelle CASSAR.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 4

Abstentions : 1

Suffrages exprimés : 87

Majorité absolue : 44

Suffrages obtenus : Madame Michelle CASSAR : 86 voix ; Madame Claudine VASSAS-MEJRI : 1 voix.

Madame Michelle CASSAR, ayant obtenu 86 voix, est élue à la majorité des suffrages exprimés,
Quatorzième Vice-Présidente.

15°) Election du Quinzième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Jean-François AUDRIN.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 2

Abstentions : 1

Suffrages exprimés : 89

Majorité absolue : 45

Suffrages obtenus : Monsieur Jean-François AUDRIN : 89 voix.

Monsieur Jean-François AUDRIN ayant obtenu 89 voix, est élu à la majorité des suffrages exprimés,
Quinzième Vice-Président.

16°) Election du Seizième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Clare HART.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 2

Abstentions : 3

Suffrages exprimés : 87

Majorité absolue : 44

Suffrages obtenus : Madame Clare HART : 86 voix ; Monsieur Charles SULTAN : 1 voix.

Madame Clare HART, ayant obtenu 86 voix, est élue à la majorité des suffrages exprimés, Seizième Vice-Présidente.

17°) Election du Dix-septième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Florence BRAU.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 1

Abstentions : 0

Suffrages exprimés : 91

Majorité absolue : 46

Suffrages obtenus : Madame Florence BRAU : 91 voix.

Madame Florence BRAU ayant obtenu 91 voix, est élue à la majorité des suffrages exprimés, Dix-septième Vice-Présidente.

18°) Election du Dix-huitième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Joël RAYMOND.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 2

Abstentions : 8

Suffrages exprimés : 82

Majorité absolue : 42

Suffrages obtenus : Monsieur Joël RAYMOND : 82 voix.

Monsieur Joël RAYMOND ayant obtenu 82 voix, est élu à la majorité des suffrages exprimés, Dix-huitième Vice-Président.

19°) Election du Dix-neuvième Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Eliane LLORET.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 2

Abstentions : 1

Suffrages exprimés : 89

Majorité absolue : 45

Suffrages obtenus : Madame Eliane LLORET : 89 voix.

Madame Eliane LLORET ayant obtenu 89 voix, est élue à la majorité des suffrages exprimés, Dix-neuvième Vice-Présidente.

20°) Election du Vingtème Vice-Président

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Véronique NEGRET.
Aucune autre candidature n'est proposée.

- 1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 92
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 3

Abstentions : 0

Suffrages exprimés : 89

Majorité absolue : 45

Suffrages obtenus : Madame Véronique NEGRET : 89 voix.

Madame Véronique NEGRET ayant obtenu 89 voix, est élue à la majorité des suffrages exprimés, Vingtème Vice-Présidente.

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole proclame ces résultats et prononce la clôture des opérations de vote.

Fait à Montpellier, le 21/07/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21 juillet 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-133702-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/07/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV élections des 20 Vice-Présidents signés.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mercredi 15 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Jocelyne TAVERNE, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES, Soune SERRE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Yves BARRAL

Hors commission - Lecture de la charte de l' élu local

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La loi n°2015-366 du 31 mars 2015 prévoit que, lors de la première réunion du Conseil de Métropole, immédiatement après l'élection du Président, des Vice-Présidents et des autres membres du Bureau, le nouveau Président donne lecture de la charte de l' élu local, prévue à l'article L. 1111-1-1 du Code général des collectivités territoriales.

Charte de l' élu local

1. L' élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.
2. Dans l'exercice de son mandat, l' élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
3. L' élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l' élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
4. L' élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.
5. Dans l'exercice de ses fonctions, l' élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.
6. L' élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.
7. Issu du suffrage universel, l' élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de prendre acte de la lecture et de la distribution de la charte de l' élu local.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 21/07/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21 juillet 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20200715-133674-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 21/07/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mercredi 15 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Jocelyne TAVERNE, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES, Soune SERRE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Hors commission - Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances;
 - 2° De l'approbation du compte administratif ;
 - 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
 - 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
 - 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
 - 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
 - 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.
- Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

1. Patrimoine et domanialité :

- 1.1 arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1.2 autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1.3 décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- 1.4 décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- 1.5 autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- 1.6 approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- 1.7 accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- 1.8 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- 1.9 autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- 1.10 autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions.

1.11 autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale.

1.12 déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R.141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain.

1.13 autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,

- autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- autoriser la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif.

2. Urbanisme

2.1 autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme ;

2.2 autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

2.3 autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole.

2.4 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

2.5 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme ;

2.6 approuver la signature des conventions de projet urbain partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme.

3. Finances

3.1 procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

- procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,

- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

3.2 créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

3.3 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;

3.4 autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

3.5 attribuer les aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ).

4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

Cette délégation inclut la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige en matière de marchés publics, sans limitation de montant.

Pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil Métropolitain accepte que pour les marchés publics de moins de 40 000 € HT, l'apposition directe de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation du Président pour le faire vaille décision d'attribution.

4.2 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.3 prendre toute décision concernant les conventions d'études à intervenir avec le Syndicat Mixte Hérault Energies et la validation de leur montant, préalables à la réalisation de travaux sur les réseaux d'électricité et le cas échéant, en cas de travaux coordonnés, d'éclairage public et de télécommunications, des communes représentées par la Métropole au sein de cet établissement public intercommunal dans la limite de 5 000 € HT par étude ;

4.4 approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice

4.5 autoriser la passation de convention de transfert de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L 2422-12 du code de la commande publique, dans le cadre de l'exercice de la compétence « service public de défense extérieure contre l'incendie » ;

4.6 autoriser la passation de convention avec l'UGAP.

4.7 approuver tous les actes pour lesquels il est prévu dans l'exécution des contrats de délégation de service public conclus par la Métropole un accord préalable de cette dernière en tant qu'autorité concédante.

5. Personnel – élus

5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

5.2 adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

5.3 adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

5.4 autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole ;

5.5 accorder la protection fonctionnelle aux élus qui en font la demande conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et des articles L.2123-34, L.2123-35, L.5217-7 et L.5215-16 du Code général des collectivités territoriales.

6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.

6.4 autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 €. *En dessous de ce montant, la signature de l'acceptation des indemnités par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision*

6.5 Hors les marchés publics dont la situation est régie à l'article 4.1 de la présente délibération, autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 €.

7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et ce, sans condition d'aucune sorte ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement ;

7.4 autoriser la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole

En dessous de 40 000 € HT, la signature de la convention par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision.

7.5 autoriser la signature conventions de type PIG, POPAC, OPAH, Plan de Sauvegarde.

7.6 autoriser la signature de convention à intervenir avec les communes pour la gestion des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE).

7.7 autoriser la signature de convention opérationnelle de gestion environnementale de l'espace agronaturel.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l'élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales.

Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président telles que définies ci-dessus ;
- de déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés ;
- de dire que le Président pourra, par arrêté, déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, la signature de ces décisions et des actes subséquents à celles-ci à toute personne, élue ou agent de la Métropole, telle qu'autorisée par l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- de dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises ;
- d'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 92 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 21/07/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21 juillet 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-132794-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/07/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mercredi 15 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Jocelyne TAVERNE, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES, Soune SERRE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Hors commission - Commission d'Appel d'Offres (CAO) et Commission de Délégation de Service Public (CDSP) - Création - Élection - Fixation des modalités de dépôt des listes

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Afin de permettre le fonctionnement de la Métropole, il convient de procéder à la création des commissions rendues nécessaires par le Code général des collectivités territoriales (CGCT) en matière de commande publique :

-Une Commission d'Appel d'Offres - CAO (articles L. 1414-2 et L. 1414-4 du CGCT) permanente chargée de choisir les titulaires des marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens.

Cette commission est par ailleurs saisie pour avis sur tout projet d'avenant augmentant de plus de 5 % lesdits marchés publics.

-Une Commission de Délégation de Service public - CDSP (article L. 1411-5 du CGCT) permanente chargée pour toutes les procédures de délégation de service public d'analyser les dossiers de candidature et dresser la liste des candidats admis à présenter une offre.

Cette commission est par ailleurs saisie pour avis sur tout projet d'avenant augmentant de plus de 5 % lesdites délégations.

Le choix d'une CDSP unique pour toutes les procédures de délégations de service public en lieu et place de commissions thématiques permettra une professionnalisation des élus membres sur des sujets complexes tout autant qu'une plus grande sécurisation des risques de conflits d'intérêts.

Conformément aux dispositions du CGCT, notamment l'article L.1411-5, la CAO et la CDSP sont composées :

- de l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou le marché public, le Président de la Métropole ou son représentant, en tant que président de la Commission ;

- de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants ;

- lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre en charge de la concurrence, avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de chaque commission doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Le nombre d'élus est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune des listes.

Dans la perspective de cette élection, prévue lors de la prochaine séance du Conseil de Métropole, il est proposé, en application de l'article D. 1411-5 Code général des collectivités territoriales, de fixer les conditions de dépôt des listes, pour l'élection de la Commission d'Appel d'Offres et de la Commission de Délégation de Service Public comme suit :

- les listes établies pour l'élection de chacune des commissions, doivent être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction du Secrétariat Général de Montpellier ;

-la date limite de dépôt/réception est fixée au **lundi 27 juillet à 12h00** ;

-chaque liste doit parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « *Election de la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole* », et « *Election de la Commission de Délégation de Service Public de Montpellier Méditerranée Métropole* » ;

- chaque liste établie pour l'élection de chacune des commissions ne peut comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil y compris pour les membres suppléants de la Commission d'Appel d'Offres ou de la Commission de Délégation de Service Public.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver la création d'une Commission d'Appel d'Offres permanente au sein de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver la création d'une Commission de Délégation de Service Public permanente au sein de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver les conditions de dépôt des listes telles que définies ci-dessus ;
- d'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 92 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 21/07/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21 juillet 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-133476-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/07/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 1
SOMMAIRE

N°DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, URBANISME ET MAITRISE FONCIERE	PAGES
M2020-134	ZAC Charles Martel Extension - Demande de prorogation de la déclaration d'utilité publique - Approbation	39
M2020-135	Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Extension du complexe hôtelier du Domaine de Verchant - Commune de Castelnau-le-Lez - Approbation	42
M2020-136	Commune de Castries - Opération Les Lavandières - Approbation du dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme	46
N° DELIB	CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE	PAGE
M2020-156	Avenant n°3 à la convention pour l'exploitation des équipements culturels du Domaine d'Ô - Autorisation de signature	51
N°DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET NUMERIQUE	PAGES
M2020-167	Cité intelligente - Appels à projets innovants et expérimentations au service de la ville - Avenant à la convention sur un programme de recherche et développement - Autorisation de signature	55
M2020-168	Cité intelligente - HUT/Human at home project - Université de Montpellier - Avenant - Autorisation de signature	58
N°DELIB	FINANCES ET COOPERATION AVEC LES COMMUNES	PAGES
M2020-102	Règlement budgétaire et financier - Adoption	62
M2020-103	Compte administratif et compte de gestion 2019 - Budget principal - Approbation	65
M2020-104	Compte administratif et compte de gestion 2019 - Budget annexe transport - Approbation	70
M2020-105	Compte administratif et compte de gestion 2019 - Budget annexe assainissement - Approbation	74
M2020-106	Compte administratif et compte de gestion 2019 - Budget annexe assainissement non collectif - Approbation	78
M2020-107	Compte administratif et compte de gestion 2019 - Budget annexe parking - Approbation	82
M2020-108	Compte administratif et compte de gestion 2019 - Budget annexe eau potable - Approbation	86
M2020-109	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2019 - budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	90
M2020-110	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2019 - Budget annexe transport de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	93
M2020-111	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2019 - budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	96

PARTIE 1
SOMMAIRE

N°DELIB	FINANCES ET COOPERATION AVEC LES COMMUNES	PAGES
M2020-112	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2019 - budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole – Adoption	99
M2020-113	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2019 - budget annexe parking de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	102
M2020-114	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2019 - budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	105
M2020-115	Rapport d'Orientations Budgétaires - Débat d'Orientation Budgétaires - Adoption	108
M2020-116	Vote en autorisations de programmes et crédits de paiement - Créations - Révisions - Clôtures - Adoption	111
M2020-117	Budget primitif 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption	117
M2020-118	Budget primitif 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe transport - Adoption	122
M2020-119	Budget primitif 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe assainissement - Adoption	126
M2020-120	Budget primitif 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif - Adoption	130
M2020-121	Budget primitif 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption	134
M2020-122	Budget primitif 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe de l'eau potable - Adoption	138
M2020-123	Taux d'imposition des taxes directes pour 2020 - Adoption	142
M2020-124	Taux d'imposition de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) pour 2020 - Adoption	145
M2020-125	Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) - Fixation du produit 2020 - Adoption	148
M2020-126	Taux du versement destiné aux transports en commun - Adoption	151
M2020-127	Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) - Dégrèvement exceptionnel au profit des entreprises de taille petite ou moyenne des secteurs particulièrement affectés par la crise sanitaire - Adoption	154
M2020-128	Répartition 2020 du Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) - Approbation	157
M2020-129	Épidémie de covid-19 - Attribution d'aides aux acteurs économiques pour le paiement des loyers professionnels	160

PARTIE 1
SOMMAIRE

N°DELIB	HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RESIDENTIELS	PAGES
M2020-147	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouveau Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers "Courreau/Figuerolles/Nord Ecusson" - Attribution de subventions pour la réhabilitation de trois logements - Autorisation de signature	184
M2020-148	Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire"2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 54 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	187
M2020-149	Construction de 24 logements sociaux - Résidence ' Le Domaine des pins ', 201 Avenue de Mireval à Villeneuve-lès-Maguelone - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	190
M2020-150	Construction de 22 logements sociaux - Résidence ' Les Violettes ', 9 Impasse des Violettes à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	193
M2020-151	Construction de 13 logements sociaux - Résidence ' Nota Verde ', 1 799 Rue Gaston Bachelard à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	196
M2020-152	Construction de 35 logements sociaux - Résidence ' Cœur d'Orques ', Avenue des jardins à Saint Georges d'Orques - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM SFHE - Convention - Autorisation de signature	199
M2020-153	Construction de 11 logements locatifs sociaux - Résidence ' Intim'East ' - rue Joseph Delteil à Clapiers - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	202
M2020-154	Construction de 6 logements sociaux - Résidence ' Patio des Arts ', 2 858 Avenue Etienne Méhul à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	205
M2020-155	Exercice de la compétence gestion du Fonds de Solidarité Logement (FSL) Métropolitain - Convention de continuité de gestion informatique avec le Département de l'Hérault du 1er janvier au 30 septembre 2020 - Approbation - Autorisation de signature	208
N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGES
M2020-100	Gratuité des transports urbains pour les habitants de la Métropole - Mise en œuvre de la 1ère étape avec la gratuité le week-end sur le réseau TaM - Approbation	212
M2020-101	Rapport sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole dans la prise en compte des objectifs de développement durable de l'année 2019	216
M2020-130	Grand Site d'Occitanie - Candidature	220
M2020-131	Révision de l'avis porté par Montpellier Méditerranée Métropole sur le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)	223
M2020-132	Soutien aux entreprises du commerce de proximité, de l'artisanat et du tourisme - Fonds Régional L'OCCAL - Convention Région Occitanie - Autorisation de signature	226

PARTIE 1
SOMMAIRE

N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGES
M2020-133	Pôle de compétitivité Eurobiomed - Adhésion à l'association - Désignation d'un représentant – Autorisation	229
M2020-158	Association France Active Airdie-Occitanie - Adhésion à l'association - Désignation d'un représentant - Intégration au Conseil d'Administration - Autorisation	232
M2020-159	Règlement Intérieur de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) et de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	236
M2020-160	Commission d'Appel d'Offres (CAO) - Commission de Délégation de Service Public (CDSP) - Élections	239
M2020-161	Règlement intérieur de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) - Approbation	243
M2020-162	Règlement intérieur de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation	246
M2020-163	Représentations du Conseil de Métropole - Désignations	249
M2020-164	Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux - Approbation	260
M2020-165	Rapport d'activité de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) - Approbation	264
M2020-166	Rapports Annuels des Déléataires de Service Public de l'exercice 2019 - Approbation	269
M2020-169	Procès-verbal du 31 Janvier 2020 - Approbation	273
N°DELIB	LITTORAL, PREVENTION DES RISQUES MAJEURS, GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS	PAGES
M2020-145	Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Dissolution du Syndicat intercommunal d'assainissement des Terres de l'Étang de l'Or - Convention de liquidation - Approbation - Autorisation de signature	276
M2020-157	GEMAPI - Les Salines de Villeneuve et l'Étang de Vic - Convention d'attribution d'une subvention pour la mise en œuvre des plans de gestion des sites au Conservatoire d'Espaces Naturels Languedoc-Roussillon - Exercice 2020 - Autorisation de signature	279
N°DELIB	POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION SOCIALE	PAGES
M2020-146	Quartiers d'été 2020 - Vacances apprenantes - Approbation du programme et demande de subventions pour les actions renforcées	283
N°DELIB	TRANSPORT ET MOBILITES ACTIVES	PAGES
M2020-137	Projet de partenariat d'expérimentation avec le Groupe Renault pour tester un nouveau concept de véhicule logistique - Avenant - Autorisation de signature	137
M2020-138	Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Navette des plages Étang de l'Or vers la plage du Grand Travers - Tarification - Convention de compensation financière - Autorisation de signature	290

PARTIE 1
SOMMAIRE

N°DELIB	TRANSPORT ET MOBILITES ACTIVES	PAGES
M2020-139	Convention de Délégation de Service Public - Parc de stationnement GAMBETTA - Avenant n° 9 - Attribution de compensations financières - Opération de gratuité de l'année 2020 - Autorisation de signature	293
M2020-140	Convention de Délégation de Service Public - Parc PITOT - PEYROU - Avenant n° 4 - Attribution de compensations financières - Opération de gratuité de l'année 2020 - Autorisation de signature	296
M2020-141	Convention de Délégation de Service Public - Parc de stationnement EUROPA - Avenant n° 6 - Attribution de compensations financières - Opération de gratuité de l'année 2020 - Autorisation de signature	299
M2020-142	Convention de Délégation de Service Public - Parcs de stationnement ARC DE TRIOMPHE et FOCH PRÉFECTURE - Avenant n° 4 - Attribution de compensations financières - Opération de gratuité de l'année 2020 - Autorisation de signature	302
M2020-143	Convention de Délégation de Service Public - CORUM - Avenant n° 1 - Attribution de compensations financières - Opération de gratuité du parking pour l'année 2020 - Autorisation de signature	305
M2020-144	Convention de Délégation de Service Public - Parcs de stationnement ANTIGONE et COMEDIE - Avenant n° 2 - Attribution de compensations financières - Opération de gratuité de l'année 2020 - Autorisation de signature	308

**AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE,
URBANISME ET MAITRISE FONCIERE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable du
territoire, urbanisme et maîtrise
foncière

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Jackie GALABRUN-BOULBES, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Soune SERRE

Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière - ZAC Charles Martel Extension - Demande de prorogation de la déclaration d'utilité publique - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Le territoire de l'agglomération montpelliéraine présente un important besoin en foncier à destination d'activités économiques productives, indispensables au bon fonctionnement économique du territoire.

Compte tenu de la bonne commercialisation des parcs d'activités existants du « Larzat » et de « Charles Martel », la Communauté d'Agglomération de Montpellier a défini les objectifs et les modalités de la concertation d'un projet d'extension, intitulée « Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension » à Villeneuve-lès-Maguelone par délibération du 27 octobre 2011.

Les études techniques, financières et juridiques se sont poursuivies et ont permis de s'assurer de la faisabilité de cette extension. Par le prolongement des parcs d'activités existants, la Z.A.C. Charles Martel Extension contribuera à répondre aux besoins d'implantation d'entreprises artisanales, du BTP, de petites industries, ... Une vingtaine d'entreprises supplémentaires y est attendue, correspondant à la création de près de 200 emplois. Alors que le Conseil Départemental a donné son accord de principe pour la réalisation d'une connexion de la Z.A.C. sur la RD 612, les études et discussions à venir, permettront de préciser la nature et les modalités du raccordement.

Afin de prendre en compte la richesse écologique du milieu, le périmètre de l'opération a été réduit et, en compensation des impacts résiduels, Montpellier Méditerranée Métropole assurera la gestion écologique, sur 30 ans, de 14 hectares de terrains situés à proximité du projet. Par son avis du 13 mai 2014, l'autorité environnementale a souligné la bonne qualité de l'étude d'impact et la prise en compte satisfaisante des différents enjeux environnementaux.

Depuis 2008, les négociations amiables engagées avec les propriétaires par la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou par son prestataire foncier ont permis de maîtriser près de la moitié du foncier nécessaire à la réalisation de l'opération. Au cours de ces négociations, la plupart des propriétaires ont indiqué ne pas être opposés au projet d'aménagement.

A noter que certaines parcelles ne sont pas à acquérir puisqu'elles correspondent à des unités foncières bâties difficilement intégrables dans le schéma d'aménagement, ou bien, parce qu'elles accueillent des ouvrages hydrauliques à maintenir (ouvrage Aqua Domitia pour puits de fonçage sous la route départementale).

Par sa délibération du 18 décembre 2014, le Conseil d'agglomération tira le bilan de la concertation et de la mise à disposition du public de l'étude d'impact, et créa, sur une superficie d'environ 10,6 hectares, la Z.A.C Charles Martel Extension.

Par délibération en date du 18 décembre 2014, le Conseil d'agglomération a également approuvé le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et le dossier d'enquête parcellaire de la Z.A.C Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone.

Par son courrier du 9 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole sollicite M. le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, pour le lancement de la procédure d'enquête publique unique préalable à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des parcelles nécessaires à la réalisation de l'opération Charles Martel Extension.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la déclaration d'utilité publique et au dossier d'enquête parcellaire et la Préfecture a déclaré d'utilité publique le projet de la Z.A.C Charles MARTEL Extension par arrêté n°2015-I-1962 du 17 novembre 2015.

Les négociations amiables ont alors été poursuivies par l'Etablissement Public Foncier Occitanie et ont permis de maîtriser la quasi-totalité du foncier nécessaire à l'opération d'aménagement. Il reste toutefois à finaliser la dernière acquisition foncière qui concerne un seul propriétaire. L'acte déclarant l'utilité publique, d'une durée de validité de cinq ans, arrive à expiration le 16 novembre 2020. Il est donc proposé de solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault la prorogation des effets de la déclaration d'utilité publique conformément à l'article L.121-5 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique, en vue de finaliser cette acquisition.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, une prorogation de la déclaration d'utilité publique en vue de l'aménagement de la Z.A.C Charles Martel Extension sur le territoire de la commune de Villeneuve-Lès-Maguelone, conformément aux dispositions de l'article L.121-5 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, Mme Joëlle URBANI.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135089-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan situation ch martel ext.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable du
territoire, urbanisme et maîtrise
foncière

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Isabelle MARSALA, Anne RIMBERT, François RIO, Soune SERRE, Joël VERA

Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Extension du complexe hôtelier du Domaine de Verchant - Commune de Castelnau-le-Lez - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°14206 en date du 24 novembre 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'engager une procédure de mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet visant à permettre l'extension du complexe hôtelier du Domaine de Verchant.

Le Domaine de Verchant, situé sur la commune de Castelnau-le-Lez, a un projet de développement de son complexe hôtelier classé 5 étoiles. Celui-ci comprend la création de 25 chambres supplémentaires afin d'augmenter la capacité d'accueil à 50 chambres, suites ou appartements, l'accueil d'un restaurant gastronomique, d'un nouveau hall d'accueil et la création de stationnements.

Ce développement doit s'opérer par l'édification d'une construction nouvelle développant environ 3 120 m² de surface de plancher à planter en parallèle de l'allée d'accès Ouest du Domaine.

Ce projet présente un caractère d'intérêt général pour le territoire de la Métropole, notamment en matière de tourisme, d'activités économiques ou encore d'aménagement du site.

Les études préalables ont mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de la commune de Castelnau-le-Lez applicables au site ne sont aujourd'hui pas compatibles avec le projet. Sa mise en œuvre opérationnelle nécessite donc de faire évoluer le PLU. Compte tenu du caractère d'intérêt général du projet, une procédure de mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet a donc été engagée, en collaboration avec la commune.

Ce dossier de mise en compatibilité du PLU prévoit principalement la mise en place d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation, la création d'une zone à urbaniser par réduction de la zone agricole (0,65 ha partiellement artificialisé avec 2 100 m² de vignes cultivées dont 900 m² en AOC), et la définition d'un règlement adapté.

Cette procédure étant soumise à évaluation environnementale en application du Code de l'urbanisme, celle-ci entre dans le champ d'application de la concertation préalable prévue par le Code de l'environnement aux articles L. 121-15-1 et suivants.

C'est en ce sens que Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré le 21 février 2019 afin de définir les modalités de cette concertation en amont, permettant d'associer le public.

Aucune observation du public n'ayant été émise sur le dossier, la concertation préalable n'a pas engendré d'évolution du projet de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme. Par délibération M2019-238 en date du 23 mai 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a arrêté le bilan de la concertation. Ce bilan de concertation est publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément à la charte de gouvernance du PLU, le conseil municipal de Castelnau-le-Lez a émis un avis favorable, par délibération n°2019/06-09 en date du 13 juin 2019, sur le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU relative à l'extension du complexe hôtelier du domaine de Verchant.

Le dossier a ensuite été notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme, ainsi qu'au Maire de la commune de Castelnau-le-Lez conformément aux dispositions de l'article L. 153-40 du Code de l'urbanisme.

L'autorité environnementale, sollicitée le 14 juin 2019 au titre des articles R104-21 et suivants du Code de l'urbanisme, n'a pas émis d'avis dans les délais impartis.

Conformément à l'article L. 153-54 du Code de l'urbanisme, une réunion d'examen conjoint a eu lieu le 23 septembre 2019, en présence des représentants de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM 34), du Conseil Départemental de l'Hérault, de la commune de Castelnau-le-Lez et de la Métropole. Le projet, tel que présenté lors de cet examen conjoint, a donné lieu à un avis favorable des participants.

Absents excusés de la réunion d'examen conjoint, la Chambre d'Agriculture a rendu un avis favorable ainsi que l'INAO, pour qui l'impact sur les terres AOC est limité. Ainsi, le projet peut être considéré comme un prolongement oeno-touristique de l'exploitation.

Enfin, le dossier a été soumis à enquête publique unique du 16 décembre 2019 au 17 janvier 2020 inclus, soit 33 jours consécutifs et a porté à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU de Castelnau-le-Lez qui en est la conséquence.

Aucune observation n'a été émise dans le cadre de cette enquête publique.

Constatant le bon déroulement de l'enquête et vu les éléments de réponse apportés, Monsieur le Commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées le 10 février 2020 et a émis un avis favorable sans réserves quant au projet d'extension du complexe hôtelier du domaine de Verchant.

Les observations formulées par Monsieur le Commissaire enquêteur dans son procès-verbal de synthèse ont fait l'objet d'une réponse circonstanciée de la part de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du mémoire en réponse. Ces remarques n'ont pas conduit à modifier le dossier.

Parallèlement, le PLU de Castelnau-le-Lez a fait l'objet d'une procédure de modification simplifiée afin de procéder à des modifications du règlement écrit de la zone 1AU, nécessaires à la mise en œuvre de la ZAC « Extension Eurêka ».

Cette modification simplifiée n°3 a été approuvée le 31 janvier 2020.

Conformément aux dispositions de l'article L. 153-43 du Code de l'urbanisme, il est proposé de modifier le projet soumis à enquête publique, pour tenir compte des modifications du règlement de la zone 1AU ayant eu lieu postérieurement à l'enquête publique, qui sont sans conséquences sur les modifications introduites par la présente procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Castelnau-le-Lez.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prononcer, par la présente déclaration, l'intérêt général du projet d'extension du complexe hôtelier du Domaine de Verchant ;
- prendre acte que l'adoption de la présente déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du PLU de Castelnau-le-Lez telles que modifiées pour tenir compte de l'approbation de la modification simplifiée n°3 du PLU de Castelnau-le-Lez ;
- mettre le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, tel que modifié pour tenir compte de l'approbation de la modification simplifiée n°3 approuvée le 31 janvier 2020, à disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'à la Mairie de Castelnau-le-Lez à leurs jours et horaires d'ouverture respectifs et de procéder aux mesures de publicité et d'affichage ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 3 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 11 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M2020-135.pdf

- AR Préf-Pages de garde dossier Castlenau-le-lez.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable du
territoire, urbanisme et maîtrise
foncière

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Laurent JAOU, Isabelle MARSALA, Anne RIMBERT, François RIO, Soune SERRE, Joël VERA

Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière - Commune de Castries - Opération Les Lavandières - Approbation du dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° 2017/05-04/008 en date du 5 avril 2017, le Conseil municipal de Castries a pris acte de l'engagement par le Maire d'une procédure de déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) visant à permettre l'aménagement du secteur dit « Les Lavandières » situé en entrée ouest de la ville.

Le projet prévoit la réalisation d'environ 350 logements dont un tiers de logements locatifs sociaux, une résidence seniors, une crèche et des locaux commerciaux ou de services.

Le projet prévoit de traiter de façon qualitative l'entrée de ville en proposant notamment un maillage qui permettra de créer de nouvelles liaisons et de renforcer les connexions entre les différentes parties de la ville et les infrastructures existantes.

D'autre part, le projet vise à respecter les qualités paysagères du site en préservant la Cadoule, le bois au nord-ouest et le merlon paysager avec la plantation de platanes à l'est. Un traitement paysager en cœur d'îlot viendra accompagner le projet en proposant des espaces confortables, ludiques et agréables.

Ce projet présente un caractère d'intérêt général pour la commune de Castries dans la mesure où il participe à la production de logements et de logements locatifs sociaux, poursuivant ainsi les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH), et il répond à des besoins spécifiques des habitants de Castries en proposant de nouvelles places en crèche et des logements à destination des seniors.

Les études préalables ont mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de la commune de Castries applicables au site ne sont aujourd'hui pas compatibles avec le projet. Sa mise en œuvre opérationnelle nécessite donc de faire évoluer le PLU. Compte tenu du caractère d'intérêt général du projet, une procédure de mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet a donc été engagée.

Cette procédure étant soumise à évaluation environnementale en application du Code de l'urbanisme, elle entre dans le champ d'application de la concertation préalable prévue par le Code de l'environnement aux articles L. 121-15-1 et suivants.

La concertation qui s'est déroulée du 6 novembre 2018 au 6 décembre 2018 n'a pas engendré d'évolution du projet de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme. Par délibération en date du 10 avril 2019, le Conseil municipal a arrêté le bilan de la concertation. Ce même conseil a autorisé le Maire à poursuivre la procédure de déclaration de projet avec mise en compatibilité du PLU.

Le dossier de mise en comptabilité du PLU prévoit principalement la modification d'une zone AU avec la mise en place d'une OAP et d'un règlement adapté.

Le dossier a ensuite été notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme.

Conformément à l'article L. 153-54 du Code de l'urbanisme, une réunion d'examen conjoint a eu lieu le 1^{er} octobre 2019, en présence des représentants de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM 34), du Conseil Départemental de l'Hérault, de la commune de Castries et de la Métropole. Le projet, tel que présenté lors de cet examen conjoint a donné lieu à un avis favorable des participants.

Absente excusée de la réunion d'examen conjoint, la Chambre d'Agriculture a fait parvenir un avis favorable par courrier du 10 octobre 2019.

Par délibération du 3 octobre 2019, le Conseil municipal a arrêté le projet tel que présenté en prenant acte du fait que la Mission Régionale d'Autorité environnementale n'a pas émis d'avis dans le délai qui lui était imparti. Il a autorisé le Maire à demander au Préfet le lancement de l'enquête publique prévue par la réglementation.

L'enquête publique s'est ainsi déroulée du 10 février 2020 au 13 mars 2020 inclus, soit 33 jours consécutifs et a porté à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU de Castries qui en est la conséquence.

Les observations, peu nombreuses, recueillies sur le registre papier et sur le site dématérialisé portaient sur le retard de la commune dans la production de logements locatifs sociaux, la saturation du trafic routier aux abords du projet, les mesures de prévention du risque inondation et enfin sur la qualité écologique des constructions.

Constatant le bon déroulement de l'enquête et vu les éléments de réponse apportés par la commune, le Commissaire Enquêteur a remis le 13 avril 2020 son rapport et ses conclusions motivées et a émis un avis favorable assorti de deux réserves.

La première réserve porte sur les questions de circulation liées à la réalisation du projet et sur l'élargissement du pont submersible de la Cadoule sur la rue du Vieux Puits. Cette remarque a bien été intégrée par la commune de Castries et Montpellier Méditerranée Métropole et des études complémentaires ont été initiées. D'après les premières conclusions de celles-ci, un élargissement ne serait pas nécessaire puisque le pont pourrait être remis à double sens de circulation tout en proposant une sécurisation des déplacements piétons et cyclistes. Les études de faisabilité technique vont être poursuivies en vue d'une mise en œuvre correspondant à la réalisation du nouveau quartier.

Dans sa seconde réserve, le Commissaire Enquêteur souligne que le secteur de renouvellement urbain attenant au secteur de projet et correspondant à la zone IIAU4 du PLU ne fait pas l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation. La commune de Castries et Montpellier Méditerranée Métropole prennent acte de cette remarque mais rappellent que la procédure de mise en compatibilité du PLU dont il est question s'attache uniquement au projet des Lavandières, situé en zone IIAU3, tel que présenté ci-dessus. A ce jour, aucun projet n'est identifié sur le secteur IIAU4. Toutefois, à l'occasion de l'élaboration du PLU intercommunal ou d'une procédure d'évolution du PLU ultérieure, une réflexion sera menée sur ce secteur de réinvestissement urbain.

Ces réserves n'ont donc pas conduit à modifier le dossier tel que soumis à enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la mise en compatibilité du PLU de Castries ;
- approuver le dossier de mise en compatibilité du PLU de Castries tel que soumis à l'enquête publique ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 11 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M2020-136.pdf

- AR Préf-Pages de garde dossier Castries.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Laurent JAOU, Isabelle MARSALA, Soune SERRE, Joël VERA

Culture et patrimoine historique - Avenant n°3 à la convention pour l'exploitation des équipements culturels du Domaine d'Ô - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

L'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) pour la gestion des activités artistiques et culturelles sur le Domaine d'Ô a été créé par délibération du Conseil Départemental de l'Hérault en date du 2 mars 2009.

Le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de la loi NOTRe, et par convention en date du 23 décembre 2016, ont défini le transfert au 1^{er} janvier 2018 de la compétence Culture comme la mise à disposition de la Métropole des équipements culturels dédiés aux spectacles vivants situés dans la partie Nord du Domaine d'Ô.

A ce titre, l'EPIC du Domaine d'Ô relève depuis cette date de la gouvernance de Montpellier Méditerranée Métropole.

En application de la convention de transfert susvisée et du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole dispose de tous les pouvoirs de gestion sur les biens qui lui ont été mis à disposition. Afin de garantir la continuité d'occupation et d'activité de l'EPIC du Domaine d'Ô, ont été adoptées par délibération du Conseil de Métropole en date du 27 novembre 2017 la convention d'occupation du domaine public ainsi que la convention d'exploitation des équipements culturels du Domaine d'O, qui fixent notamment la composition des instances de contrôles, les missions de service public confiées à l'EPIC, les conditions de mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers, les modalités d'approbation des programmes d'actions et de communication établis par l'EPIC, les calendriers de remise des rapports d'activité et financiers mais aussi les recettes et les contributions annuelles versées par Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux termes de la convention d'exploitation des équipements culturels du Domaine d'Ô, et afin que l'EPIC puisse percevoir une partie de la contribution financière afin d'assurer son fonctionnement, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée à lui verser la somme de 1 541 294,50 € au cours du premier semestre 2020.

Cette même convention prévoit que le montant total annuel de la contribution financière apportée par Montpellier Méditerranée Métropole à l'EPIC soit précisé chaque année par avenant.

Ceci est l'objet de la présente délibération, qui fixe pour l'année 2020 le montant de cette contribution à la somme de 3 068 589 €, conformément au montant des crédits inscrits au budget primitif de Montpellier Méditerranée Métropole à ce titre.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver les termes de l'avenant n°3 à la convention pour l'exploitation des équipements culturels du Domaine d'Ô ;
- de fixer le montant de la contribution financière de Montpellier Méditerranée Métropole à l'EPIC du Domaine d'Ô pour l'année 2020 à la somme de 3 068 589 € ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le présent avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-134559-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Domaine d'O- Avenant n°3 Convention exploitation.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET NUMERIQUE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement économique et
numérique

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Développement économique et numérique - Cité intelligente - Appels à projets innovants et expérimentations au service de la ville - Avenant à la convention sur un programme de recherche et développement - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole valorise son territoire comme un véritable laboratoire urbain d'innovation (*living lab*) pour contribuer à l'adaptation de l'ensemble des champs de la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé en juin 2019 un appel à projets portant sur plusieurs initiatives de projets innovants qui ont permis d'identifier 10 projets d'entreprises/associations susceptibles de faire émerger de nouveaux projets de services et usages pour les citoyens et/ou la collectivité autour des thématiques suivantes : la mobilité, l'eau, l'énergie, l'environnement, vivre la ville (médiation et la participation citoyenne, les temps dans la ville...), l'IOT (internet des objets), le socle numérique, la culture, l'inclusion numérique, la valorisation de l'espace public....

Les projets sélectionnés font pour la phase d'expérimentation l'objet d'un contrat de Recherche et Développement avec la Métropole.

Le calendrier des expérimentations a été modifié en raison de la crise sanitaire. Il s'agit de prolonger les conventions de recherche et développement avec les 10 lauréats pour leur permettre de mener à leur terme les expérimentations, et ce jusqu'au 31 décembre 2020.

Les lauréats signataires d'une convention de recherche et développement avec Montpellier Méditerranée Métropole sont :

- **Mobilité :**
 - AMAPLACE : Conciergerie connectée de quartier
 - VOP GALAGO : Solution technique de gestion de l'autopartage en péri-urbain
- **Energie :**
 - SHUNNY SHARK : l'intelligente artificielle au service de l'optimisation énergétique des piscines publiques
- **Espace public et inclusion numérique :**
 - ESII : Plateforme de gestion de l'accueil du public hybride (présentiel et virtuel)
- **Inclusion numérique :**
 - RECONNECT : Solution de cloud solidaire
- **Environnement :**
 - COMPOSTONS : Service de collecte et de compostage des bio déchets en centre-ville
- **Internet des Objets (IOT) / Capteurs :**
 - CYLEONE : Système innovant de mesures environnementales de la qualité de l'air extérieur
- **Environnement (bâtiments) /Socle numérique :**
 - SITOWIE : Technologie de simulation de la dégradation des constructions
- **Culture :**

- RE(COMPPOSE ET DANSE (ICI) : Espaces publics, identité chorégraphique et expériences citoyennes
- **Vivre en ville :**
- LES PETITS MANDARINS : Application ludique d'apprentissage des langues

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver l'avenant à la convention sur un programme de recherche et développement qui prolonge les conventions de Recherche et Développement jusqu'au 31 décembre 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Mathilde BORNE.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-134905-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention rd

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement économique et
numérique

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Développement économique et numérique - Cité intelligente - HUT/Human at home project - Université de Montpellier - Avenant - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

HUT « HUMAN at home projecT », est un projet scientifique qui a pour objet de mieux comprendre l'appartement du futur par une observation pratique et constante des interactions humain-humain et humain-objet (intelligent ou pas), ainsi que leur analyse pour proposer les conditions d'un mieux vivre.

Une équipe de chercheurs multidisciplinaire questionne depuis 2017 :

- le rapport à l'appartement connecté ;
- l'acceptabilité sociale des propositions potentiellement intrusives pour l'intimité de l'individu ;
- les conditions d'utilisation des données traitées (pour la vie privée, pour le maintien d'une concurrence efficace, etc.) ;
- l'identification des apports de l'appartement du futur (pour l'individu, pour les entreprises en termes de marchés, et pour la collectivité en termes d'intérêt général) ou encore de réaction de l'occupant à ces nouvelles technologies et aux données et informations produites.

Après deux ans d'occupation, l'appartement-observatoire, équipé de plus de 70 capteurs et objets connectés, a déjà permis la collecte d'un grand nombre de données qui sont en cours d'analyse par les chercheurs des 13 laboratoires impliqués sur le projet avec le soutien de 7 entreprises implantées sur la Métropole. Basée sur une approche croisée, pluridisciplinaire - recherches SHS/sciences dures et R&D de PME/PMI et respectueuse de la protection des personnes, la recherche entreprise apporte des données sur les déplacements dans un appartement (y compris en milieu confiné), la perception de la valeur des objets connectés (sont-ils utiles, inefficaces, dangereux, etc.), le sentiment de bien-être des occupants, les moyens de communication optimums avec les interfaces d'automatismes, les liens avec l'extérieur (services des collectivités territoriales ou des entreprises, etc.).

Il s'agit, à moyen terme, de définir les conditions d'un appartement connecté demain. Les résultats produits permettront d'anticiper, pour tous les décideurs publics, les critères de validation de tels projets et les conditions de leur implantation dans la Cité intelligente.

La convention de financement entre l'Université de Montpellier et la Métropole a été approuvée par délibération n°14899 le 27 septembre 2017 pour une durée de 3 ans. Il convient de prolonger la convention jusqu'au 31 décembre 2023 pour permettre la réalisation de thèses sur les thématiques du Big data, de l'aménagement intérieur de l'appartement, de la communication entre les objets et les personnes, l'analyse des mouvements dans l'appartement et l'innovation juridique dans un contexte de l'internet des objets.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver l'avenant à la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant à la convention de financement avec l'Université de Montpellier ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-134994-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant à la convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

FINANCES ET COOPERATION AVEC LES COMMUNES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Laurent JAOU, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Agnès SAURAT, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Règlement budgétaire et financier - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article L. 5217-10-8 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit :

« Avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit son renouvellement, le conseil de la métropole établit son règlement budgétaire et financier.

Le règlement budgétaire et financier de la métropole précise notamment :

1° Les modalités de gestion des autorisations de programme, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement y afférents, et notamment les règles relatives à la caducité et à l'annulation des autorisations de programme et des autorisations d'engagement ;

2° Les modalités d'information du conseil de la métropole sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice.

Il peut aussi préciser les modalités de report des crédits de paiement afférents à une autorisation de programme, dans les cas et conditions fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre chargé du budget.»

Document de référence pour les services comme pour les élus ou les citoyens, le Règlement budgétaire et financier sur la gestion pluriannuelle des investissements et la dette, actualisé, formalise les règles de gestion interne, dans le respect du cadre juridique en vigueur.

Il a pour objectif principal d'améliorer la lisibilité des budgets en détaillant la gestion et le suivi des grandes opérations d'investissement engagées sur notre territoire:

- Pour les dépenses, au travers de la gestion en Autorisations de Programmes Crédits de Paiements (APCP) ;
- Pour les recettes, au travers de la gestion active, transparente et responsable de la dette.

L'instruction M57 utilisée par la Métropole prévoit qu'« à l'occasion de chaque renouvellement de ses membres, l'entité doit se doter d'un règlement budgétaire et financier valable pour la durée de la mandature, avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit le renouvellement ; il doit pouvoir être révisé. »

Le Règlement précédemment voté en 2018 fait ainsi l'objet d'une actualisation.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'adopter le Règlement Budgétaire et Financier de Montpellier Méditerranée Métropole tel qu'il est présenté en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-133689-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RBF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Hind EMAD, Clara GIMENEZ, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Compte administratif et compte de gestion 2019 - Budget principal - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Métropole élit un Président de séance *ad hoc* pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément à l'article 4 alinéa 7 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 « relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux », par dérogation au premier alinéa de l'article L. 1612-12 du code général des collectivités territoriales et de l'article L. 263-18 du code des juridictions financières, le vote sur l'arrêté des comptes 2019 doit intervenir au plus tard le 31 juillet 2020. Le compte de gestion établi par le comptable de la collectivité territoriale est transmis avant le 1er juillet 2020.

Conformément aux articles L.2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif. Une partie des annexes se trouve dans le rapport de présentation et plus particulièrement la présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles ainsi que l'annexe détaillée relatives à la taxe de séjour et à la taxe de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) et le bilan de la dette.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2019 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
930	Services généraux	40 350 098,66	
931	Sécurité	18 330 388,81	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	98 810 324,68	211 295,00
934	Santé et action sociale	507 143,38	39 201,00
935	Aménagement des territoires et habitat	27 534 315,37	33 000,00
936	Action économique	13 362 142,92	740 669,00
937	Environnement	101 127 178,43	
938	Transports	57 503 414,54	384 846,00
940	Impositions directes	21 869 122,51	
941	Autres impôts et taxes	283 705,79	
943	Opérations financières	11 009 342,90	
946	Transferts entre les sections	49 107 181,33	
947	Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement		
TOTAL - DEPENSES		439 794 359,32	1 409 011,00
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		441 203 370,32	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
002	Résultat de fonctionnement reporté	21 811 800,65	
930	Services généraux	18 463 160,94	
931	Sécurité	388 051,88	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	14 134 819,12	
934	Santé et action sociale		
935	Aménagement des territoires et habitat	14 822 659,75	
936	Action économique	4 963 395,18	
937	Environnement	85 519 095,23	
938	Transports	19 262 710,88	
940	Impositions directes	208 139 451,23	
941	Autres impôts et taxes	77 581 917,01	
942	Dotations et participations	47 516 234,30	
943	Opérations financières	48 057,58	
946	Transferts entre les sections	8 200 281,13	
947	Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement		
TOTAL - RECETTES		520 851 634,88	
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		520 851 634,88	

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
001	Résultat d'investissement reporté	20 516 031,59	
900	Services généraux	5 086 940,23	2 845 409,19
901	Sécurité	1 189 173,58	91 892,95
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	31 498 540,35	6 617 624,26
904	Santé et action sociale		3 000,00
905	Aménagement des territoires et habitat	38 693 486,75	16 055 482,50
906	Action économique	21 842 155,47	5 533 913,36
907	Environnement	19 658 075,34	8 495 425,20
908	Transports	68 599 452,05	33 023 900,84
921	Taxes non-affectées	1 177 023,47	1 213 141,29
923	Dettes et autres opérations financières	49 676 267,27	
925	Opérations patrimoniales	24 683 741,31	
926	Transferts entre les sections	8 200 281,13	
TOTAL - DEPENSES		290 821 168,54	73 879 789,59
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		364 700 958,13	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
001	Résultat d'investissement reporté	8 746,24	
900	Services généraux	36 330,54	
901	Sécurité		
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	3 038 551,40	61 900,00
905	Aménagement des territoires et habitat	24 596 193,84	62 380,42
906	Action économique	585 467,66	149 910,00
907	Environnement	661 316,44	117 347,15
908	Transports	20 248 421,13	5 044 167,66
921	Taxes non affectées	7 010 273,91	774 667,72
922	Dotations et participations	109 849 288,01	
923	Dettes et autres opérations financières	8 750 350,00	50 500 000,00
925	Opérations patrimoniales	24 683 741,31	
926	Transferts entre les sections	49 107 181,33	
TOTAL - RECETTES		248 575 861,81	56 710 372,95
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		305 286 234,76	

Le résultat brut global 2019 du Budget Principal, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de 38 811 968,83 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 19 910 300,19 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 019	Résultat de clôture 2018	Reprise résultats syndicat	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2019	Résultat de clôture 2019	Solde reports 2019	Résultat net
Investissement	-20 516 031,59	8 746,24		-21 738 021,38	-42 245 306,73	-17 492 657,64	-59 737 964,37
Fonctionnement	91 937 505,93	28 066,64	70 153 771,92	59 245 474,91	81 057 275,56	-1 409 011,00	79 648 264,56
TOTAL	71 421 474,34	36 812,88	70 153 771,92	37 507 453,53	38 811 968,83	-18 901 668,64	19 910 300,19

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le Compte de Gestion 2019 du budget principal
- d'approuver le Compte Administratif 2019 du budget principal
- de donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 15 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Boris BELLANGER, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 11 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135569-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Compte de gestion 2019 Principal
- Rapport de présentation du CA2019 3M
- Montpellier Metropole reports 1.pdf
- Montpellier Métropole reports 2 detail.pdf
- Montpellier Métropole reports 2.pdf
- CA 2019 3M 1 PRINCIPAL.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Compte administratif et compte de gestion 2019 - Budget annexe transport - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Métropole élit un Président de séance *ad hoc* pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément à l'article 4 alinéa 7 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 « relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux », par dérogation au premier alinéa de l'article L. 1612-12 du code général des collectivités territoriales et de l'article L. 263-18 du code des juridictions financières, le vote sur l'arrêté des comptes 2019 doit intervenir au plus tard le 31 juillet 2020. Le compte de gestion établi par le comptable de la collectivité territoriale est transmis avant le 1er juillet 2020.

Conformément aux articles L. 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2019 du budget annexe transports de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de l'exercice 2019	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
011	Charges à caractère général	490 406,65	2 975 279,80
012	Charges de personnel et frais assimilés	350 101,69	
014	Atténuations de produits	3 057,62	
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	21 759 508,43	
65	Autres charges de gestion courante	62 802 283,55	
66	Charges financières	9 727 402,62	
67	Autres dépenses exceptionnelles	11 709,36	
TOTAL - DEPENSES		95 144 469,92	2 975 279,80
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		98 119 749,72	

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2019
002	Résultat de fonctionnement reporté	22 620 585,76
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	5 174 724,08
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	9 312,00
73	Produits issus de la fiscalité	95 546 504,56
74	Dotations et participations	16 400 000,00
75	Autres produits de gestion courante	2 572 568,73
TOTAL - RECETTES		142 323 695,13

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2019	
001	Solde exécution invest. reporté	5 975 254,42	
13	Subventions d'investissement	4 714 630,05	
16	Emprunts et dettes assimilées	52 673 634,72	
20	Immobilisations incorporelles	105 560,49	41 512,18
21	Immobilisations corporelles	8 108 211,78	9 469 946,66
23	Immobilisations en cours	11 081 643,14	540 493,08
27	Autres immobilisations financières	3 738 690,36	3 613 888,59
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	5 174 724,08	
041	Opérations patrimoniales	6 391 166,64	
TOTAL DES DEPENSES		97 963 515,68	13 665 840,51
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		111 629 356,19	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2019	
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 320 806,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	33 000 000,00	4 000 000,00
21	Immobilisations corporelles	5 596 593,14	
27	Autres immobilisations financières	39 942,57	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	21 759 508,43	
041	Opérations patrimoniales	6 391 166,64	
TOTAL DES RECETTES		75 108 016,78	5 297 000,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		80 405 016,78	

Le résultat brut global 2019 du Budget annexe Transport, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 24 323 726,31 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 12 979 606,00 euros

2 019	Résultat de clôture 2018	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2019	Résultat de clôture 2019	Solde reports 2019	Résultat net
Investissement	-5 975 254,42		-16 880 244,48	-22 855 498,90	-8 368 840,51	-31 224 339,41
Fonctionnement	29 535 885,72	6 915 299,96	24 558 639,45	47 179 225,21	-2 975 279,80	44 203 945,41
TOTAL	23 560 631,30	6 915 299,96	7 678 394,97	24 323 726,31	-11 344 120,31	12 979 606,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le Compte de Gestion 2019 du budget annexe transports;
- d'approuver le Compte Administratif 2019 du budget annexe transports ;
- de donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 11 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135572-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Compte de Gestion 2019 Transport
- CA 2019 3M 2 TRANSPORTS.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARDILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Compte administratif et compte de gestion 2019 - Budget annexe assainissement - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Métropole élit un Président de séance *ad hoc* pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément à l'article 4 alinéa 7 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 « relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux », par dérogation au premier alinéa de l'article L. 1612-12 du code général des collectivités territoriales et de l'article L. 263-18 du code des juridictions financières, le vote sur l'arrêté des comptes 2019 doit intervenir au plus tard le 31 juillet 2020. Le compte de gestion établi par le comptable de la collectivité territoriale est transmis avant le 1er juillet 2020

Conformément aux articles L. 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif. Il convient d'apporter une précision sur l'annexe B1-2 qui présente tous les contrats relatifs à la dette : elle indique notamment le montant des intérêts remboursés en 2019 par contrat. Le montant total de 2 492 015,18€ correspond aux mandats inscrits aux compte 66111 et 6688 du compte administratif auquel il faut déduire une pénalité de remboursement anticipé d'un emprunt pour un montant de 28 750€.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2019 du budget annexe assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2019	
011	Charges à caractère général	2 490 202,12	
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 951 842,09	
042	<i>Opé. d'ordre de transfert entre sections</i>	4 555 077,46	
65	Autres charges de gestion courante	48 503,97	
66	Charges financières	2 442 696,39	
67	Charges exceptionnelles	2 182 816,36	
TOTAL - DEPENSES		14 671 138,39	88 408,00
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		14 759 546,39	

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2019
002	Résultat de fonctionnement reporté	8 484 466,17
013	Atténuation de charges	192 393,48
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 449 469,59
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	19 699 200,93
74	Subventions d'exploitation	2 446 421,89
75	Autres produits de gestion courante	664 654,04
77	Produits exceptionnels	91,90
TOTAL - RECETTES		33 936 698,00

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2019	
001	Résultat d'investissement reporté	9 751 732,87	
16	Emprunts et dettes assimilées	6 888 450,37	23 058,95
20	Immobilisations incorporelles	51 522,21	152 122,00
21	Immobilisations corporelles	4 621,69	48 335,81
23	Immobilisations en cours	24 666 901,96	6 543 002,02
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 449 469,59	
041	Opérations patrimoniales	3 756 818,78	
TOTAL DES DEPENSES		47 569 517,47	6 766 518,78
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		54 336 036,25	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2019	
10	Dotations, fonds divers et réserves	18 411 792,47	
13	Subventions d'investissement	488 840,50	673 853,56
16	Emprunts et dettes assimilées	5 000 000,00	500 000,00
21	Immobilisations corporelles	70,72	
23	Immobilisations en cours	1 561 561,64	690 000,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	4 555 077,46	
041	Opérations patrimoniales	3 756 818,78	
TOTAL DES RECETTES		33 774 161,57	1 863 853,56
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		35 638 015,13	

Le résultat brut global 2019 du Budget annexe de l'Assainissement, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 5 470 203,71 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 479 130,49 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 019	Résultat de clôture 2018	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2019	Résultat de clôture 2019	Solde reports 2019	Résultat net
Investissement	-9 751 732,87		-4 043 623,03	-13 795 355,90	-4 902 665,22	-18 698 021,12
Fonctionnement	26 896 258,64	18 411 792,47	10 781 093,44	19 265 559,61	-88 408,00	19 177 151,61
TOTAL	17 144 525,77	18 411 792,47	6 737 470,41	5 470 203,71	-4 991 073,22	479 130,49

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le Compte de Gestion 2019 du budget annexe assainissement ;
- d'approuver le Compte Administratif 2019 du budget annexe assainissement ;
- de donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 11 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135574-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Compte de Gestion 2019 Assainissement
- CA 2019 3M 3 ASSAINISSEMENT.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Compte administratif et compte de gestion 2019 - Budget annexe assainissement non collectif - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Métropole élit un Président de séance *ad hoc* pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément à l'article 4 alinéa 7 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 « relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux », par dérogation au premier alinéa de l'article L. 1612-12 du code général des collectivités territoriales et de l'article L. 263-18 du code des juridictions financières, le vote sur l'arrêté des comptes 2019 doit intervenir au plus tard le 31 juillet 2020. Le compte de gestion établi par le comptable de la collectivité territoriale est transmis avant le 1er juillet 2020

Conformément aux articles L. 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2019 du budget annexe du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
011	Charges à caractère général	3 303,42
012	Charges de personnel et frais assimilés	45 000,00
042	<i>Opé. d'ordre de transfert entre sections</i>	4 484,83
65	Autres charges de gestion courante	824,57
67	Charges exceptionnelles	240,60
TOTAL - DEPENSES		53 853,42

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice
002	Résultat de fonctionnement reporté	90 243,79
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	0,29
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	23 423,60
77	Produits exceptionnels	2 541,12
TOTAL - RECETTES		116 208,80

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	0,29	
TOTAL DES DEPENSES		0,29	
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		0,29	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice	
001	Résultat d'investissement reporté	7 748,61	
13	Subventions d'investissement (reçues)	3 000,00	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	4 484,83	
TOTAL DES RECETTES		15 233,44	
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		15 233,44	

Le résultat brut global 2019 du Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 77 588,53 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 77 588,53 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 019	Résultat de clôture 2018	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2019	Résultat de clôture 2019	Solde reports 2019	Résultat net
Investissement	7 748,61		7 484,54	15 233,15	0,00	15 233,15
Fonctionnement	90 243,79		-27 888,41	62 355,38	0,00	62 355,38
TOTAL	97 992,40	0,00	-20 403,87	77 588,53	0,00	77 588,53

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le Compte de Gestion 2019 du budget annexe du Service Public de l'Assainissement Non Collectif ;
- d'approuver le Compte Administratif 2019 du budget annexe du Service Public de l'Assainissement Non Collectif ;
- de donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 11 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135576-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Compte de Gestion 2019 SPANC

- CA 2019 3M 4 SPANC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Compte administratif et compte de gestion 2019 - Budget annexe parking - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Métropole élit un Président de séance *ad hoc* pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément à l'article 4 alinéa 7 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 « relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux », par dérogation au premier alinéa de l'article L. 1612-12 du code général des collectivités territoriales et de l'article L. 263-18 du code des juridictions financières, le vote sur l'arrêté des comptes 2019 doit intervenir au plus tard le 31 juillet 2020. Le compte de gestion établi par le comptable de la collectivité territoriale est transmis avant le 1er juillet 2020

Conformément aux articles L. 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2019 du budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2019
011	Charges à caractère général	364 874,52
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	5 732,39
TOTAL - DEPENSES		370 606,91

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2019
002	Résultat de fonctionnement reporté	1 785 784,71
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	845 230,87
77	Produits exceptionnel	204 661,25
TOTAL - RECETTES		2 835 676,83

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2019	
21	Immobilisations corporelles	46 401,00	6 662,50
TOTAL DES DEPENSES		46 401,00	6 662,50
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		53 063,50	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice 2019	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
10	Dotations, fonds divers et réserves	46 401,40	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	5 732,39	
TOTAL DES RECETTES		52 133,79	
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		52 133,79	

Le résultat brut global 2019 du Budget annexe Parking, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 2 470 802,71 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 2 464 140,21 euros

2 019	Résultat de clôture 2018	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2019	Résultat de clôture 2019	Solde reports 2019	Résultat net
Investissement			5 732,79	5 732,79	-6 662,50	-929,71
Fonctionnement	1 832 186,11	46 401,40	679 285,21	2 465 069,92	0,00	2 465 069,92
TOTAL	1 832 186,11	46 401,40	685 018,00	2 470 802,71	-6 662,50	2 464 140,21

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le Compte de Gestion 2019 du budget annexe parking ;
- d'approuver le Compte Administratif 2019 du budget annexe parking ;
- de donner acte de la présentation des états annexes obligatoires
- d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 11 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135626-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Compte de Gestion 2019 Parking
- CA 2019 3M 5 PARKING.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Compte administratif et compte de gestion 2019 - Budget annexe eau potable - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Métropole élit un Président de séance *ad hoc* pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément à l'article 4 alinéa 7 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 « relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux », par dérogation au premier alinéa de l'article L. 1612-12 du code général des collectivités territoriales et de l'article L. 263-18 du code des juridictions financières, le vote sur l'arrêté des comptes 2019 doit intervenir au plus tard le 31 juillet 2020. Le compte de gestion établi par le comptable de la collectivité territoriale est transmis avant le 1er juillet 2020.

Conformément aux articles L. 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2019 du budget annexe Eau Potable de Montpellier Méditerranée Métropole se décomposent comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisation de l'exercice 2019	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
011	Charges à caractère général	220 941,37	
012	Charges de personnel et frais assimilés	127 301,00	
014	Atténuation de produits	6 434,00	
65	Autres charges de gestion courante	8 666,24	
67	Charges exceptionnelles	64 091,99	20 385,70
TOTAL - DEPENSES		427 435,60	20 385,70
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR		447 820,30	

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de l'exercice 2019
Chap.	Libellé	
002	Résultat de fonctionnement reporté	3 038 799,48
013	Atténuation de charges	218 189,40
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	8 530,81
75	Autres produits de gestion courante	1 920 383,90
TOTAL - RECETTES		5 185 903,59

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice 2019	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
20	Immobilisations incorporelles	28 792,50	26 970,00
21	Immobilisations corporelles	806,18	551,34
TOTAL DES DEPENSES		29 598,68	70 867,30
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		100 465,98	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice 2019	Restes à réaliser
Chap.	Libellé		
001	Solde d'investissement reporté	605 473,56	
13	Subventions d'investissement	48 202,00	
TOTAL DES RECETTES		653 675,56	
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		653 675,56	

Le résultat brut global 2019 du Budget annexe de l'Eau potable, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 5 382 545,87 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 5 291 292,87 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 019	Résultat de clôture 2018	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2019	Résultat de clôture 2019	Solde reports 2019	Résultat net
Investissement	605 473,56		18 603,32	624 076,88	-70 867,30	553 209,58
Fonctionnement	3 038 799,48		1 719 669,51	4 758 468,99	-20 385,70	4 738 083,29
TOTAL	3 644 273,04	0,00	1 738 272,83	5 382 545,87	-91 253,00	5 291 292,87

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le Compte de Gestion 2019 du budget annexe de l'Eau Potable ;
- d'approuver le Compte Administratif 2019 du budget annexe de l'Eau Potable ;
- de donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 11 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135630-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 11/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Compte de Gestion 2019 Eau potable

- CA 2019 3M 6 EAU POTABLE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2019 - budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M57 (article L. 2311-5 al 1 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2019 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2019 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :	81 057 275,56 €
- résultat d'investissement hors reports :	-42 245 306,73 €
- solde des reports d'investissement :	-17 492 657,64 €
- besoin de financement de la section d'investissement :	59 737 964,37 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'affecter l'excédent de fonctionnement 2019 à la section d'investissement pour un montant de 59 737 964,37 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 21 319 311,19 € ;
- de procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :	42 245 306,73 €
1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :	59 737 964,37 €
002 (recette) résultat de fonctionnement reporté :	21 319 311,19 €
- d'autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette affaire

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michael DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-133335-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2019 - Budget annexe transport de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M43 (article R.2221-48 du code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2019 du budget annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2019 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :	47 179 225,21 €
- résultat d'investissement hors reports :	-22 855 498,90 €
- solde des reports d'investissement :	-8 368 840,51 €
- besoin de financement de la section d'investissement :	31 224 339,41 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'affecter l'excédent de fonctionnement 2019 à la section d'investissement pour un montant de 31 224 339,41 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 15 954 885,80 € ;
- de procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :22 855 498,90 €
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :31 224 339,41 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :15 954 885,80 €
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-133334-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2019 - budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2019 du budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2019 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :	19 265 559,61 €
- résultat d'investissement hors reports :	-13 795 355,90 €
- solde des reports d'investissement :	-4 902 665,22 €
- besoin de financement de la section d'investissement :	18 698 021,12 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'affecter l'excédent de fonctionnement 2019 à la section d'investissement pour un montant de 18 698 021,12 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 567 538,49 € ;
- de procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépende) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :.....13 795 355,90 €
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :.....18 698 021,12 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :.....567 538,49 €
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-133333-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2019 - budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2019 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2019 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :	62 355,38 €
- résultat d'investissement hors reports :	15 233,15 €
- solde des reports d'investissement :	0,00 €
- Excédent de financement de la section d'investissement :	15 233,15 €

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'affecter l'excédent de fonctionnement 2019 à la section de fonctionnement pour un montant de 62 355,38 € ;
- de procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :15 233,15 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :62 355,38 €
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-133332-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2019 - budget annexe parking de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2019 du budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2019 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :	2 465 069,92 €
- résultat d'investissement hors reports :	5 732,79 €
- solde des reports d'investissement :	-6 662,50 €
- besoin de financement de la section d'investissement :	929,71 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil:

- d'affecter l'excédent de fonctionnement 2019 à la section d'investissement pour un montant de 929,71 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 2 464 140,21 € ;
- de procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :5 732,79 €
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :929,71 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :2 464 140,21 €
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-133331-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2019 - budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2019 du budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2019 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :4 758 468,99 €
- résultat d'investissement hors reports :624 076,88 €
- solde des reports d'investissement :-70 867,30 €
- Excédent de financement de la section d'investissement :553 209,58 €

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'affecter l'excédent de fonctionnement 2019 à la section de fonctionnement pour un montant de 4 758 468,99 € ;
- de procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :624 076,88 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :4 758 468,99 €
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-133300-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Fanny DOMBRE-COSTE, Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Rapport d'Orientations Budgétaires - Débat d'Orientation Budgétaires - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015, le Conseil de Métropole est appelé à débattre sur les orientations à définir dans le Budget Primitif 2020.

Ce débat a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux pour le prochain exercice avant l'adoption du Budget Primitif 2020. Il permettra de détailler les grands projets structurants et de mettre en perspective les équilibres financiers de Montpellier Méditerranée Métropole pour 2020.

Il est précisé que le rapport est annexé à la présente délibération et que le débat sur les orientations budgétaires 2020 doit faire l'objet d'un vote.

Conformément à l'article 4 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 « relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux », les EPCI peuvent adopter leur budget 2020 au plus tard le 31 juillet 2020. En outre, cet article précise que le débat relatif aux orientations budgétaires peut être tenu lors de la séance de l'organe délibérant au cours de laquelle le budget est présenté.

En conséquence, il est demandé au Conseil :

- de prendre acte de la communication du rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2020 conformément à l'article 4 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 ;
- de prendre acte de la tenue, en son sein, d'un débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2020, sur la base du rapport mentionné ci-dessus ;
- de se prononcer sur le débat d'orientations budgétaires et le rapport d'orientations budgétaires ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135320-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport DOB2020 3M VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Fanny DOMBRE-COSTE, Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Vote en autorisations de programmes et crédits de paiement - Créations - Révisions - Clôtures - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L5217-10-7), la Métropole de Montpellier a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait fin 2019 à 712 135 964 € sur le budget principal, à 479 262 060 € sur le budget annexe transports et 155 411 415 € sur le budget annexe assainissement.

I. Création de nouvelles autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2020 :

BUDGET PRINCIPAL :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP AU BP 2020
M20MOAC01	MOBILITES ACTIVES	150 000 000
M20NPRU02	NPRU MOSSON CONCESSION	97 212 500
M20NPRU01	NPRU CEVENNES CONCESSION	27 325 600
M20ASSA01	ACQUISITION FONCIERE DEMOLITION TOUR D'ASSAS	3 252 000
M20PDSC01	PLAN DE SAUVEGARDE CEVENNES	1 715 000
M20CDMO01	OPAH COPROPRIETES DEGRADEES MOSSON	1 215 000
M20AAGV01	AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE PROGRAMME 2020-2023	22 000 000
M20SECU01	AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE	2 700 000
M20RDRM01	DESSERTE DE L'ARENA SUD DE FRANCE - LEVADES	1 826 000
M20RDRM02	OUVRAGE D'ART - RM62 - GRAU DE PEROLS	1 030 000
M20RDRM03	RD612 AMENAGEMENT ENTREE OUEST DE MONTPELLIER	2 030 000
M20RDRM04	RD613 - RD24E2 - GIRATOIRE ET BARREAU - ZAC DES CHATAIGNIERS	1 800 000
M20RDRM05	RM610 - AMENAGEMENT URBAIN - TRAVERSEE DE VENDARGUES	1 208 000
M20RDRM07	RD66 - REPRISE DES RAMPES EST DE L'OUVRAGE DE FREJORGUES	1 506 000
M20DASS01	CONCESSION DASSAULT 2EME EXTENSION	1 999 540
M20LAUZ01	MANDAT REQUALIFICATION LAUZE EST	9 167 971
M20LAUZ02	CONCESSION LAUZE EST	4 206 000
M20MART01	CONCESSION CHARLES MARTEL EXTENSION	2 370 000
M20NPAE01	NOUVEAU MANDAT PARCS D'ACTIVITE ECONOMIQUES	1 500 000
M20MUSI01	INSTRUMENTS DE MUSIQUE DU NOUVEAU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL	1 600 000
	Somme :	335 663 611

II. Révision des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2020 :

BUDGET PRINCIPAL :

Le programme DEASHV18 « Schéma hydraulique Verdanson bassin Valsière » est renommé « Schéma hydraulique du Verdanson ».

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEUREMENT VOTEE	VARIATION AP AU BP 2020	AP AU BP 2020
AMECEB16	Aménagement Cadoule et Bérange 2016	3 094 362	482 780	3 577 142
AMELIT16	Aménagement Littoral 2016	5 422 183	665 000	6 087 183
AMEMTP16	Aménagement Montpellier 2016	18 630 381	4 670 000	23 300 381
AMEPEG16	Aménagement Piémonts et Garrigues 2016	2 381 349	513 565	2 894 914
AMEPLO16	Aménagement Plaine Ouest 2016	1 742 607	460 744	2 203 351
AMEVDL16	Aménagement Vallée du Lez 2016	3 580 185	704 856	4 285 041
CULCRR01	CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL	37 562 000	5 688 000	43 250 000
DEASHV18	Schéma hydraulique du Verdanson	3 510 000	3 490 000	7 000 000
DEASHD18	Schéma hydraulique Verdanson pont via Domitia	3 600 000	-3 480 000	120 000
FONAMU05	Acquisitions foncières	37 798 083	4 000 000	41 798 083
MGBSUR18	Travaux sûreté siège Métropole	300 000	156 000	456 000
M18VEHI01	Mise à niveau parc véhicules DAT	3 108 516	1 000 000	4 108 516
M19LIHT01	ENFOUISSEMENT LIGNES HT	9 918 419	2 125 375	12 043 794
M19METH01	DERNIERE PHASE USINE METHANISATION	1 888 517	587 445	2 475 962
M19VELO01	MODES ACTIFS VELOURUTION (à clôturer avant la fin 2020)	15 000 000	-14 350 000	650 000
NETMTP16	Environnement Montpellier	5 643 245	680 000	6 323 245
SPOACC01	SPORTS ACCESSIBILITE EQUIPEMENTS	4 812 903	1 000 000	5 812 903
VOICEB16	Voirie Cadoule et Bérange 2016	12 932 262	2 779 300	15 711 562
VOILIT16	Voirie Littoral 2016	16 541 341	4 263 519	20 804 860
VOIMTP16	Voirie Montpellier 16	85 910 211	23 541 632	109 451 843
VOIPEG16	Voirie Piémonts et Garrigues 2016	13 542 004	2 060 500	15 602 504
VOIPLO16	Voirie Plaine Ouest 16	16 147 126	3 501 700	19 648 826
VOIVDL16	Voirie Vallée du Lez	16 309 478	2 949 006	19 318 484
Somme :		319 390 589	47 489 422	366 880 011

BUDGET ASSAINISSEMENT :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEUREMENT VOTEE	VARIATION AP AU BP 2020	AP AU BP 2020
M19STEP03	STEP MURVIEL	1 732 100	152 225	1 884 325

Les AP inchangées (détaillées en annexe) sont les suivantes :

BUDGET PRINCIPAL :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP VOTEE
CULACC01	ACCESSIBILITE CULTURE	7 349 718
CULALG01	MOCO	22 500 000
CULFAB01	RESTAURATION OEUVRES MUSEE FABRE	1 628 945
CULIFZ17	INTEGRATION MEDIATHEQUE FELLINI A ZOLA	6 200 000
CULMED01	MEDIATHEQUE CASTELNAU	5 630 000
DEAFAB18	FABREGUES protection Coulazou	4 915 000
DEAGRA18	GRABELS protection Rieumassel	3 600 000
DEALAT18	Lattes protection basse vallée Mosson	3 591 000
DEEESR01	CPER/ESRI UNIVERSITE ET PARTENARIATS	11 803 080
DEEPMI17	PACTE MEDITERRANEEN D'INNOVATION MONTPELLIER CAPITAL SANTE	3 590 000
DMOVE18	Vélo Station Gare Saint-Roch	840 000
DPVDEC18	Modernisation parc déchèteries Métropole	6 972 000
DPVDTR18	Extension renov centre tri DEMETER	20 175 396
DRICIN18	Cité intelligente	7 110 000
DRIEXT18	Extension du SDAN	3 333 333
DUHCNM01	CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER	80 838 298
DUHESR01	CPER/ESRI LOGEMENT ETUDIANT	2 554 043
DUHP18	Aides à la pierre sur fonds propres	16 800 000
FONAMU03	OPERATIONS D'AMENAGEMENT A VOCATION ECO	23 671 102
FONAMU04	ROUTE DE LA MER	28 891 327
M18CIME01	Création d'un cimetière intercommunal	44 400 000
M18CTEC01	Création d'un Centre technique métropolitain pour le pôle plaine Ouest	2 700 000
M18SBRN01	Aménagement av Nîmes à St-Bres	1 620 000
MGBRES18	Raccordement réseaux électriques Mtp SRU	1 000 000
NETVDL16	Environnement Vallée du Lez 2016	15 417
SPOCNN18	Réhabilitation Centre Nautique Neptune	14 240 000
SPOPAR01	Parc multiglisser Gérard Bruyère à Baillargues	14 000 000
SPOPIS02	PISCINE HERACLES	12 160 236
TRAGSR01	GARE SAINT ROCH	6 645 100
M19CARR01	AMENAGEMENT DE CARREFOUR RD610/RD24E2 AU DROIT DE LA ZAC DES CHATAIGNIERS	1 700 000
M19FRTC01	HALLE FRENCH TECH CAMBACERES	6 900 000
M19JTOU01	JALONNEMENT TOURISTIQUE	2 280 000
M19METH01	DERNIERE PHASE USINE METHANISATION	1 888 517
M19OUVA01	Reprise des rampes de l'ouvrage d'art de l'aéroport	1 050 000
M19TRVS01	TRAVERSE DE SUSSARGUES	2 300 000
M19TRVS02	TRAVERSE DE RESTINCLIERES	1 760 000

M19LITT01	PRESERVATION DU LITTORAL	1 000 000
M19TRD501	TRAVAUX RD5 COURNONSEC	3 900 000
M19FRA709	FRANCHISSEMENT A709	11 701 797
	Somme :	391 490 375

BUDGET TRANSPORT :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP AU BP 2019
M19EXTLI1	EXTENSION LIGNE 1 TRAMWAY	36 937 779
M19ACCM01	SCHEMA DIRECTEUR ACCESSIBILITE MOBILITES	1 650 000
M19NBUS01	ACQUISITION DE NAVETTES ET BUS	22 582 000
M19TRAML5	LIGNE 5 DE TRAMWAY	418 092 281
	Somme :	479 262 060

BUDGET ASSAINISSEMENT :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP VOTEE
SDARES01	RESEAUX INTERCEP EST AMONT & POMPIGNANE	20 841 950
SDASTR03	STEP SUSS-ST GENIES & CURNONTERRAL	9 990 165
M19STEP02	STEP SAINT-GEORGES D'ORQUES 9700 EH	2 902 800
M19MAERA01	EXTENSION STEP MAERA	110 364 500
M19MAERA01	RES PRIM MAERA PR ARTIS ET ETUDE	4 280 000
M19MAERA01	RES PRIM MAERA CHOLET MAS STPIERRE	3 179 400
M19MAERA01	RES PRIM MAERA DO VERDANSON	2 120 500
	Somme :	153 679 315

III. Clôtures d'autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2020 :

Il convient de clôturer le programme suivant, intégré à un autre programme :

- M19RD1701 « RD17 E11 PISTE CYCLABLE MONTFERRIER » pour un montant de 1 255 000 € (2 071 € réalisés), intégré à l'AP M20MOAC01 « MOBILITES ACTIVES »,

Le montant total des Autorisations de programme s'élèverait donc à 1 094 033 997 € sur le budget principal, 479 262 060 € sur le budget annexe transport et 155 563 640 € sur le budget annexe assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver la création, la révision et la clôture des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- de retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, M. Max LEVITA, Mme Patricia MIRALLES, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135093-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AP budget principal
- AP budgets annexes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel CALVO, Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Budget primitif 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole de ce 31 juillet 2020, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015.

Dès lors, Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du Budget Primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2020.

Le compte administratif ayant été voté, ce budget primitif reprend les reports de crédits de l'exercice 2019 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2019.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section de fonctionnement : **504 200 467,00 euros**

- Section d'investissement : **450 540 448,00 euros**

Total **954 740 915,00 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés		1 409 011,00	0,00	1 409 011,00
Crédits nouveaux		421 479 600,42	81 311 855,58	502 791 456,00
930	Administration Générale	43 684 136,00		43 684 136,00
931	Sécurité et salubrité publiques	21 882 275,00		21 882 275,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	99 952 018,00		99 952 018,00
934	Santé et action sociale	527 487,00		527 487,00
935	Aménagement des territoires et habitat	29 354 897,42		29 354 897,42
936	Action économique	18 486 612,00		18 486 612,00
937	Environnement	116 584 470,00		116 584 470,00
938	Transports	54 907 050,00		54 907 050,00
940	Impositions directes	23 355 655,00		23 355 655,00
943	Opérations financières	12 745 000,00		12 745 000,00
946	Transferts entre les sections		55 016 163,00	55 016 163,00
953	Virement à la section d'investissement		26 295 692,58	26 295 692,58
Total		422 888 611,42	81 311 855,58	504 200 467,00

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté 002		21 319 311,19	0,00	21 319 311,19
Crédits nouveaux		462 780 155,81	20 101 000,00	482 881 155,81
930	Administration Générale	15 111 352,80		15 111 352,80
931	Sécurité et salubrité publiques	498 000,00		498 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	10 091 044,00		10 091 044,00
935	Aménagement des territoires et habitat	5 150 279,00		5 150 279,00
936	Action économique	4 940 701,86		4 940 701,86
937	Environnement	86 088 365,00		86 088 365,00
938	Transports	8 341 360,00		8 341 360,00
940	Impositions directes	207 793 403,15		207 793 403,15
941	Autres impôts et taxes	77 817 950,00		77 817 950,00
942	Dotations et participation	46 946 200,00		46 946 200,00
943	Opérations financières	1 500,00		1 500,00
946	Transferts entre les sections		20 101 000,00	20 101 000,00
Total		484 099 467,00	20 101 000,00	504 200 467,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté 001		42 245 306,73	0,00	42 245 306,73
Crédits reportés		74 203 030,59	0,00	74 203 030,59
Crédits nouveaux		300 356 110,68	33 736 000,00	334 092 110,68
900	Administration Générale	13 062 400,00		13 062 400,00
901	Sécurité et salubrité publiques	1 235 500,00		1 235 500,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	41 290 303,00		41 290 303,00
904	Santé et action sociale	20 000,00		20 000,00
905	Aménagement des territoires et habitat	59 525 174,99		59 525 174,99
906	Action économique	22 583 637,01		22 583 637,01
907	Environnement	23 761 919,00		23 761 919,00
908	Transports	80 437 176,68		80 437 176,68
921	Taxes non affectées	1 700 000,00		1 700 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	56 740 000,00		56 740 000,00
925	Opérations patrimoniales		13 635 000,00	13 635 000,00
926	Transferts entre les sections		20 101 000,00	20 101 000,00
Total		416 804 448,00	33 736 000,00	450 540 448,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés		56 710 372,95	0,00	56 710 372,95
Crédits nouveaux		298 883 219,47	94 946 855,58	393 830 075,05
901	Sécurité et salubrité publiques	80 000,00		80 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	4 450 588,00		4 450 588,00
905	Aménagement des territoires et habitat	18 414 371,00		18 414 371,00
906	Action économique	1 605 000,00		1 605 000,00
907	Environnement	3 394 900,00		3 394 900,00
908	Transports	17 719 062,00		17 719 062,00
921	Taxes non affectées	3 000 000,00		3 000 000,00
922	Dotations et participations	89 049 764,37		89 049 764,37
923	Dettes et autres opérations financières	156 109 234,10		156 109 234,10
925	Opérations patrimoniales		13 635 000,00	13 635 000,00
926	Transferts entre sections		55 016 163,00	55 016 163,00
951	Virement de la section de fonctionnement		26 295 692,58	26 295 692,58
954	Produits des cessions d'immobilisations	5 060 300,00		5 060 300,00
Total		355 593 592,42	94 946 855,58	450 540 448,00

Conformément à l'article 4 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 « relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux », les EPCI peuvent adopter leur budget 2020 au plus tard le 31 juillet 2020. En outre, cet article précise que le débat relatif aux orientations budgétaires peut être tenu lors de la séance de l'organe délibérant au cours de laquelle le budget est présenté.

Conformément à l'article L2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'attribution des subventions fera l'objet de délibérations distinctes.

Conformément à l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est présente en annexe du rapport de présentation du budget.

Par ailleurs, en matière d'amortissement, l'article D.5217-21 du CGCT prévoit que la Métropole peut procéder à la neutralisation budgétaire d'une part de la dotation aux amortissements des bâtiments publics déduction faite du montant de la reprise annuelle des subventions d'équipement reçues pour le financement de ces équipements, et d'autre part de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées, par une dépense de la section d'investissement et une recette de la section de fonctionnement.

Ce dispositif spécifique vise à neutraliser budgétairement la charge d'amortissement des bâtiments publics et des subventions d'équipement versées. Ainsi, afin de garantir le libre choix de son niveau d'épargne, lors du vote du budget, l'assemblée délibérante décide d'y recourir ou pas.

En matière de provisions, l'article D.5217-22 du CGCT prévoit que la métropole peut procéder à la neutralisation budgétaire de la dotation aux provisions et dépréciations, déduction faite des reprises sur provisions et dépréciations.

Ne sont pas concernées par ces dispositions les provisions et dépréciations constituées dans les cas suivants :

- « 1° Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la métropole ;
- « 2° Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce ;
- « 3° Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences

faites par le comptable public.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver le budget primitif 2020 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 et à l'article 4 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 ;
- de confirmer l'octroi de certaines subventions reportées et décider de l'affectation de subventions nouvelles dont l'état est annexé au présent budget, sous réserve de la signature d'une convention avec les structures bénéficiaires ;
- de prendre acte du fait qu'une note brève et synthétique soit annexée au rapport de présentation du budget primitif 2020 ;
- d'autoriser le principe du recours à la neutralisation budgétaire des dotations aux amortissements des bâtiments publics, des subventions d'équipement versées ;
- d'autoriser le principe du recours à la neutralisation budgétaire des dotations aux provisions et dépréciations ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Hind EMAD.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135135-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport BP2020 3M VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Budget primitif 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe transport - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole de ce 31 juillet 2020, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015.

Dès lors, Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du Budget Primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2020.

Le compte administratif ayant été voté, ce budget primitif reprend les reports de crédits de l'exercice 2019 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2019.

Ce budget se présente de la façon suivante :

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

- Section d'exploitation : **127 834 485,80 euros**

- Section d'investissement : **168 109 307,97 euros**

Total **295 943 793,77 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés		2 975 279,80	0,00	2 975 279,80
Crédits nouveaux		83 230 600,00	41 628 606,00	124 859 206,00
011	Charges à caractère général	591 700,00		591 700,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	412 900,00		412 900,00
014	Atténuations de produits	80 000,00		80 000,00
65	Autres charges de gestion courante	69 846 000,00		69 846 000,00
66	Charges financières	12 250 000,00		12 250 000,00
67	Charges exceptionnelles	50 000,00		50 000,00
023	Virement à la section d'investissement		11 628 606,00	11 628 606,00
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		30 000 000,00	30 000 000,00
Total		86 205 879,80	41 628 606,00	127 834 485,80

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté 002		15 954 885,80	0,00	15 954 885,80
Crédits nouveaux		105 679 600,00	6 200 000,00	111 879 600,00
70	Ventes de produits	5 000,00		5 000,00

73	Produits issus de la fiscalité	84 500 000,00		84 500 000,00
74	Subventions d'exploitation	18 200 000,00		18 200 000,00
75	Autres produits de gestion courante	2 974 600,00		2 974 600,00
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		6 200 000,00	6 200 000,00
Total		121 634 485,80	6 200 000,00	127 834 485,80

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté 001		22 855 498,90	0,00	22 855 498,90
Crédits reportés		13 665 840,51	0,00	13 665 840,51
Crédits nouveaux		102 117 695,56	29 470 273,00	131 587 968,56
16	Emprunts et dettes assimilées	64 300 000,00		64 300 000,00
20	Immobilisations incorporelles	305 000,00		305 000,00
21	Immobilisations corporelles	4 209 108,56		4 209 108,56
23	Immobilisations en cours	24 803 587,00		24 803 587,00
27	Créances diverses	8 500 000,00		8 500 000,00
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		6 200 000,00	6 200 000,00
041	Opérations patrimoniales		23 270 273,00	23 270 273,00
Total		138 639 034,97	29 470 273,00	168 109 307,97

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés		5 297 000,00	0,00	5 297 000,00
Crédits nouveaux		97 913 428,97	64 898 879,00	162 812 307,97
10	Dotations, fonds divers et réserves	31 924 339,41		31 924 339,41
13	Subventions investissement	1 338 000,00		1 338 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	64 651 089,56		64 651 089,56
021	Virement de la section d'exploitation		11 628 606,00	11 628 606,00
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		30 000 000,00	30 000 000,00
041	Opérations patrimoniales		23 270 273,00	23 270 273,00
Total		103 210 428,97	64 898 879,00	168 109 307,97

Conformément à l'article 4 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 « relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux », les EPCI peuvent adopter leur budget 2020 au plus tard le 31 juillet 2020. En outre, cet article précise que le débat relatif aux orientations budgétaires peut être tenu lors de la séance de l'organe délibérant au cours de laquelle le budget est présenté.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver le Budget Primitif 2020 transport par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M43 et à l'article 4 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135092-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Budget primitif 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe assainissement - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole de ce 31 juillet 2020, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015.

Dès lors, Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du Budget Primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2020.

Le compte administratif ayant été voté, ce budget primitif reprend les reports de crédits de l'exercice 2019 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2019.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section d'exploitation :	28 795 968,49 euros
- Section d'investissement :	53 374 899,68 euros
Total	82 170 868,17 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés		88 408,00	0,00	88 408,00
Crédits nouveaux		9 680 572,00	19 026 988,49	28 707 560,49
011	Charges à caractère général	2 889 892,00		2 889 892,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 092 000,00		3 092 000,00
65	Autres charges de gestion courante	411 780,00		411 780,00
66	Charges financières	2 700 500,00		2 700 500,00
67	Charges exceptionnelles	586 400,00		586 400,00
023	Virement à la section d'investissement		9 044 988,49	9 044 988,49
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		9 982 000,00	9 982 000,00
Total		9 768 980,00	19 026 988,49	28 795 968,49

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté 002		567 538,49	0,00	567 538,49
Crédits nouveaux		25 208 430,00	3 020 000,00	28 228 430,00
013	Atténuation de charges	100 000,00		100 000,00

70	Ventes de produits	22 533 100,00		22 533 100,00
74	Subventions d'exploitation	2 365 330,00		2 365 330,00
75	Produits divers de gestion courante	210 000,00		210 000,00
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		3 020 000,00	3 020 000,00
Total		25 775 968,49	3 020 000,00	28 795 968,49

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté 001		13 795 355,90	0,00	13 795 355,90
Crédits reportés		6 766 518,78	0,00	6 766 518,78
Crédits nouveaux		29 792 025,00	3 021 000,00	32 813 025,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 000 000,00		5 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles	260 000,00		260 000,00
21	Immobilisations corporelles	111 700,00		111 700,00
23	Immobilisations en cours	24 420 325,00		24 420 325,00
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		3 020 000,00	3 020 000,00
041	Opérations patrimoniales		1 000,00	1 000,00
Total		50 353 899,68	3 021 000,00	53 374 899,68

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés		1 863 853,56	0,00	1 863 853,56
Crédits nouveaux		32 483 057,63	19 027 988,49	51 511 046,12
10 <i>dont 1068</i>	Dotations, fonds divers et réserves	18 698 021,12		18 698 021,12
13	Subventions investissement	1 173 000,00		1 173 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	12 112 036,51		12 112 036,51
23	Immobilisations en cours	500 000,00		500 000,00
021	Virement de la section d'exploitation		9 044 988,49	9 044 988,49
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		9 982 000,00	9 982 000,00
041	Opérations patrimoniales		1 000,00	1 000,00
Total		34 346 911,19	19 027 988,49	53 374 899,68

Conformément à l'article 4 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 « relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux », les EPCI peuvent adopter leur budget 2020 au plus tard le 31 juillet 2020. En outre, cet article précise que le débat relatif aux orientations budgétaires peut être tenu lors de la séance de l'organe délibérant au cours de laquelle le budget est présenté.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver le Budget Primitif 2020 du Service d'Assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 et à l'article 4 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-133671-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Budget primitif 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole de ce 31 juillet 2020, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015.

Dès lors, Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du Budget Primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2020.

Le compte administratif ayant été voté, ce budget primitif reprend les reports de crédits de l'exercice 2019 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2019.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section d'exploitation :	83 150,00 euros
- Section d'investissement :	21 133,15 euros
Total	104 283,15 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

Ce budget se présente de la façon suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		77 250,00	5 900,00	83 150,00
011	Charges à caractère général	30 250,00		30 250,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	45 000,00		45 000,00
65	Autres charges de gestion courante	1 000,00		1 000,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00		1 000,00
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		5 900,00	5 900,00
Total		77 250,00	5 900,00	83 150,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté 002		62 355,38	0,00	62 355,38
Crédits nouveaux		20 794,62	0,00	20 794,62
70	Ventes de produits	17 794,62		17 794,62
74	Subvention d'exploitation	3 000,00		3 000,00
Total		83 150,00	0,00	83 150,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		21 133,15	0,00	21 133,15
13	Subvention d'investissement	3 000,00		3 000,00
21	Immobilisations corporelles	18 133,15		18 133,15
Total		21 133,15	0,00	21 133,15

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté 001		15 233,15	0,00	15 233,15
Crédits nouveaux		0,00	5 900,00	5 900,00
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		5 900,00	5 900,00
Total		15 233,15	5 900,00	21 133,15

Conformément à l'article 4 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 « relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux », les EPCI peuvent adopter leur budget 2020 au plus tard le 31 juillet 2020. En outre, cet article précise que le débat relatif aux orientations budgétaires peut être tenu lors de la séance de l'organe délibérant au cours de laquelle le budget est présenté.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver le Budget Primitif 2020 du Service Public d'Assainissement Non Collectif par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 et à l'article 4 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-133669-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Budget primitif 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole de ce 31 juillet 2020, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015.

Dès lors, Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du Budget Primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2020.

Le compte administratif ayant été voté, ce budget primitif reprend les reports de crédits de l'exercice 2019 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2019.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section d'exploitation : 3 291 140,21 euros

- Section d'investissement : 2 519 302,71 euros

Total 5 810 442,92 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		778 500,00	2 512 640,21	3 291 140,21
011	Charges à caractère général	672 500,00		672 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	105 000,00		105 000,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00		1 000,00
023	Virement à la section d'investissement		2 504 640,21	2 504 640,21
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		8 000,00	8 000,00
Total		778 500,00	2 512 640,21	3 291 140,21

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté 002		2 464 140,21	0,00	2 464 140,21
Crédits nouveaux		827 000,00	0,00	827 000,00
70	Ventes de produits	827 000,00		827 000,00
Total		3 291 140,21	0,00	3 291 140,21

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés		6 662,50	0,00	6 662,50
Crédits nouveaux		2 512 640,21	0,00	2 512 640,21
20	Immobilisations incorporelles	10 000,00		10 000,00
21	Immobilisations corporelles	2 502 640,21		2 502 640,21
Total		2 519 302,71	0,00	2 519 302,71

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté 001		5 732,79	0,00	5 732,79
Crédits nouveaux		929,71	2 512 640,21	2 513 569,92
10 <i>dont 1068</i>	Dotations, fonds divers et réserves	929,71		929,71
021	Virement de la section d'exploitation		2 504 640,21	2 504 640,21
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		8 000,00	8 000,00
Total		6 662,50	2 512 640,21	2 519 302,71

Conformément à l'article 4 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 « relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux », les EPCI peuvent adopter leur budget 2020 au plus tard le 31 juillet 2020. En outre, cet article précise que le débat relatif aux orientations budgétaires peut être tenu lors de la séance de l'organe délibérant au cours de laquelle le budget est présenté.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver le Budget Primitif 2020 parking par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4 et à l'article 4 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-133667-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Budget primitif 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe de l'eau potable - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole de ce 31 juillet 2020, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux nouvelles dispositions de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015.

Dès lors, Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du Budget Primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2020.

Le compte administratif ayant été voté, ce budget primitif reprend les reports de crédits de l'exercice 2019 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2019.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section d'exploitation :	6 163 468,99 euros
- Section d'investissement :	5 426 430,17 euros
Total	11 589 899,16 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés		20 385,70	0,00	20 385,70
Crédits nouveaux		1 382 230,00	4 760 853,29	6 143 083,29
011	Charges à caractère général	1 120 250,00		1 120 250,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	132 500,00		132 500,00
65	Autres charges de gestion courante	64 080,00		64 080,00
67	Charges exceptionnelles	65 400,00		65 400,00
023	Virement à la section d'investissement		4 760 853,29	4 760 853,29
Total		1 402 615,70	4 760 853,29	6 163 468,99

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté 002		4 758 468,99	0,00	4 758 468,99
Crédits nouveaux		1 405 000,00	0,00	1 405 000,00
75	Produits divers de gestion courante	1 405 000,00		1 405 000,00
Total		6 163 468,99	0,00	6 163 468,99

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés		70 867,30	0,00	70 867,30
Crédits nouveaux		5 355 562,87	0,00	5 355 562,87
20	Immobilisations incorporelles	1 525 100,00		1 525 100,00
21	Immobilisations corporelles	2 505 000,00		2 505 000,00
23	Immobilisations en cours	1 325 462,87		1 325 462,87
Total		5 426 430,17	0,00	5 426 430,17

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté 001		624 076,88	0,00	624 076,88
Crédits nouveaux		41 500,00	4 760 853,29	4 802 353,29
13	Subventions investissement	41 500,00		41 500,00
021	Virement de la section d'investissement		4 760 853,29	4 760 853,29
Total		665 576,88	4 760 853,29	5 426 430,17

Conformément à l'article 4 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 « relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux », les EPCI peuvent adopter leur budget 2020 au plus tard le 31 juillet 2020. En outre, cet article précise que le débat relatif aux orientations budgétaires peut être tenu lors de la séance de l'organe délibérant au cours de laquelle le budget est présenté.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver le Budget Primitif 2020 de l'Eau Potable par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 et à l'article 4 de l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-133665-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Taux d'imposition des taxes directes pour 2020 - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Les recettes fiscales d'une collectivité résultent du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante). Depuis la réforme de la taxe professionnelle, la Métropole se prononce sur l'adoption du taux des 4 taxes directes locales : taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti, taxe sur le foncier non bâti, et cotisation foncière des entreprises.

L'année 2020 marque le point de départ de la réforme de la fiscalité locale engagée par l'article 16 de la loi de finances pour 2020, actant la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales. Si la taxe d'habitation au titre des résidences principales est perçue une dernière fois par la Métropole de Montpellier, son taux d'imposition est désormais gelé à son niveau de 2019 et ne peut donc pas être voté. Ainsi, à compter de cette année, seuls les taux d'imposition de taxe foncière bâtie, de taxe foncière non bâtie et de cotisation foncière des entreprises peuvent être votés par le Conseil communautaire.

Il est proposé à de fixer une évolution des taux d'imposition de Montpellier Méditerranée Métropole de + 0 % pour 2020.

Produit d'imposition pour 2020 :

Le produit d'imposition prévisionnel pour 2020 s'établit comme suit :

Taxes	Bases d'imposition 2020	Taux d'imposition 2020	% d'évolution des taux en 2020	Produit d'imposition 2020 (en euros)
Cotisation Foncière des entreprises	165 520 000	36,58 %	0 %	60 547 216 €
Taxe sur le Foncier Bâti	643 522 000	0,167 %	0 %	1 074 682 €
Taxe sur le Foncier Non Bâti	2 432 000	5,69 %	0 %	138 381 €
Taxe d'Habitation	747 027 000	12,08 %	(taux gelé au taux 2019)	90 240 862 €
Total				152 001 141 €

A titre d'information, la DDFIP a également notifié les produits des impositions pour lesquelles la Métropole ne dispose pas de pouvoir de taux :

- o Allocations compensatrices : 9 099 165 €
- o Taxe Additionnelle au Foncier Non Bâti : 756 989 €
- o Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseaux : 2 168 644 €
- o Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises : 36 213 472 €
- o Taxe sur les Surfaces Commerciales : 5 410 360 €

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de fixer les taux d'imposition 2020 à l'identique de ceux de 2019 :
 - o Taux de Cotisation Foncière des Entreprises : 36,58 %
 - o Taux de Taxe sur le Foncier Bâti : 0,167 %
 - o Taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti : 5,69 %
 - d'approuver le produit d'imposition qui s'établira comme présenté ci-dessus ;
 - d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.
- A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 juillet 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135508-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Etats 1259 - 3M - 3 exemplaires signés PDT.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Taux d'imposition de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) pour 2020 - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Les bases nettes de TEOM notifiées par la DDFIP s'élèvent en 2020 à 670 883 147 € pour un produit attendu à taux constant qui s'élève à 75 474 354 euros.

Conformément à l'engagement de ne pas augmenter les taux d'imposition, il est proposé à notre assemblée de fixer une évolution des taux d'imposition de la TEOM de + 0 % pour 2020.

Produit d'imposition pour 2020 :

Le produit d'imposition prévisionnel de TEOM pour 2020 s'établit comme suit :

Taxe	Bases d'imposition 2020	Taux d'imposition 2020	% d'évolution des taux en 2020	Produit d'imposition 2020 (en euros)
TEOM	670 883 147	11,25 %	0 %	75 474 354 €

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de maintenir le taux de taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères à 11,25 %, comme en 2019 ;
- d'approuver le produit d'imposition qui s'établira comme présenté ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 juillet 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135512-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Etats 1259 TEOM - 3M - 3 exemplaires signés PDT.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) - Fixation du produit 2020 - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Conformément à la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 et à la loi NOTRe du 7 août 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) depuis le 1er janvier 2018. Cette compétence est venue compléter et renforcer ce périmètre d'actions de la Métropole, d'un point de vue géographique et thématique.

La gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations recouvrent des missions variées tels que l'aménagement de bassin hydrographique (Etudes globales de connaissance du fonctionnement d'un bassin – préservation des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau...), l'entretien des cours d'eau (en cas de défaillance des propriétaires riverains), la défense contre les eaux et submersion marine (construire, entretenir et surveiller des ouvrages hydrauliques constitués en système d'endiguement), la restauration des écosystèmes et zones humides (Restauration de la continuité écologique, gestion des zones humides, restauration hydro-morphologique des cours d'eau).

Par délibération n°14855 du 27 septembre 2017, le Conseil de Métropole a institué la taxe sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Son produit est défini annuellement. Il est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement de la compétence, y compris celles constituées par le coût de renouvellement des installations ainsi que par le remboursement des annuités des emprunts, résultant de l'exercice de la compétence.

Suivant la programmation pluriannuelle de financement de cette compétence, il est proposé de maintenir le produit attendu à 3M€ en 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De fixer le produit de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations à trois millions d'euros pour l'exercice 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135515-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Taux du versement destiné aux transports en commun - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article L.2333-67 du Code général des collectivités territoriales permet aux Autorités Organisatrices de la Mobilité de fixer le taux du versement destiné au financement des services de mobilité.

Cette contribution locale est destinée au financement des transports en commun : elle touche les employeurs, publics ou privés, dont un ou plusieurs établissements se situent dans le ressort territorial de l'Autorité Organisatrice et qui emploient au moins 11 salariés.

Le versement transport constitue une part prépondérante du financement de la politique intercommunale des mobilités et participe ainsi au renforcement du maillage du réseau de transports en commun.

Depuis la délibération n°10114 du 21 avril 2011, le taux du versement destiné aux transports en commun est fixé à 2,00% des salaires des entreprises de plus de 11 salariés.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de maintenir le taux du versement destiné aux transports en commun à 2,00%,
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 juillet 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135517-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) - Dégrèvement exceptionnel au profit des entreprises de taille petite ou moyenne des secteurs particulièrement affectés par la crise sanitaire - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article 3 de la 3^{ème} loi de finances rectificative pour 2020 permet aux collectivités territoriales d'appliquer un dégrèvement partiel de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) pour les entreprises de taille petite et moyenne, particulièrement affectées par la crise sanitaire. Les activités concernées relèvent :

- du tourisme ;
- de l'hôtellerie ;
- de la restauration ;
- du sport ;
- de la culture ;
- du transport aérien ;
- de l'évènementiel.

Le dégrèvement s'élève aux 2/3 de la CFE de l'établissement et est pris en charge pour moitié par l'Etat.

Afin de soutenir les actions de relance économique, il est proposé d'instaurer ce dégrèvement applicable uniquement pour l'année 2020.

Environ 2 000 redevables sont concernés par la mesure, pour un coût estimé pour la Métropole, de 2,15 M€.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'instaurer le dégrèvement exceptionnel de Cotisation Foncière des Entreprises au profit des entreprises de taille petite ou moyenne de secteurs particulièrement affectés par la crise sanitaire ;
- de charger Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de notifier cette décision aux services préfectoraux ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 juillet 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135520-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Répartition 2020 du Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FPIC) - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC) a été mis en place en 2012. Il institue le principe d'une péréquation horizontale entre collectivités et groupements d'une même catégorie et s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composé d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres.

D'un montant de 150 M€ en 2012, ce fonds a été porté à 360 M€ en 2013, 570 M€ en 2014, 780 M€ en 2015 et à 1 milliard d'euros en 2016 et 2017. La loi de finances pour 2018 entérine définitivement ce niveau qui n'atteindra donc pas les 2% des recettes fiscales du bloc local initialement prévus. Ses ressources sont prélevées sur les collectivités et groupements dont le potentiel financier agrégé par habitant dépasse un certain seuil. Elles sont redistribuées entre les ensembles intercommunaux selon des critères de richesse (potentiel financier agrégé et revenu moyen par habitant) et d'effort fiscal.

Au vu de ces éléments, l'ensemble intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses communes membres est bénéficiaire de ce fonds. Le montant qui lui est alloué en 2020 s'élève à 13 187 512 €, en augmentation de 5,5 % par rapport à 2019.

Dans le cadre du droit commun, la répartition est effectuée d'une part, entre l'EPCI et les communes membres en fonction du Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF), et d'autre part, entre les communes membres en fonction de l'insuffisance de potentiel financier par habitant et de la population de chaque commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver la répartition de droit commun du Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC) pour 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135522-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances et coopération avec les
communes

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Hind EMAD, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Soune SERRE

Finances et coopération avec les communes - Épidémie de covid-19 - Attribution d'aides aux acteurs économiques pour le paiement des loyers professionnels

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Vu les articles L. 1511-3 et R. 1511-4 à R. 1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise, et vu la communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 2020/C 91 I/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 euros le seuil des aides dites *de minimis*, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagé auprès des commerçants, artisans et entrepreneurs pour les soutenir, en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales, durant la crise sanitaire que nous traversons.

Par décisions n°MD2020-337, n°MD2020-557 et n°MD2020-591, Montpellier Méditerranée Métropole a défini le cadre de l'attribution d'une aide pour le paiement des loyers des acteurs économiques situés sur son territoire pour le 2ème trimestre 2020 (Avril, Mai et Juin 2020).

Ainsi pour aider les acteurs économiques à payer leur loyer, il y a lieu de leur allouer une aide suivant les tableaux ci-dessous :

- Aides du mois d'avril 2020

Numéro de dossier	Civilité	Prénom	Nom	Montant de l'aide
ALE2020-001086	Madame	VIRGINIE	BRASSAC	500 €
ALE2020-001089	Monsieur	ARNAUD	BAILLOU	500 €
ALE2020-001093	Madame	AUDREY	COULET	500 €
ALE2020-001095	Madame	LOUISE	BAUER	500 €
ALE2020-001097	Madame	JULIE	HIVET	280 €
ALE2020-001101	Monsieur	FRANÇOIS	REYNIAUD	300 €
ALE2020-001102	Madame	ATIKA	OUAZZANI	500 €
ALE2020-001104	Monsieur	CLAUDE	BOUDET	500 €
ALE2020-001109	Madame	CHRISTINE LUCETTE	VIGNY	197 €
ALE2020-001118	Madame	KIM THATH	SUN	350 €
ALE2020-001119	Madame	MELISSA	VIANNET	500 €
ALE2020-001120	Madame	ERIKA	CAVALIER PAYET	484 €
ALE2020-001124	Monsieur	CEDRIC	AMOURETTE	415 €
ALE2020-001129	Madame	SOFIA	SAIZ MELEIRO	500 €
ALE2020-001130	Madame	GAËLLE	BODIN	458 €
ALE2020-001131	Madame	PAULINE	MALRIEU	500 €
ALE2020-001135	Madame	MELANIE	AIELLO	500 €
ALE2020-001137	Madame	TAMARA	BISCOMBE	197 €
ALE2020-001141	Madame	ADELIN	SOLER	500 €
ALE2020-001142	Monsieur	TONY	SERBOURDIN	500 €
ALE2020-001143	Monsieur	STÉPHANE	FERNANDEZ	335 €
ALE2020-001158	Madame	MARIE LUCE	PETIT	271 €
ALE2020-001160	Monsieur	ANGEL	SANCHEZ	246 €
ALE2020-001162	Madame	ISABELLE	VEYSSIERE	130 €
ALE2020-001165	Madame	BRIGITTE	DELTOUR	284 €
ALE2020-001172	Monsieur	SEVERINE	SAYN	370 €

ALE2020-001176	Madame	CORIE MARIE LUCIE	VANHAESEBRO UCKE	500 €
ALE2020-001177	Madame	RAYMONDE	TEISSERENC	500 €
ALE2020-001182	Madame	CLAUDINE SUZANNE	PERETTI	455 €
ALE2020-001185	Madame	CORINNE	TRANCHIDA	500 €
ALE2020-001186	Madame	SABINE	VICTORIA	230 €
ALE2020-001187	Monsieur	THIERRY	FERROUL	500 €
ALE2020-001189	Monsieur	MARC	VALDEYRON	500 €
ALE2020-001190	Madame	MELODIE	CHALANDAR	297 €
ALE2020-001191	Madame	AMANDINE	BRUN	450 €
ALE2020-001196	Madame	FANANTENANA EMMA	RAHARINANDR ATO	240 €
ALE2020-001197	Madame	ISABELLE	FOUCHA	500 €
ALE2020-001207	Monsieur	KAMEL	EL YOUNSI	500 €
ALE2020-001209	Madame	SANDRINE	LAURENT	400 €
ALE2020-001210	Monsieur	MICHEL	VRZAL	500 €
ALE2020-001211	Monsieur	FRANCK	BERNUTI	500 €
ALE2020-001213	Monsieur	LUDOVIC	FALCO	500 €
ALE2020-001214	Monsieur	PASQUALE	GENTILE	500 €
ALE2020-001217	Monsieur	FODE MOUSSA	GUIRASSY	400 €
ALE2020-001218	Monsieur	MAXIME	GRANGE	500 €
ALE2020-001220	Monsieur	HERVE	DUTEL	120 €
ALE2020-001221	Monsieur	JEAN-MARC	CASANOVA	422 €
ALE2020-001226	Madame	ADELINE	BALESTIE	450 €
ALE2020-001230	Madame	SOPHIE	MAJUREL	500 €
ALE2020-001239	Madame	MYLENE	KIENTZI	200 €
ALE2020-001240	Monsieur	ESZTER	BARKOCZY	500 €
ALE2020-001242	Monsieur	REDHA	BOUZID	453 €
ALE2020-001247	Madame	BRIGITTE	BARON	500 €
ALE2020-001248	Madame	EMMANUELLE	JAAFARI BOISSET	500 €
ALE2020-001250	Madame	ELIANE	MACIAS EP. COUSTY	500 €
ALE2020-001257	Monsieur	XAVIER	RAMEL	433 €
ALE2020-001260	Madame	MARIE- FRANÇOISE	CAUVY	500 €
ALE2020-001263	Monsieur	ABDELMAJID	BELKAA	500 €
ALE2020-001283	Monsieur	PIERRE	COLLEONI	500 €
ALE2020-001285	Madame	VALERIE SUZANNE MARIE	ALRIC	450 €
ALE2020-001289	Madame	STEPHANIE	JAEGHERS	500 €
ALE2020-001290	Madame	SEVERINE	LE BIGOT	324 €
ALE2020-001295	Madame	MARIE	DEVILLARD	220 €
ALE2020-001296	Madame	ISABELLE	SAUVAGNAC	340 €
ALE2020-001297	Madame	CHARLENE	VEDEL	500 €
ALE2020-001325	Madame	ANNE	PONNELLE	318 €
ALE2020-001328	Monsieur	RICHARD	NURIT	500 €
ALE2020-001330	Monsieur	GEOFFREY	CINCON	208 €

ALE2020-001339	Madame	MANON, ANAI, CELINE	TATIBOUET	500 €
ALE2020-001341	Monsieur	ABDELKADER BENSSAAD	BENSSAAD	500 €
ALE2020-001342	Monsieur	YVES CESAR	CONVERSANO	500 €
ALE2020-001347	Monsieur	DANIEL ALAIN	BENOLLOL	500 €
ALE2020-001353	Monsieur	DANIEL RENE	CANO	500 €
ALE2020-001354	Madame	SABRINA	BENASID	500 €
ALE2020-001355	Madame	LAETITIA	BLAZY	460 €
ALE2020-001356	Madame	DIOMA SOUADOU	NDOYE	166 €
ALE2020-001358	Madame	ANGELE FANNY BERNADETTE	FICHAUX	500 €
ALE2020-001364	Madame	MARIE CLAUDE	GRANGET	415 €
ALE2020-001368	Madame	MARTINE	HESLER	500 €
ALE2020-001381	Monsieur	ABDELAZIZ	HOUASSI	500 €
ALE2020-001382	Monsieur	JAN CORNIL	BEDLEEM	500 €
ALE2020-001384	Madame	CHARLOTTE	FOURNIER	269 €
ALE2020-001387	Madame	MARION	MUSELET	500 €
ALE2020-001388	Monsieur	DAVID PIERRE	FAYET	500 €
ALE2020-001392	Monsieur	CLEMENT MATHIEU	MURAT	250 €
ALE2020-001396	Madame	SOPHIE JOELLE REJANE	DUVAL	405 €
ALE2020-001397	Monsieur	DOMINIQUE BELKACEM	AOUIOUA	500 €
ALE2020-001400	Monsieur	MOUKESH	PALA	500 €
TOTAL				37 192 €

Numéro de dossier	Raison sociale	Montant de l'aide
ALE2020-000074	EURL VENTADOUR	500 €
ALE2020-000124	ZIINCO	500 €
ALE2020-000687	T&T	500 €
ALE2020-001013	DANIELLE ENGEL	500 €
ALE2020-001085	SARL PERFORM COIFFURE	500 €
ALE2020-001087	FOOD CORNER MTP	500 €
ALE2020-001088	JM PHILIS LUNETIER CREATION	500 €
ALE2020-001090	ISULA	500 €
ALE2020-001091	ENCORE PRONTO SARL	500 €
ALE2020-001092	SARL TOURNEAU	500 €
ALE2020-001094	OPTIQUE A PART	500 €
ALE2020-001096	ROUQUETTE ASSOCIES	500 €
ALE2020-001098	LE JARDINET	363 €
ALE2020-001099	VLCB	500 €
ALE2020-001100	SELARL AVOCAT LAURE TIDJANI BENHAFESSA	500 €
ALE2020-001103	PHONE SERVICE	500 €
ALE2020-001105	EL TIPICO	500 €

ALE2020-001106	DOM BOSCO	500 €
ALE2020-001107	CHEZ TANTINE	500 €
ALE2020-001108	LYB	500 €
ALE2020-001110	ANJ	500 €
ALE2020-001111	LA COLLANTERIE SARL	500 €
ALE2020-001113	EKC54	500 €
ALE2020-001114	MEDISQUASH	500 €
ALE2020-001115	DROUILLY ROCHE	500 €
ALE2020-001121	SOLADIV	421 €
ALE2020-001122	H&R	500 €
ALE2020-001123	GALERIE SAMIRA CAMBIE	500 €
ALE2020-001125	MY COWORK PLACE BY ERSYC	500 €
ALE2020-001126	FAMILY FOOD	500 €
ALE2020-001127	BBE	500 €
ALE2020-001128	DNA	500 €
ALE2020-001132	MAGALI ET JUSTINE FITNESS	500 €
ALE2020-001133	AUTO ECOLE HARMONY	500 €
ALE2020-001134	AKWABA RCK DIFFUSION	500 €
ALE2020-001138	L.A.M.	500 €
ALE2020-001139	MAX PNEU34	500 €
ALE2020-001140	LE 3	500 €
ALE2020-001144	FM LAVERIE	450 €
ALE2020-001145	J2H	500 €
ALE2020-001146	FEZ LAVERIE	451 €
ALE2020-001147	LE VITRAIL	500 €
ALE2020-001148	BALLES NEUVES	500 €
ALE2020-001149	BDG MONTPELLIER	500 €
ALE2020-001150	BLANCHISSERIE JO & MARY	500 €
ALE2020-001151	LA FORGE GOURMANDE	500 €
ALE2020-001152	SIBEL & JUDITH	500 €
ALE2020-001153	UNIVERS CONSEILS	500 €
ALE2020-001154	ALIZE PHOTO	500 €
ALE2020-001155	ELIOTT AND CO	478 €
ALE2020-001156	FITSHOP	500 €
ALE2020-001157	AL ANDALUS	500 €
ALE2020-001159	HUBY	500 €
ALE2020-001161	KYDO	500 €
ALE2020-001163	MBLJPB	500 €
ALE2020-001164	EAU DE THYM	500 €
ALE2020-001166	PARAND	500 €
ALE2020-001167	ROBBIN	500 €
ALE2020-001168	TILA	500 €
ALE2020-001169	CHATEAU DE FOURQUES	500 €
ALE2020-001170	ETHNY'S	500 €
ALE2020-001171	NEW JOB - MY JOB	150 €
ALE2020-001173	HERO CREDIT	500 €
ALE2020-001174	SFEIR CARLA'S EYEWORKS	500 €
ALE2020-001175	BURGER STORE & PIZZA TECA 2	500 €
ALE2020-001178	ANTOINE CAUPERT PRODUCTIONS	110 €

ALE2020-001179	VILLENEUVE COIF	500 €
ALE2020-001180	FM IMMOBILIER	500 €
ALE2020-001181	JM COIFFURE	500 €
ALE2020-001183	NATUR'LINE	500 €
ALE2020-001188	LE COIN 4 SAISONS	500 €
ALE2020-001193	LORCA	500 €
ALE2020-001194	LIFTONIC	500 €
ALE2020-001195	SHARLEX	500 €
ALE2020-001198	STAR FOOD	500 €
ALE2020-001199	ANATIS	384 €
ALE2020-001200	ETABLISSEMENTS DAUDE	500 €
ALE2020-001201	BUN	500 €
ALE2020-001202	BAGONGHI	500 €
ALE2020-001203	TOASTER CLUB	500 €
ALE2020-001204	JSD FOOD	500 €
ALE2020-001205	VERO DIFFUSION	500 €
ALE2020-001206	SALON DE THE SOULTANE	500 €
ALE2020-001208	LE JARDIN DE LA BEAUTE	500 €
ALE2020-001212	CENTRE DE TRANSACTIONS IMMOBILIERES	500 €
ALE2020-001215	PARENTHESSES	500 €
ALE2020-001223	SNACK LES CEVENNES	500 €
ALE2020-001224	TIMELESS TATTOO	500 €
ALE2020-001225	M.P	500 €
ALE2020-001227	CALISTLIFTING GARAGE GYM	500 €
ALE2020-001228	F.A. ENERGY SPORT	500 €
ALE2020-001229	AUX COUPES DU MONDE	500 €
ALE2020-001232	TOUDRA SARL	500 €
ALE2020-001233	DBHA COIFF	500 €
ALE2020-001234	THIDUC	500 €
ALE2020-001235	JAJA LA FOUINE	388 €
ALE2020-001236	HORIZON 17	500 €
ALE2020-001237	MAJOR LEAGUE BEER	500 €
ALE2020-001238	CABINET D'OSTEOPATHIE AHMED FAKHFAKH	335 €
ALE2020-001241	LAKHI	500 €
ALE2020-001243	2RIM	500 €
ALE2020-001244	DUBOIS CREPERIE	500 €
ALE2020-001245	METAMORPHOSE	500 €
ALE2020-001246	RESTO SO	500 €
ALE2020-001251	MCF	500 €
ALE2020-001252	AZAD	500 €
ALE2020-001253	LE TAPAS 34	500 €
ALE2020-001254	MF PERFORMANCE	500 €
ALE2020-001255	MBJ	500 €
ALE2020-001259	STUDIOS PHOTOGRAPHIQUES MEDITERRANEENS	500 €
ALE2020-001261	ODDIRIS	500 €
ALE2020-001262	SAVEURS DE L'ORIENT	500 €

ALE2020-001264	BB & CIE	500 €
ALE2020-001265	ARCANES	500 €
ALE2020-001266	ARRIMAGE LANGUES	500 €
ALE2020-001267	BARA ET GRAHAM	500 €
ALE2020-001268	SALON INDIGO	500 €
ALE2020-001269	IDEAL FILM PROD	199 €
ALE2020-001270	ZINEB BEAUTE	500 €
ALE2020-001271	DIET 7	500 €
ALE2020-001273	LA PROMENADE	500 €
ALE2020-001274	LA BELLE EPOQUE	500 €
ALE2020-001275	HIPPOLYTE FRANCE	500 €
ALE2020-001276	LYSAGORA	500 €
ALE2020-001277	LE TRIANON	500 €
ALE2020-001278	ECOLE FRANCAISE DE SOPHROLOGIE DE MONTPELLIER	500 €
ALE2020-001279	ALLO SAVEURS	500 €
ALE2020-001280	LNK COIFFURE	500 €
ALE2020-001281	LE P'TIT COMPTOIR	500 €
ALE2020-001284	ARRIVE	500 €
ALE2020-001286	40 MILLE	500 €
ALE2020-001287	TDF	500 €
ALE2020-001288	HOTEL DES ARTS	500 €
ALE2020-001291	OBA	500 €
ALE2020-001292	LES JARDINS DE MARRAKECH	500 €
ALE2020-001293	ATELIER DE LUTHERIE STEELWOOD	500 €
ALE2020-001294	BESPOKE BY M2	500 €
ALE2020-001298	AU GRE DES VENTS	500 €
ALE2020-001299	BAILLARGUES AUTOMOBILES	500 €
ALE2020-001300	AQUAEBEAUTE	500 €
ALE2020-001301	LES GARCONS	500 €
ALE2020-001302	LBL	500 €
ALE2020-001303	BIR'S	500 €
ALE2020-001304	JUJA	500 €
ALE2020-001305	ECOW	500 €
ALE2020-001306	EL KHOURY	500 €
ALE2020-001307	IMMODOC RESTAURATION	500 €
ALE2020-001308	LYA	500 €
ALE2020-001309	INSTITUT FRANCAIS D'OCCITANIE	500 €
ALE2020-001310	FG AUTO	500 €
ALE2020-001312	ALTO	500 €
ALE2020-001315	L'OLYMPIA	500 €
ALE2020-001316	B.M	500 €
ALE2020-001317	HERAUCERAM	500 €
ALE2020-001318	SAINT	500 €
ALE2020-001319	L'ADRESSE B	500 €
ALE2020-001320	DECAPAGE MULTI SUPPORTS	500 €
ALE2020-001322	BARBER SHOP BOB	500 €
ALE2020-001324	IDEM	500 €
ALE2020-001326	AUTO ECOLE LEMASSON	500 €

ALE2020-001329	CYGORY	500 €
ALE2020-001331	CORSICA PIZZ'	500 €
ALE2020-001332	K.D.F	358 €
ALE2020-001333	LE RADEAU	500 €
ALE2020-001334	NYDAVY 34	500 €
ALE2020-001335	LAPIERRE QUI ROULE	500 €
ALE2020-001336	OLIFLORE	500 €
ALE2020-001337	INTER TRANSACTIONS II	500 €
ALE2020-001338	GOTRI	500 €
ALE2020-001340	CFIM	333 €
ALE2020-001343	FOGEBEC	500 €
ALE2020-001344	BEZRHOUD	460 €
ALE2020-001345	INSTITUT KANJY	500 €
ALE2020-001346	MARCIANO	500 €
ALE2020-001348	TOUTOU CLEAN	500 €
ALE2020-001349	PRADIPNA	500 €
ALE2020-001350	F2BLM	500 €
ALE2020-001351	DALIA	500 €
ALE2020-001352	R.V.D.	500 €
ALE2020-001366	DELICES D'ORIENT	500 €
ALE2020-001367	SAS AUTO	500 €
ALE2020-001371	BROCIETE	500 €
ALE2020-001372	VAL BURO'SERVICES	500 €
ALE2020-001373	PELICO	500 €
ALE2020-001375	LE CROUSTILLOU	234 €
ALE2020-001376	ESPACE AUTO ECOLE	500 €
ALE2020-001377	JOSE LIMA MACONNERIE GENERALE	500 €
ALE2020-001379	LE CINQ	500 €
ALE2020-001383	BAILLAND B	500 €
ALE2020-001385	CAMINE	500 €
ALE2020-001386	MYCEA	500 €
ALE2020-001389	SENSOCUBE	500 €
ALE2020-001390	TOMOE	500 €
ALE2020-001391	THOMAS COIFFURE	500 €
ALE2020-001393	M.A.2.B.	500 €
ALE2020-001394	SYDIAM	500 €
ALE2020-001395	ESTHETIQUE & BEAUTE	500 €
TOTAL		96 114 €

• Aides du mois de mai 2020

Numéro de dossier	Civilité	Prénom	Nom	Montant de l'aide
FALP2020-000009	Madame	ISABELLE	SAUVAGNAC	360 €
FALP2020-000013	Madame	ANAIS	TAGNITSAP	500 €
FALP2020-000018	Madame	FAUSTINE	ROUILLE	450 €
FALP2020-000028	Monsieur	FRANCOIS XAVIER	CRUZ	500 €
FALP2020-000033	Monsieur	RUDY	MONTIEL	500 €
FALP2020-000039	Madame	MARINHA	COSTA	500 €

			MOREIRA	
FALP2020-000040	Monsieur	PIERRE RENE	HERNANDEZ	500 €
FALP2020-000041	Madame	MARIE KIM VY	LE	500 €
FALP2020-000042	Madame	MARYLINE LINDA JULIE	HEBERT	500 €
FALP2020-000044	Madame	GENEVIEVE	FRANSOLET	500 €
FALP2020-000045	Monsieur	STEPHANE	BEROT	500 €
FALP2020-000048	Madame	AUORE	CLAUZEL	500 €
FALP2020-000051	Madame	SYLVIANNE MARIE EMMANUELLE	FERRET	140 €
FALP2020-000052	Monsieur	MATTHIEU	WALCKER	500 €
FALP2020-000058	Monsieur	FRANCK	MIQUARD	425 €
FALP2020-000059	Madame	NATHALIE MIREILLE MARTINE	ZECCONI	500 €
FALP2020-000065	Monsieur	MARC	MENDIELA	500 €
FALP2020-000068	Monsieur	PATRICK FIRAS FRANCOIS	EMMANUEL	500 €
FALP2020-000072	Madame	MANON GISELE MARTINE	RAVEL	479 €
FALP2020-000073	Monsieur	KIEN	HANG	500 €
FALP2020-000074	Madame	BERENGERE	AUDIBERT	500 €
FALP2020-000077	Monsieur	PHILIPPE	KRISA	500 €
FALP2020-000078	Monsieur	MIMOUN	LAAROUSSI	500 €
FALP2020-000079	Madame	SANDRINE	ANGLADE	500 €
FALP2020-000081	Madame	MURIEL	GASTON	500 €
FALP2020-000084	Monsieur	PHILIPPE	CHAZELLE	500 €
FALP2020-000085	Monsieur	ROLAND	MARTINEZ	500 €
FALP2020-000092	Monsieur	KHAI	VANG	450 €
FALP2020-000109	Monsieur	STEPHANE	FERNANDEZ	500 €
FALP2020-000111	Madame	CECILIA MARIE	LLOR	500 €
FALP2020-000118	Madame	PASCALE	PELEGRI	387 €
FALP2020-000124	Madame	GUENOLA SUZANNE MARIE	MAINGUY	500 €
FALP2020-000125	Madame	LAHOUARIA	FERHAOUI	500 €
FALP2020-000126	Madame	AURELIE YVETTE JEANNE	QUISSAC	440 €
FALP2020-000127	Madame	JOELLE	MOLLET	500 €
FALP2020-000144	Madame	CHRISTINE LUCETTE	VIGNY	197 €
FALP2020-000150	Madame	DELPHINE ANNE CLAUDINE	ICARD	500 €
FALP2020-000151	Madame	PASCALINE	RIVOAL	500 €
FALP2020-000156	Madame	ATIKA	OUAZZANI	500 €
FALP2020-000157	Monsieur	CHRISTOPHE	MARANT	500 €

FALP2020-000166	Madame	FLORENCE VERONIQUE MELANIE	VAN HANDENHOVE	500 €
FALP2020-000169	Monsieur	BENOIT	MORA	500 €
FALP2020-000171	Madame	ISABELLE ANNE	FOURNIER	500 €
FALP2020-000172	Madame	MARJORIE	HUBERT	192 €
FALP2020-000173	Monsieur	MICHEL	VRZAL	500 €
FALP2020-000174	Monsieur	TRISTAN	HOSOTTE	500 €
FALP2020-000176	Madame	FLORENCE	LAPSCHER	323 €
FALP2020-000181	Monsieur	XAVIER	DUMOND	500 €
FALP2020-000185	Madame	CAROLINE	RICHE	471 €
FALP2020-000186	Madame	BENEDICTE	BORDES	500 €
FALP2020-000191	Madame	MARIE LUCE	PETIT	271 €
FALP2020-000195	Madame	TAMARA	BISCOMBE	197 €
FALP2020-000199	Madame	NOEMIE	RIGAUT	500 €
FALP2020-000200	Monsieur	NICOLAS	MARTIN	500 €
FALP2020-000202	Madame	STEPHANIE	JAEGHERS	500 €
FALP2020-000203	Madame	JULIE	HIVET	180 €
FALP2020-000206	Madame	CLAUDINE SUZANNE	PERETTI	455 €
FALP2020-000209	Madame	JUSTINE	ALEXANDRE	500 €
FALP2020-000210	Madame	MARIE	DEVILLARD	220 €
FALP2020-000211	Madame	CORIE MARIE LUCIE	VANHAESEBRO UCKE	500 €
FALP2020-000220	Monsieur	EDOUARD	RANOLDI	500 €
FALP2020-000226	Monsieur	LISE	MATHIEU DAUDE	500 €
FALP2020-000231	Monsieur	NICOLAS	BRAVO	500 €
FALP2020-000232	Madame	ANTINISCA	GATHIER	500 €
FALP2020-000234	Monsieur	MICKAEL	AMANT	500 €
FALP2020-000236	Monsieur	ALAIN RENE MARCEL	COUCHOURON	460 €
FALP2020-000239	Monsieur	ABDERRAZZAK	AMELLAS	445 €
FALP2020-000240	Madame	MARTINE	HESLER	500 €
FALP2020-000241	Madame	MARIE	CHARRAUD	250 €
FALP2020-000242	Madame	MYRIAM	ARRAS	407 €
FALP2020-000249	Madame	CORINNE	ENJALBERT	500 €
FALP2020-000252	Monsieur	VINCENT	NOEL	333 €
FALP2020-000253	Madame	CHARLENE	VEDEL	500 €
FALP2020-000257	Madame	SOFIA	SAIZ MELEIRO	305 €
FALP2020-000261	Madame	ISABELLE	BONAFONTE OTIN	500 €
FALP2020-000262	Madame	VIRGINIE	BRASSAC	500 €
FALP2020-000264	Madame	EVELYNE	BELMEKKI	500 €
FALP2020-000265	Madame	SANDRA FILIPA	LOPES FERNANDES	500 €
FALP2020-000267	Monsieur	SEVERINE	SAYN	296 €
FALP2020-000270	Madame	MARIE-HELENE	MARTINEZ	500 €
FALP2020-000279	Madame	AUDREY	THOMAS	500 €

		MARTINE		
FALP2020-000282	Madame	SABRINA PAULINE	CELESTINE	500 €
FALP2020-000283	Madame	AUDREY	ROUVIERE	500 €
FALP2020-000284	Madame	EVA	HOUDAYER	500 €
FALP2020-000286	Madame	AMEL	HAMOUDI	500 €
FALP2020-000288	Monsieur	RICHARD	NURIT	500 €
FALP2020-000291	Madame	ERIKA	CAVALIER PAYET	484 €
FALP2020-000292	Madame	KARLINA	FAYE	500 €
FALP2020-000293	Monsieur	ERIK	ROUXEL	500 €
FALP2020-000297	Madame	CLAIRE	GROSSARD	500 €
FALP2020-000304	Monsieur	SAMUEL ROGER	COHEN SALMON	290 €
FALP2020-000305	Madame	SEVERINE	BOUYER	353 €
FALP2020-000306	Madame	JULIE	VERRAES	500 €
FALP2020-000307	Madame	ISABELLE	AYUSTE	284 €
FALP2020-000308	Madame	SABINE	DESCAVE	500 €
FALP2020-000313	Monsieur	JEAN CLAUDE	MONGARNY	442 €
FALP2020-000314	Madame	FANANTENANA EMMA	RAHARINANDR ATO	240 €
FALP2020-000316	Monsieur	THIBAUT	BRUNEL	500 €
FALP2020-000317	Madame	FREDERIQUE MARIE ANTOINETTE	DISPARD	475 €
FALP2020-000318	Madame	DELPHINE	JEANJEAN	450 €
FALP2020-000321	Monsieur	THIBAUD	GRELLET	500 €
FALP2020-000324	Madame	ALICE	GIDROL	500 €
FALP2020-000325	Madame	CELINE	CHATON	214 €
FALP2020-000326	Monsieur	ABDELMAJID	BELKAA	500 €
FALP2020-000329	Monsieur	JEAN MARC	SEGHI	500 €
FALP2020-000333	Monsieur	THIERRY	CARRIERE	500 €
FALP2020-000337	Madame	MELODIE	CHALANDAR	297 €
FALP2020-000344	Monsieur	XAVIER	RAMEL	432 €
FALP2020-000354	Monsieur	MURIELLE, RAPHAËLLE, YVONNE	PROMSY PASQUIER	500 €
FALP2020-000357	Monsieur	ERIC	PONS	500 €
FALP2020-000358	Madame	MARIELLE FRANCOISE	JERZISSI	500 €
FALP2020-000362	Madame	ANAIS	CLERMONT	434 €
FALP2020-000367	Monsieur	LUDOVIC	FALCO	500 €
FALP2020-000368	Madame	RAYMONDE	TEISSERENC	500 €
FALP2020-000369	Monsieur	VALERIE	POINSOT	500 €
FALP2020-000370	Monsieur	FRANCK	BERNUTI	500 €
FALP2020-000374	Madame	FLORENCE	BONNO	500 €
FALP2020-000391	Monsieur	CLAIRE	LEROY	214 €
FALP2020-000392	Monsieur	VALERIE	VIGNY	499 €
FALP2020-000401	Monsieur	JEAN- SEBASTIEN	DEROULEZ	400 €

FALP2020-000434	Madame	CELINE NADINE MARIE JOSE	SAHY	500 €
FALP2020-000445	Madame	NATHALIE	BARRAULT	393 €
FALP2020-000446	Madame	JULIE PATRICIA	BONNAL	500 €
FALP2020-000449	Madame	MARION	MURCIA	409 €
FALP2020-000454	Madame	ESTELLE	ALLAIS	500 €
FALP2020-000455	Monsieur	ERIC	HONNET	500 €
FALP2020-000457	Monsieur	IOANNIS	STAMELOS	200 €
FALP2020-000459	Monsieur	BRUNO ROGER	BARDOT	500 €
FALP2020-000463	Madame	ABDELILAH	BOULMANE	500 €
FALP2020-000467	Madame	MELODIE	POQUET	500 €
FALP2020-000468	Madame	AUDREY	DELAHAYE	423 €
FALP2020-000475	Madame	LAURE	DE LA CHAPELLE	500 €
FALP2020-000476	Monsieur	ANTOINE JEREMY	LEGENT	500 €
FALP2020-000481	Madame	VIRGINIE CLAIRE DENISE	FOREST	385 €
FALP2020-000482	Madame	ELISE	BOISGONTIER	500 €
FALP2020-000484	Monsieur	PASQUALE	GENTILE	500 €
FALP2020-000487	Monsieur	DANIEL ALAIN	BENOLLOL	500 €
FALP2020-000490	Madame	LOETITIA	LOHMANN	500 €
FALP2020-000494	Madame	MARIE CLAUDE JOSEE	BITTOUN CAROUBI	300 €
FALP2020-000497	Monsieur	ABDELKADER BENSSAAD	BENSSAAD	500 €
FALP2020-000501	Madame	IBTISSAM KARIMA	ABBES	500 €
FALP2020-000503	Madame	LAETITIA PAULE	GARCIA	250 €
FALP2020-000511	Madame	SOPHIE	MAJUREL	500 €
FALP2020-000522	Madame	CORINNE	FABREGUE	409 €
FALP2020-000528	Monsieur	PHILIPPE	MINIER	150 €
FALP2020-000529	Madame	KARINE BRIGITTE	PUECH	500 €
FALP2020-000530	Monsieur	GEOFFREY	CINCON	208 €
FALP2020-000531	Madame	INGRID	MAURY	500 €
FALP2020-000532	Madame	AUDE GAELE	DARDAILLON	292 €
FALP2020-000539	Madame	DIOMA SOUADOU	NDOYE	167 €
FALP2020-000548	Madame	CLEMENCE	LANG	500 €
FALP2020-000555	Monsieur	ANGEL	SANCHEZ	246 €
FALP2020-000556	Monsieur	LAURENT	GELLY	477 €
FALP2020-000559	Monsieur	CEDRIC	HAMER	500 €
FALP2020-000562	Monsieur	ABDELAZIZ	HOUASSI	500 €
FALP2020-000565	Monsieur	MOUKESH	PALA	500 €
FALP2020-000568	Madame	MURIELLE	RETIF	310 €
FALP2020-000572	Madame	MARIANNE	GIAUFFRET	402 €
FALP2020-000576	Madame	NATACHA	LAURENT	500 €

FALP2020-000577	Monsieur	FRANK	MOUSSEAUX	315 €
FALP2020-000579	Monsieur	GILBERT	TORTORICI	500 €
FALP2020-000589	Monsieur	ANTONI	AUVOLA	500 €
FALP2020-000590	Madame	CLARISSE	PERILLIER	500 €
FALP2020-000591	Madame	SIHAM	BELKADI	381 €
FALP2020-000594	Madame	SOUMICHA	MOUSSAOUI	500 €
FALP2020-000596	Monsieur	SERGE	ANGLADE	500 €
FALP2020-000604	Madame	CAROLE	VOLAND	290 €
FALP2020-000606	Madame	SABINE	EZZEDDINE	500 €
FALP2020-000609	Madame	JULIETTE JEANNE BRIGITTE	NIEL	500 €
FALP2020-000610	Madame	KARINE	RIEUCAUD- MENICHETTI	325 €
FALP2020-000611	Madame	MARGOT	BOUNIARD	500 €
FALP2020-000614	Madame	KARINE	BAUDOIN	339 €
FALP2020-000620	Madame	CHARLOTTE	FOURNIER	269 €
FALP2020-000624	Madame	CLAIRE	RUIZ	420 €
FALP2020-000631	Monsieur	YANN YVES ROBERT	POULAIN	500 €
FALP2020-000634	Monsieur	NELLY	ALQUIER	486 €
FALP2020-000649	Madame	NATHALIE	FABRE	500 €
FALP2020-000654	Madame	VALERIE	BOSSIS	500 €
FALP2020-000655	Monsieur	JEAN-CHARLES	HUESCA	500 €
FALP2020-000660	Monsieur	TONY	SERBOURDIN	500 €
FALP2020-000662	Monsieur	ZOUHAIR	BAJAAR	500 €
TOTAL				80 487 €

Numéro de dossier	Raison sociale	Montant de l'aide
FALP2020-000003	FONTIMP'S	500 €
FALP2020-000005	SUPERJEMA	500 €
FALP2020-000006	BLUE PEARL	500 €
FALP2020-000007	EPAPA LEROY	500 €
FALP2020-000008	SARL IL VENTI NOVE	500 €
FALP2020-000010	JJ ONE	500 €
FALP2020-000011	LE DANALI	500 €
FALP2020-000012	MILANS	500 €
FALP2020-000014	VAL'S	500 €
FALP2020-000015	LE KASSKROUTE	500 €
FALP2020-000016	SABRYNA H	500 €
FALP2020-000017	ESCAPEGAME.LOL	500 €
FALP2020-000019	EPIL'OVE	500 €
FALP2020-000020	LOUISE	500 €
FALP2020-000021	BOUCHAUD	500 €
FALP2020-000022	L'EPICURIEN	450 €
FALP2020-000024	RI2M	500 €
FALP2020-000025	LE PALAIS D'ORIENT	500 €
FALP2020-000026	ISA NET SERVICES	500 €
FALP2020-000027	VAL BURO'SERVICES	500 €
FALP2020-000029	SCM FG	500 €

FALP2020-000030	MADREDIOSA	500 €
FALP2020-000031	ATIPICO	500 €
FALP2020-000032	LES BULLES SAINT ROCH	500 €
FALP2020-000034	LA REGENCE CHERIFIENNE	500 €
FALP2020-000035	TARAJEMA	500 €
FALP2020-000036	L'INSTANT D'APPRETS	500 €
FALP2020-000037	LE TEMPS SUSPENDU	500 €
FALP2020-000038	PHONE SERVICE	500 €
FALP2020-000043	GUILLAY	500 €
FALP2020-000046	HAIR'ELEGANCE	500 €
FALP2020-000047	SARL GG ZINGUEURS	500 €
FALP2020-000049	MG AUTO ECOLE	500 €
FALP2020-000050	LECLERC & FAIVRE	500 €
FALP2020-000053	SUD-OUEST EVENTS	295 €
FALP2020-000054	CALIBRE 14	500 €
FALP2020-000055	SERRA	500 €
FALP2020-000056	EURO CONDUITE	384 €
FALP2020-000057	KIM HI TRAITEUR	500 €
FALP2020-000060	LES BEATNIK MODERNES	500 €
FALP2020-000061	HOMINESS	500 €
FALP2020-000062	PALM CLUB	500 €
FALP2020-000063	MAISON EHAWEE	500 €
FALP2020-000064	COCOONING BEAUTE	500 €
FALP2020-000066	JCC	500 €
FALP2020-000067	TOTAL LOOK BY JEROME REYNAUD	420 €
FALP2020-000069	FRATELLU	500 €
FALP2020-000070	LM COIFFURE	348 €
FALP2020-000071	L'ACCOUDOIR	500 €
FALP2020-000075	EGG HUNTERS	500 €
FALP2020-000076	MAX PNEU34	500 €
FALP2020-000080	CONSO FACILE DEVELOPPEMENT	400 €
FALP2020-000082	GUILLAUME LECLERE EXPLOITATION	500 €
FALP2020-000083	ALPHONSE	500 €
FALP2020-000086	ENERGIE FIT	500 €
FALP2020-000087	G.A	500 €
FALP2020-000088	LE COMPLEXE	500 €
FALP2020-000089	BLANDI SOCIETE	500 €
FALP2020-000090	SARL EVBD	500 €
FALP2020-000091	DANIELLE ENGEL	500 €
FALP2020-000093	CELIA COIFFURE	500 €
FALP2020-000094	MARSAN KIDS	500 €
FALP2020-000095	QU'IMPORTE LE FLACON	404 €
FALP2020-000096	INES.B	500 €
FALP2020-000097	MIAW	500 €
FALP2020-000098	CASH FETES	500 €
FALP2020-000099	BIR'S	500 €
FALP2020-000100	LA FABRIQUE A BEAUTE	500 €
FALP2020-000101	PAUVAL	500 €
FALP2020-000102	BARAKA SALON & DECO	500 €

FALP2020-000103	ALYZEE	500 €
FALP2020-000104	MENUISERIE JEROME ESTIENNE	500 €
FALP2020-000105	FJC SERVICE	200 €
FALP2020-000106	ARTHUR DUPUY	500 €
FALP2020-000107	LA MUSE THEATRE	500 €
FALP2020-000108	AMB TRANSAC	500 €
FALP2020-000110	CHADO	500 €
FALP2020-000112	E.RESTO	500 €
FALP2020-000113	COLL GAUCH	500 €
FALP2020-000114	CITRON	500 €
FALP2020-000115	LES GARS DE LA MARINE	500 €
FALP2020-000116	THEODORE	500 €
FALP2020-000117	COCOON	500 €
FALP2020-000119	RHEFLEX	500 €
FALP2020-000120	SEVERAC ALBANE	500 €
FALP2020-000121	SAS LOVIMARE	500 €
FALP2020-000122	AGENCE WILLGO	500 €
FALP2020-000123	MILGRAM	150 €
FALP2020-000128	GRAPHIC PLEASE	500 €
FALP2020-000129	ON THE BREAK	500 €
FALP2020-000130	LILAROSA	500 €
FALP2020-000131	LAMI COFFEE	500 €
FALP2020-000132	LUCAS	500 €
FALP2020-000133	PIZZA GUSTO	500 €
FALP2020-000134	EL TIPICO	500 €
FALP2020-000135	MUS TACOS	500 €
FALP2020-000136	DOM BOSCO	500 €
FALP2020-000137	XAOS COIFFURE	500 €
FALP2020-000138	CHEZ TANTINE	500 €
FALP2020-000139	MOBILES EXPERT 34	500 €
FALP2020-000140	LA FINE MOUCHE	500 €
FALP2020-000141	DOMUS	500 €
FALP2020-000142	LYB	500 €
FALP2020-000143	KOFFEE CHOC	500 €
FALP2020-000145	CLEAN LAVERIE	400 €
FALP2020-000146	LA COLLANTERIE SARL	500 €
FALP2020-000147	LE NOUVEAU LAVOIR	500 €
FALP2020-000148	COPY PHARMA - SCOPE SECURITE	500 €
FALP2020-000149	SARL J.M.M. ASSOCIES	500 €
FALP2020-000152	OPTIQUE SAINT DENIS	500 €
FALP2020-000153	VLCB	500 €
FALP2020-000154	SELARL AVOCAT LAURE TIDJANI BENHAFESSA	500 €
FALP2020-000155	EKC54	500 €
FALP2020-000158	COPY LETTRES	500 €
FALP2020-000159	LEE BERTHY	500 €
FALP2020-000160	OSB COMMUNICATION	500 €
FALP2020-000161	BISTRO D OC	500 €
FALP2020-000162	ECOLE KLESSE	500 €

FALP2020-000163	GALERIE SAMIRA CAMBIE	500 €
FALP2020-000164	SARL C2M	500 €
FALP2020-000165	SH EPICERIE	500 €
FALP2020-000167	NO MORE	500 €
FALP2020-000168	B.BARDOT - BRASSERIE DU SALAISON	500 €
FALP2020-000170	LE JARDIN DE LA BEAUTE	500 €
FALP2020-000175	MADemoiselle	500 €
FALP2020-000177	HERO CREDIT	500 €
FALP2020-000178	CAPRESSO	500 €
FALP2020-000179	SOCIETE MERIDIONALE DE DIFFUSION DE CHAUSSURES SARL	500 €
FALP2020-000180	CAFE COSY	500 €
FALP2020-000182	SCM MK PABO	500 €
FALP2020-000183	VISCONTE SARL	500 €
FALP2020-000184	MCB FOOD	500 €
FALP2020-000187	AL ANDALUS	500 €
FALP2020-000188	OSKHAVA	500 €
FALP2020-000189	KOSMOPOLE	470 €
FALP2020-000190	FITSHOP	500 €
FALP2020-000192	MACHA	500 €
FALP2020-000193	BREW PUB MONTPELLIER	500 €
FALP2020-000194	POKEI	500 €
FALP2020-000196	BIMBA	500 €
FALP2020-000197	DE LA LUCE	500 €
FALP2020-000198	SARL STUDIO LAKANAL	500 €
FALP2020-000201	ELLESETMOI	500 €
FALP2020-000204	NINOUS	500 €
FALP2020-000205	MEDISQUASH	500 €
FALP2020-000207	ETABLISSEMENTS FOUR-PORCHERON	500 €
FALP2020-000208	BODYMIND	500 €
FALP2020-000212	HAIR ETUVES	500 €
FALP2020-000213	NEUROONE	500 €
FALP2020-000214	AS DE LA BEAUTE	500 €
FALP2020-000215	AWAY CONSEIL	500 €
FALP2020-000216	PG2C EVAZION	500 €
FALP2020-000217	J2H	500 €
FALP2020-000218	LANGUEDOC CONFIDENTIAL	500 €
FALP2020-000219	MAC EXPERT	500 €
FALP2020-000221	BELLIL CONSEILS	441 €
FALP2020-000222	VIA LUCA	500 €
FALP2020-000223	EURL PUBLICOPY	500 €
FALP2020-000224	HIMMOG	500 €
FALP2020-000225	EVOC IMMOBILIER	500 €
FALP2020-000227	TEANAYIS	500 €
FALP2020-000228	ANJ	500 €
FALP2020-000229	FERTIGE	500 €
FALP2020-000230	CARPE GILO	500 €
FALP2020-000233	L'INSTANT PRESENT	500 €
FALP2020-000235	TRCD	500 €

FALP2020-000237	PIZZA KING	500 €
FALP2020-000238	ESKL PRO	500 €
FALP2020-000243	SILVARI	500 €
FALP2020-000244	VERO DIFFUSION	500 €
FALP2020-000245	ESPADRILLES & PANAMAS	500 €
FALP2020-000246	FNWM	500 €
FALP2020-000247	CHAUFINOV 34 SARL	500 €
FALP2020-000248	EAU DE THYM	500 €
FALP2020-000250	DNA	500 €
FALP2020-000251	DELI'S COFFEE	500 €
FALP2020-000254	DHAKA STORE	500 €
FALP2020-000255	AUTO ECOLE HARMONY	500 €
FALP2020-000256	STAR FOOD	500 €
FALP2020-000258	TUDISCO- PIZZA	395 €
FALP2020-000259	MAGALI ET JUSTINE FITNESS	500 €
FALP2020-000260	LE BRASERO	500 €
FALP2020-000263	LYSAGORA	500 €
FALP2020-000266	RVIDEO	500 €
FALP2020-000268	L'ARTISTE	500 €
FALP2020-000269	JAD'HAIR	500 €
FALP2020-000272	CENTRE HOLISTIQUE D'ENERGIE NATURELLE	500 €
FALP2020-000273	GB2C	500 €
FALP2020-000274	JSD FOOD	500 €
FALP2020-000275	LE KAWA	500 €
FALP2020-000276	SIMPLEMENT BON	500 €
FALP2020-000277	SARL M.J.F	500 €
FALP2020-000278	L'ORPHEON	500 €
FALP2020-000280	LAV LAV	500 €
FALP2020-000281	ETABLISSEMENTS DAUDE	500 €
FALP2020-000285	LE SAINT ROCH	500 €
FALP2020-000287	ATASANTE	500 €
FALP2020-000289	SOON	500 €
FALP2020-000290	MOULIN A PAIN	500 €
FALP2020-000294	KARMA	500 €
FALP2020-000295	CCN	500 €
FALP2020-000296	40 MILLE	500 €
FALP2020-000298	CITYZEN MARKET	500 €
FALP2020-000299	SAKURA	500 €
FALP2020-000300	ANTEUS	417 €
FALP2020-000301	VEGAN POUR TOUS	500 €
FALP2020-000302	CAFE CINE	500 €
FALP2020-000303	ALPHAIR	500 €
FALP2020-000309	EL KHOURY	500 €
FALP2020-000310	FM LAVERIE	450 €
FALP2020-000311	CHEZ MONSIEUR	500 €
FALP2020-000312	INSTITUT FRANCAIS D'OCCITANIE	500 €
FALP2020-000315	IMMODOC RESTAURATION	500 €
FALP2020-000319	BAILLAND FLEURS	500 €

FALP2020-000320	DIET 7	500 €
FALP2020-000322	FRAY	500 €
FALP2020-000323	M.I.L.D.	500 €
FALP2020-000327	L'AGENCE ACTIONS TERRITOIRES	500 €
FALP2020-000328	MAISON V.V.S	500 €
FALP2020-000330	BARA ET GRAHAM	500 €
FALP2020-000331	RAMDAMES	371 €
FALP2020-000332	STUDIOS PHOTOGRAPHIQUES MEDITERRANEENS	500 €
FALP2020-000334	BDG MONTPELLIER	500 €
FALP2020-000335	LA BOITE A BIJOUX	500 €
FALP2020-000336	LAURIANE BEAUTE	500 €
FALP2020-000338	ECOW	500 €
FALP2020-000339	S-LOOK	500 €
FALP2020-000343	INTEMPORELLE SARL	500 €
FALP2020-000345	SASU HAND (HAVE A NICE DAY)	500 €
FALP2020-000350	LEARNING MOTION	419 €
FALP2020-000351	FEZ LAVERIE	451 €
FALP2020-000352	PMBM	500 €
FALP2020-000353	MICHON ROCO SARL	500 €
FALP2020-000355	ROBACC	500 €
FALP2020-000356	ELLOUISA	500 €
FALP2020-000359	DBHA COIFF	500 €
FALP2020-000360	DURBESSON	500 €
FALP2020-000361	LBGDT	500 €
FALP2020-000363	DUBOIS CREPERIE	500 €
FALP2020-000364	2RIM	500 €
FALP2020-000365	M.P	500 €
FALP2020-000366	BIGGER INSIDE AREA	500 €
FALP2020-000371	AKWABA RCK DIFFUSION	500 €
FALP2020-000372	KYDO	488 €
FALP2020-000373	TDV-MTP	500 €
FALP2020-000375	TIMELESS TATTOO	500 €
FALP2020-000376	SOCIETE GOLEO ET FILS	500 €
FALP2020-000377	ALLOTISS	500 €
FALP2020-000378	RN BAUD	500 €
FALP2020-000379	SOCIETE AUTO T & M	500 €
FALP2020-000380	ERICSOFF	500 €
FALP2020-000381	TESCARO	500 €
FALP2020-000382	MG EVENT	500 €
FALP2020-000383	GLAM'S POLE DANCE	500 €
FALP2020-000384	LE COMPTOIR DU DISQUE	500 €
FALP2020-000388	LES DEMOISELLES DE MONTPELLIER	500 €
FALP2020-000389	BBE	500 €
FALP2020-000390	SOCIETE JULES	500 €
FALP2020-000393	BALLES NEUVES	500 €
FALP2020-000394	WEXBALL HOLDING	375 €
FALP2020-000396	CLE2SOL	500 €
FALP2020-000397	PARENTHESSES	500 €

FALP2020-000398	BAMBA	500 €
FALP2020-000399	ALLO SAVEURS	500 €
FALP2020-000400	TITOU BOSS	500 €
FALP2020-000402	SARL O PRESSING DU CENTRE	500 €
FALP2020-000403	BARBER SHOP BOB	500 €
FALP2020-000405	GAIA	500 €
FALP2020-000406	LE P'TIT COMPTOIR	500 €
FALP2020-000412	SARL FANGUIN	500 €
FALP2020-000426	CROQ'EAT	500 €
FALP2020-000427	LBL	500 €
FALP2020-000428	SFEIR CARLA'S EYEWORKS	500 €
FALP2020-000429	L'AIGUILLERIE	500 €
FALP2020-000430	AGI TECHNIQUE	500 €
FALP2020-000431	BENOIT RESTAURATION	500 €
FALP2020-000432	THE BLACK SHEEP	500 €
FALP2020-000433	SENEIS SARL	423 €
FALP2020-000435	LE BONHEUR AU FEMININ	500 €
FALP2020-000436	MEDIALOGIK	500 €
FALP2020-000437	IDEAL FILM PROD	199 €
FALP2020-000438	R.V.D.	500 €
FALP2020-000439	ELANMAVALADEL	500 €
FALP2020-000440	ALTO	500 €
FALP2020-000441	WAKU WAKU	500 €
FALP2020-000442	IDEM	500 €
FALP2020-000443	TOUDRA SARL	500 €
FALP2020-000444	DELICES D'ORIENT	500 €
FALP2020-000447	L'OLYMPIA	500 €
FALP2020-000448	FAYS	500 €
FALP2020-000450	MOUSTACHE ET BIGOUDI	500 €
FALP2020-000451	B.M	500 €
FALP2020-000453	FG AUTO	500 €
FALP2020-000456	LA PROMENADE	500 €
FALP2020-000458	RESTAURANT CHEZ MARY	500 €
FALP2020-000460	LES JARDINS DE MARRAKECH	500 €
FALP2020-000461	SIBEL & JUDITH	500 €
FALP2020-000464	LA BELLE EPOQUE	500 €
FALP2020-000465	CREATIV HABITAT	500 €
FALP2020-000466	JAYPAT	500 €
FALP2020-000469	HIPPOLYTE FRANCE	500 €
FALP2020-000470	METAMORPHOSE	500 €
FALP2020-000471	IF'AM-CONSEILS	399 €
FALP2020-000473	C GALANT	500 €
FALP2020-000474	HUMAN PROFIL	380 €
FALP2020-000477	GAZOLINE TRIBU	500 €
FALP2020-000478	LE RADEAU	500 €
FALP2020-000479	MY WRAPS MILLENAIRE	500 €
FALP2020-000480	ESPACE BILLARD	500 €
FALP2020-000483	SALLE D'O	500 €
FALP2020-000485	MARCIANO	500 €

FALP2020-000486	JOVA NAIS	500 €
FALP2020-000488	NOANTO	500 €
FALP2020-000489	LUKMARGAUX	500 €
FALP2020-000491	OLIFLORE	500 €
FALP2020-000492	LES POETES	500 €
FALP2020-000493	SA ARCHITECTE	220 €
FALP2020-000495	INTER TRANSACTIONS II	500 €
FALP2020-000496	GOTRI	500 €
FALP2020-000498	CFIM	333 €
FALP2020-000499	KIM TROIS H	500 €
FALP2020-000500	ESTHETIQUE & BEAUTE	500 €
FALP2020-000509	HEROES PLACE	500 €
FALP2020-000510	MIDGARD TAVERN	500 €
FALP2020-000512	ENGLISH FOR LIFE	450 €
FALP2020-000513	VIVA LA FIESTA	500 €
FALP2020-000514	PROP'HOTEL	387 €
FALP2020-000523	BUBBLE WAFFLE	500 €
FALP2020-000525	C COMM	500 €
FALP2020-000526	ATELIER 16	500 €
FALP2020-000533	CORSICA PIZZ'	500 €
FALP2020-000534	MEUBLES ABC CONCEPT	500 €
FALP2020-000535	CAMINE	500 €
FALP2020-000536	BAILLARGUES AUTOMOBILES	500 €
FALP2020-000537	PHOTO CINEMA REPARATIONS	500 €
FALP2020-000538	INSTITUT KANJY	500 €
FALP2020-000540	LE BLITZ	485 €
FALP2020-000541	ARCANES	500 €
FALP2020-000542	SARL VICEN'SO	500 €
FALP2020-000543	BOURBON CREPERIE	500 €
FALP2020-000544	NYDAVY 34	500 €
FALP2020-000545	SAR	500 €
FALP2020-000546	SARL GERALDINE LAURE	500 €
FALP2020-000547	TENDANCE RITA	500 €
FALP2020-000549	EMMALICHOU	500 €
FALP2020-000550	LES ATELIERS D'ARTHUR	500 €
FALP2020-000551	SOGERDI	500 €
FALP2020-000552	GRACE IVOIRE	500 €
FALP2020-000553	ATELIER ACCESSOIRE	500 €
FALP2020-000554	DINNER	500 €
FALP2020-000557	J TREFLE AUTOMOBILES	500 €
FALP2020-000558	NATUR'LINE	500 €
FALP2020-000560	DOUFU	500 €
FALP2020-000569	ATLANTIC 34	500 €
FALP2020-000570	SOA DEVELOPPEMENT	355 €
FALP2020-000571	SYDIAM	500 €
FALP2020-000573	SRS DIFFUSION	500 €
FALP2020-000574	BUN	500 €
FALP2020-000578	MACARON DE PROVENCE	500 €
FALP2020-000580	FELICIDADE COURTAGE	500 €

FALP2020-000581	SARL CROISSANT DE LUNE	500 €
FALP2020-000582	PAUSE BEAUTE	500 €
FALP2020-000583	MINISTRY OF HAIR	500 €
FALP2020-000584	LA SUITE	500 €
FALP2020-000585	REST'AU SOLEIL	500 €
FALP2020-000587	NOON RESTAURANT	500 €
FALP2020-000588	LA PARISIENNE	500 €
FALP2020-000592	TOP FLOWERS	500 €
FALP2020-000595	MYCEA	500 €
FALP2020-000601	AMBIANCE BAR	500 €
FALP2020-000602	EXPRESSION	500 €
FALP2020-000603	ALTONOROC	500 €
FALP2020-000605	MBJ	500 €
FALP2020-000607	COUPES LANGUEDOC.COM	500 €
FALP2020-000608	JMH CONCEPT-EUR	500 €
FALP2020-000612	HILVERDA DE BOER PLANTS FRANCE	500 €
FALP2020-000613	BODYMTP	500 €
FALP2020-000615	AZ COIFFURE	303 €
FALP2020-000616	HAIRBRUSHING	500 €
FALP2020-000617	VULCAIN	500 €
FALP2020-000618	SARL EVOLUTION	500 €
FALP2020-000619	BAILLAND B	500 €
FALP2020-000621	LAPIERRE QUI ROULE	500 €
FALP2020-000622	OVALE ET SENS	500 €
FALP2020-000623	PRADIPNA	500 €
FALP2020-000625	BADR	500 €
FALP2020-000626	MELOVAN	500 €
FALP2020-000627	ROBBIN	500 €
FALP2020-000628	ENCORE PRONTO SARL	500 €
FALP2020-000629	MONTPELLIER CYCLABE	500 €
FALP2020-000630	LOFRED	500 €
FALP2020-000632	RODAFRED	500 €
FALP2020-000633	DPCB	500 €
FALP2020-000635	BEZRHOUD	460 €
FALP2020-000636	HOTEL DES ARTS	500 €
FALP2020-000637	LASK'ART	500 €
FALP2020-000638	GARAGE DU POLYGONE	500 €
FALP2020-000639	OB	500 €
FALP2020-000640	MIND PROD	452 €
FALP2020-000641	JM PHILIS LUNETIER CREATION	500 €
FALP2020-000642	COUETTES & OREILLERS	500 €
FALP2020-000644	MAGALOR	500 €
FALP2020-000645	FIL MARINE	500 €
FALP2020-000646	POUSSE ORGANIC BREAK	500 €
FALP2020-000647	RUAND	500 €
FALP2020-000648	FOGEBEC	500 €
FALP2020-000650	LE VINARIUM	500 €
FALP2020-000651	TEAM KING	500 €
FALP2020-000652	POUTINE HOUSE	500 €

FALP2020-000653	TIMES CAFE	500 €
FALP2020-000656	TIZI COIFFURE	500 €
FALP2020-000657	ANGUS & BACCHUS	500 €
FALP2020-000658	AUDREY GUIBERT IMMOBILIER	500 €
FALP2020-000659	UNIVERS CONSEILS	500 €
FALP2020-000661	LE GO FAST	155 €
TOTAL		203 229 €

• Aides du mois de juin 2020

Numéro de dossier	Civilité	Prénom	Nom	Montant de l'aide
ALE J-000006	Monsieur	ROLAND	MARTINEZ	500 €
ALE J-000011	Madame	GÉRALDINE	CRISTINA	500 €
ALE J-000012	Madame	FAUSTINE	ROUILLE	450 €
ALE J-000013	Madame	NATHALIE MIREILLE MARTINE	ZECCONI	500 €
TOTAL				1 950 €

Numéro de dossier	Raison sociale	Montant de l'aide
ALE J-000002	MARSAN KIDS	500 €
ALE J-000003	ALTONOROC	500 €
ALE J-000004	MAGALOR	500 €
ALE J-000005	AGENCE DE COMMUNICATION MONTPELLIERAINE	500 €
ALE J-000007	R.V.D.	500 €
ALE J-000008	BOUCHAUD	500 €
ALE J-000009	CONTACT INDUSTRIE	500 €
ALE J-000010	LA FINE MOUCHE	500 €
ALE J-000014	LE COIN DES ARTISTES	500 €
ALE J-000015	LE BONHEUR AU FEMININ	500 €
TOTAL		5 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'autoriser la signature de chaque convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le bénéficiaire autorisant le versement d'une aide au paiement du loyer du mois d'avril, mai ou juin pour les noms et montants figurant dans les tableau ci-dessus ;
- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- d'imputer la dépense d'un montant total de 423 972 € sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135400-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RESIDENTIELS



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Laurent JAOU, Isabelle MARSALA, Soune SERRE, Joël VERA

Habitat, logement et parcours résidentiels - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers "Courreau/Figuerolles/Nord Ecusson "- Attribution de subventions pour la réhabilitation de trois logements - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Courreau/Figuerolles/Nord-Ecusson pour la période 2016-2021. S'inscrivant dans le cadre du projet « Montpellier Grand Cœur » le programme vise à redonner de l'habitabilité aux ilots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre conférées par son statut depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte, sur ses fonds propres, en complément des aides de l'ANAH dont l'attribution lui est déléguée :

Pour les propriétaires occupants aux ressources modestes ou très modestes :

- une aide de 25% du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) ;
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention ANAH ;
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH.

Pour les propriétaires bailleurs :

- une aide de 15 % du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 10 % pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire ;
- une aide de 5 % du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonnée à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux.

Pour les syndicats de propriétaires :

- une prime de 30 % du montant des travaux éligibles, plafonnée à 3 900 € pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH ;
- une prime de 30 % du montant de la dépense, plafonnée à 1 800 € par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements occupés par des propriétaires occupants disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 22 127 €.

Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- de dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135259-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe CFNE 31 07 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Laurent JAOUL, Isabelle MARSALA, Soune SERRE, Joël VERA

Habitat, logement et parcours résidentiels - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire"2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 54 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Le 19 juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a renouvelé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 271 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes. Son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteur de Montpellier déjà concerné par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à financer annuellement au moins 246 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25 %.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur ses fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés.

Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxe des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de cinquante-quatre logements situés dans les communes de Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Vendargues, et Villeneuve-lès-Maguelone, dont deux locatifs, les autres étant occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 153 391 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau joint en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer un loyer réglementé. Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135240-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe PIG conseil juillet 2020 version V2m.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Laurent JAOU, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Soune SERRE, Joël VERA

Habitat, logement et parcours résidentiels - Construction de 24 logements sociaux - Résidence ' Le Domaine des pins ', 201 Avenue de Mireval à Villeneuve-lès-Maguelone - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La SA d'HLM PROMOLOGIS (groupe Action Logement), ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 24 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Le Domaine des pins », 201 Avenue de Mireval à Villeneuve-lès-Maguelone. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur SOGERIM comprend 17 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 7 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture DLM Associés, établis à Montpellier.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 866 754 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n° 104259 joint en annexe.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt, et à informer sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total 1 866 754 € souscrit par le bailleur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n° 104259, constitué de 4 lignes de prêts, contrat joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135000-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention GE Promologis Domaine des pins à VLM.docx
- Contrat n°104259.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Laurent JAOUÏ, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Soune SERRE, Joël VERA

Habitat, logement et parcours résidentiels - Construction de 22 logements sociaux - Résidence ' Les Violettes ', 9 Impasse des Violettes à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La SA d'HLM PROMOLOGIS (groupe Action Logement), ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 22 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Les Violettes », 9 Impasse des violettes à Castelnau-le-Lez. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Linkcity comprend 14 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain TOURRE SANCHIS.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 2 605 170 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n° 110846 joint en annexe.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants. La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant global de 2 605 170 € souscrit par le bailleur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n° 110846, constitué de 4 lignes de prêts, contrat joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-134896-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention GE Promologis Les Violettes.docx
- Contrat de prêt n° 110846.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Laurent JAOU, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Soune SERRE, Joël VERA

Habitat, logement et parcours résidentiels - Construction de 13 logements sociaux - Résidence ' Nota Verde ', 1 799 Rue Gaston Bachelard à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La SA d'HLM PROMOLOGIS (groupe Action Logement), ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 13 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Nota Verde », 1 799 Rue Gaston Bachelard à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Cogedim comprend 8 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain SERRADO.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 681 791 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n° 110847 joint en annexe.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 681 791 € souscrit par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n° 110847, constitué de 4 lignes de prêts, contrat joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-134933-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de prêt n°110847.pdf
- Convention GE Promologis Nota Verde à Mtp.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Laurent JAOUÏ, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Soune SERRE, Joël VERA

Habitat, logement et parcours résidentiels - Construction de 35 logements sociaux - Résidence ' Cœur d'Orques ', Avenue des jardins à Saint Georges d'Orques - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM SFHE - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La SA d'HLM SFHE (groupe ARCADE), ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement, l'acquisition de 35 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Cœur d'Orques », avenue des jardins à Saint Georges d'Orques. Le programme sous maîtrise d'ouvrage de la SCCV Cœur d'Orques, comprend 24 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 11 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Lebunetel.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 3 408 150 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n° 105579 joint en annexe.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 3 408 150 € souscrit par la SA d'HLM SFHE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°105579, constitué de 5 lignes de prêts, contrat joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-134975-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention GE SFHE Arcade St Georges D'Orques.docx
- SFHE - Contrat 105579 - CDC signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Laurent JAOUÏ, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Soune SERRE, Joël VERA

Habitat, logement et parcours résidentiels - Construction de 11 logements locatifs sociaux - Résidence ' Intim'East ' - rue Joseph Delteil à Clapiers - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 11 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Intim'East », rue Joseph Delteil à Clapiers. Le programme, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur FDI Promotion, comprend 7 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture Jérôme Rio à Montpellier.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 125 542 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°110852 constitué des 5 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 333 100 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 334 091 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 190 392 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 190 959 € ;
- un Prêt Booster d'un montant de 77 000 €.

Le contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de garantir à hauteur de 75 % le remboursement des cinq prêts d'un montant total de 1 125 542 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 11 logements locatifs sociaux, résidence « Intim'East », rue Joseph Delteil à Clapiers selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°110852 joint en annexe à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135012-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat CDC 110852 reçu le 1er juillet 2020.pdf
- FDI_Conv GE_Intim East_Clapiers.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Laurent JAOUL, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Soune SERRE, Joël VERA

Habitat, logement et parcours résidentiels - Construction de 6 logements sociaux - Résidence ' Patio des Arts ', 2 858 Avenue Etienne Méhul à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La SA d'HLM PROMOLOGIS (groupe Action Logement), ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 6 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Patio des Arts », 2 858 Avenue Etienne Méhul à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Vestia Promotion comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Pascale Chaumont, établis à Montferrier-sur-Lez.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 818 892 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n° 110845 joint en annexe.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total 818 892 € souscrit par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n° 110845, constitué de 4 lignes de prêts, contrat joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-134969-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention GE Promologis Patio des Arts à Montpellier.docx
- Contrat de prêt n° 110845.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Laurent JAOU, Isabelle MARSALA, Soune SERRE, Joël VERA

Habitat, logement et parcours résidentiels - Exercice de la compétence gestion du Fonds de Solidarité Logement (FSL) Métropolitain - Convention de continuité de gestion informatique avec le Département de l'Hérault du 1er janvier au 30 septembre 2020 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence Fonds de Solidarité Logement (FSL) sur son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018, à la suite des transferts intervenus avec le Département.

La continuité de la qualité de service rendu aux bénéficiaires de ce dispositif nécessite le maintien du processus informatique de traitement et de gestion des demandes développé par l'administration départementale pour une durée transitoire d'un an supplémentaire par rapport à la convention initiale approuvée respectivement par les assemblées délibérantes de la Métropole et du Département de l'Hérault le 27 novembre 2017 et le 18 décembre 2017 et qui s'achève le 31 décembre 2019.

La présente convention définit les conditions de mise en œuvre de ces interventions pour la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2020.

Elle est circonscrite au seul périmètre du FSL, les dispositions techniques et financières relatives au transfert des routes départementales et concernant le maintien d'un logiciel d'édition automatique de courrier et d'un photocopieur, étant désormais caduques.

Elle demeure établie en application des articles L. 5217-7 et L. 5215-27 du Code général des collectivités territoriales et porte désormais sur les points suivants :

- pilotage, supervision, mise à jour des procédures et des interfaces du logiciel départemental de gestion globale du FSL mis à disposition de la Métropole ;
- maintenance du système métropolitain de traitement des données ;
- hébergement des logiciels et données, réalisation de requêtes, archivage électronique ;
- évolution des applications demandées par les deux parties ou la Métropole.

Les prestations de maintenance, de supervision et de contrôle ainsi que les demandes d'interventions spécifiques de la Métropole feront l'objet d'un titre annuel établi par le Département à l'attention de la Métropole, au plus tard le 31 mars 2021.

Seules les demandes d'évolution ou d'adaptation de la solution informatique effectuées à la demande de la Métropole et à son usage unique lui seront refacturées.

Le montant des prestations relevant de cette convention de continuité informatique de gestion du FSL est estimé à environ 9 500 € TTC pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2020, hors demandes d'évolution et d'adaptations spécifiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver la convention de continuité de gestion informatique avec le Département de l'Hérault pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2020 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135342-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_continuite_transfert_FSLprolongation_201594991034319-1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Hors commission - Gratuité des transports urbains pour les habitants de la Métropole - Mise en œuvre de la 1ère étape avec la gratuité le week-end sur le réseau TaM - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Face au constat indéniable du réchauffement climatique et de ses conséquences désastreuses pour les territoires et les populations, la transition écologique est devenue une priorité, même un devoir, pour les Etats et les villes du monde entier.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite non seulement participer activement à cette transition écologique, mais également se positionner comme pionnière pour oser des solutions ambitieuses, voire radicales, à même de nous faire gagner la course contre la montre désormais engagée pour lutter contre le changement climatique.

Parallèlement, il est nécessaire de prendre en considération le cri d'alerte envoyé par les concitoyens qui ont porté des week-end durant dans les giratoires le gilet jaune. Plus jamais l'atteinte des objectifs d'une politique environnementale ne devra se faire au détriment du pouvoir d'achat des plus modestes.

Montpellier Méditerranée Métropole veut prouver qu'il existe des voies possibles pour concilier protection de l'environnement et défense du pouvoir d'achat. La transition écologique que prône Montpellier Méditerranée Métropole est une transition solidaire.

Pour réussir cette transition, il nous faut notamment « décarboner » la mobilité en ville et réduire globalement la place de la voiture.

Sur le territoire de la Métropole, 40 % des émissions de CO² proviennent des transports, et principalement de l'automobile. Faire le choix d'une mobilité décarbonée, c'est donc la garantie d'améliorer la qualité de l'air, et ainsi protéger la santé des habitants de la Métropole. En effet, la pollution de l'air respiré est source de maladies et notamment de cancers avec 48 000 morts estimés par an en France. A cet égard, Montpellier est classée 10^{ème} sur 12 agglomérations sur la qualité de l'air par Greenpeace France.

Engager Montpellier Méditerranée Métropole vers des mobilités vertueuses en matière d'environnement permettra aussi de lutter contre la congestion urbaine croissante constatée depuis plusieurs années : les classements nationaux et internationaux négatifs se suivent et se ressemblent (Montpellier classée 9^{ème} ville en France la plus embouteillée pour TomTom, 8^{ème} pour l'observatoire Inrix et même 3^{ème} par le temps perdu dans les embouteillages).

Cette congestion nuit à l'attractivité du territoire et plus particulièrement du cœur de la Métropole. Sur la seule commune de Montpellier, il s'agit de près de 140 000 véhicules qui entrent et sortent quotidiennement dans la ville, soit 280 000 déplacements dégradant fortement la qualité de vie des Montpelliérains par les embouteillages et les nuisances associées.

La nécessité d'offrir des services de mobilité plus respectueux de la planète constitue donc un enjeu majeur. Pour ce faire, un des premiers leviers à mobiliser est de rendre le transport public plus attractif pour chaque habitant de la Métropole de telle sorte qu'il soit réellement concurrentiel de la voiture particulière.

D'autres leviers seront également mobilisés au cours de ce mandat tels que les modes actifs, et plus particulièrement l'usage du vélo, la création d'une zone de faible émission sur le territoire de la métropole, la sortie progressive du diesel pour les poids lourds, la généralisation des zones à 30 km/h.

Aussi, dans le but d'inciter les habitants de la Métropole à se reporter de la voiture vers les transports

urbains, la Métropole souhaite d'un côté investir massivement dans le développement de l'offre de transport avec la réalisation de la ligne 5 de tramway, l'extension de la ligne 1, la création de 4 lignes de bus à haut niveau de service, et de l'autre instituer la gratuité du transport pour ses habitants.

L'efficacité de ce type de mesure est prouvée avec des expériences nombreuses en France comme à l'étranger : à Dunkerque par exemple, près d'un an après la mise en place de la gratuité, 48 % des nouveaux usagers du bus viennent de la voiture.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si d'autres villes comme Clermont-Ferrand, Lille, Paris ont annoncé aussi des mesures de gratuité, au moins partielle. Des pays entiers sont même passés à l'acte : l'Estonie, le Luxembourg. L'Allemagne y réfléchit !

Cette gratuité permettra d'améliorer également le pouvoir d'achat des habitants de la Métropole, ce qui constitue une revendication forte de ceux qui connaissent des difficultés sociales importantes. La gratuité des transports sera l'occasion pour de nombreuses familles, qui ne pouvaient pas bénéficier d'une tarification réduite, d'économiser sur les dépenses de transport qui, au fil des années, représentent un poste de plus en plus prépondérant dans leur budget.

A titre d'information, voici les économies substantielles que pourront réaliser les habitants de la Métropole grâce à la mise en œuvre de la gratuité intégrale au cours du mandat.

- pour un lycéen de 18 ans : 196 euros par an ;
- pour un retraité : 321 euros par an ;
- pour un salarié sans PDE : 481,50 euros par an ;
- pour un salarié disposant d'un PDE : 217 euros par an ;
- pour une famille de quatre personnes dont deux adultes avec PDE et deux enfants de plus de 18 ans : 826 euros par an soit 69 euros par mois.

Enfin, cette mesure de gratuité permettra de renforcer l'attractivité du centre-ville de Montpellier, qui subit depuis 18 mois des crises successives : manifestations des gilets jaunes, crise sanitaire liée à la pandémie de COVID, sans compter la concurrence structurelle des zones commerciales périphériques facilement accessibles en voiture.

Dans la mesure où Montpellier Méditerranée Métropole possède une attractivité touristique et commerciale forte, et qu'il ne s'agit pas de se priver des recettes provenant de la clientèle hors Métropole, cette gratuité ne s'appliquera cependant qu'aux seuls habitants du territoire métropolitain.

La gratuité pour les habitants de la Métropole est un choix de redistribution fiscale rendant plus lisible l'affectation des impôts. Aussi, avec les transports accessibles, tous les habitants de la Métropole, et notamment les classes moyennes, auront le sentiment d'une juste redistribution de l'impôt.

Fort de ces éléments, il est proposé de franchir une 1^{ère} étape dès le 1^{er} septembre prochain avec la mise en œuvre de cette gratuité le week-end (samedi et dimanche) pour les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole.

A Dunkerque, par exemple, la gratuité le week-end a conduit à une hausse du trafic voyageur de 30 % le samedi et 80 % le dimanche. L'impact financier de la mesure est évalué pour l'année 2020 à 1,4 M€.

Concrètement, sur la base d'un justificatif de domicile, les habitants de la Métropole pourront obtenir la carte de gratuité de différentes manières :

- en agence commerciale du réseau TaM ;
- via internet ;

- via l'application « M'ticket ».

Une campagne de communication spécifique sera organisée afin de préciser l'intégralité des modalités d'attribution.

Cette mesure de gratuité nécessitera un avenant au contrat de Délégation de Service Public (DSP) avec l'exploitant TaM qui est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans. Dans celui-ci, la tarification est régie par l'article n°63, qui rappelle que la tarification est une prérogative de la Métropole. La mise en œuvre technique et les impacts financiers détaillés de cette mesure seront détaillés dans cet avenant.

Il ne s'agit bien sûr que d'une 1^{ère} étape qui doit conduire au plus vite à la gratuité totale du réseau TaM pour les habitants du territoire métropolitain.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver la présente délibération, relative à la première étape, le week-end, de la mise en œuvre de la gratuité intégrale du réseau TaM, pour les habitants de la Métropole ;
- de dire que la dépense correspondante est prévue au budget principal et au budget annexe transports de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-136402-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Laurent JAOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Agnès SAURAT, Soune SERRE

Hors commission - Rapport sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole dans la prise en compte des objectifs de développement durable de l'année 2019

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2, dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable. La loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité est venue modifier la finalité « une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables » par « transition vers une économie circulaire », ainsi que la finalité relative à la préservation de la biodiversité en y intégrant la notion de sauvegarde des services fournis et des usages qui s'y rattachent.

La présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources, ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- la transition vers une économie circulaire ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Le rapport présenté dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'année 2019. Il renseigne annuellement plusieurs indicateurs de suivi et dessine les perspectives envisagées par la Métropole pour l'année 2020.

L'ONU ayant annoncé dès 2018, que nous disposions de deux ans pour changer de modèle de développement face aux évolutions climatiques, Montpellier Méditerranée Métropole accentue, en conséquence, ses politiques publiques qui accélèrent l'émergence d'un territoire adapté. Elle introduit cette année, dans son rapport de développement durable, les Objectifs de Développement Durables (ODD), qui deviennent le cadre d'un modèle de développement local résilient.

Lutte contre le changement climatique

Montpellier Méditerranée Métropole poursuit ses engagements dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique énergie-climat. Au travers notamment de la révision de son Plan climat en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), dont la stratégie a été adoptée en octobre 2019.

En 2019, l'élaboration du Schéma Directeur des Energies (SDE) a débuté et se poursuivra sur l'année 2020, le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) a été adopté en novembre 2019, la concertation relative à l'élaboration du PLUi (Plan Local d'Urbanisme intercommunal) a également débuté et son élaboration se poursuivra en 2020.

En matière de mobilité durable, une nouvelle offre de transports en commun a été mise en service dans les communes de la Métropole, au 2^{ème} semestre 2019. Discuté avec les différentes communes, ce réseau permet de mieux répondre aux besoins des habitants, par un maillage de proximité amélioré, visant l'irrigation de l'ensemble du territoire.

Concernant la maîtrise de la demande énergétique, l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC), accompagne les communes dans le suivi et l'analyse des consommations énergétiques et d'eau de leur

patrimoine, ainsi que dans le conseil technique et financier et la mise en place d'action d'économies d'énergie et d'eau.

Préservation de la biodiversité et de protection des milieux et des ressources, ainsi que de sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent

La définition d'une trame verte et bleue à l'échelle du SCoT comprend la prise en compte de la préservation des zones à enjeux de biodiversité, et la restauration des continuités écologiques. Dans la continuité, la Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie (CEN) ont établi, en 2019, une convention de coopération afin d'établir une stratégie territoriale commune de préservation de la biodiversité sur le territoire.

Depuis plusieurs années Montpellier Méditerranée Métropole, construit une politique globale de l'eau à l'échelle de son territoire, en exerçant les différentes compétences liées à son cycle. Dans la continuité, la collectivité a lancé, en 2019, l'élaboration d'un schéma de desserte en eau brute pour explorer et expertiser toutes les solutions de sécurisation et de diversification agricole compatibles avec une gestion durable et économe des ressources en eau.

Cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires et les générations

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024, adopté en novembre 2019, dans la continuité des programmes précédents, poursuit l'objectif de répartition équilibrée sur le territoire, des différents types d'offres résidentielles, notamment le logement locatif social, l'accession abordable ainsi que les logements et hébergements d'insertion. Qu'il s'agisse des étudiants, des jeunes en insertion professionnelle, des personnes âgées, ou en situation de handicap, des ménages les plus démunis, le PLH prévoit la réalisation de programmes de logements dédiés à ces différents publics.

Transition vers une économie circulaire

Dans le cadre de sa mission d'accompagnement à l'installation des entreprises, la commission technique d'attribution de pré-agrément foncier et immobilier de la Métropole, porte une attention particulière sur la capacité des entreprises à s'engager dans une démarche environnementale et écoresponsable. Sur le volet de soutien aux entreprises des secteurs du développement durable, un immobilier dédié aux entreprises et artisans des secteurs des énergies renouvelables, de l'écoconstruction et de l'économie circulaire, est porté par la Métropole. La collectivité poursuit également une politique innovante en matière d'agroécologie et d'alimentation. En octobre 2019, elle a été signataire de la charte de l'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle (AFAUP), qui vise en particulier à clarifier les bonnes pratiques.

Epanouissement de tous les êtres humains

A travers l'élaboration et la mise en œuvre de l'ensemble de ses politiques, Montpellier Méditerranée Métropole intègre pleinement l'enjeu de l'accessibilité dans la société, des personnes handicapées et à mobilité réduite. Trois champs d'actions prioritaires sont identifiés : l'aménagement de l'espace public, les transports et l'information des populations. Côté aménagement de voirie, 93 % des arrêts de bus urbains et 56 % des arrêts suburbains sont accessibles, progressivement 100 % des bus urbains et des tramways sont rendus accessibles.

Avec 47 heures d'ouverture hebdomadaire, le réseau des médiathèques métropolitaines, acteur de la démocratisation culturelle au plus près des citoyens, reste attentif à ouvrir mieux, à des moments pertinents pour des publics très diversifiés.

En 2019, concernant le développement du sport, l'évènement marquant sur le territoire fut la Coupe du Monde de football féminin.

Situation de la collectivité au regard des 5 éléments de méthode du développement durable

Dans un contexte général de lutte contre le changement climatique, Montpellier Méditerranée Métropole est engagée, avec la Ville de Montpellier, dans une démarche de labellisation Cit'Ergie, label qui a été obtenu à la fin de l'année 2019. Cit'ergie est une démarche européenne de management environnemental.

Cit'ergie sera l'outil de suivi, d'évaluation, d'amélioration continue et de diffusion des expériences du PCAET dans le réseau européen.

En 2019, dans le cadre de l'accompagnement de l'élaboration du PCAET, plusieurs dispositifs de communication, d'animation et de concertation ont été mis en œuvre et seront restitués dans un bilan de la concertation lors de l'arrêt du projet de PCAET.

L'intercommunalité à l'échelle de la Métropole, intègre une dimension assimilable à une coopérative d'action publique. Dans ce cadre, le schéma de mutualisation (14 thématiques principales répondant aux attentes des communes), offre de nouveaux services aux habitants notamment en matière culturelle, de préservation de la biodiversité ou de développement des circuits courts.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de prendre acte du rapport de développement durable 2019, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Clothilde OLLIER.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-111286-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2020-07-15 RDD Métro 2019 complet_VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasname AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Soune SERRE

Hors commission - Grand Site d'Occitanie - Candidature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée a lancé un appel à candidature afin d'identifier les grands sites régionaux susceptibles d'intégrer le réseau « Grands Sites Occitanie ». Il s'agit de sites patrimoniaux, culturels, naturels et historiques de forte notoriété qui constituent des éléments de promotion et d'attractivité majeurs à l'égard des clientèles nationale et internationale et contribuent au développement et au rayonnement des territoires dans lesquels ils se situent.

Les collectivités candidates doivent formuler un projet stratégique de territoire pour chaque « Grand Site Occitanie » et sa zone d'influence dans le cadre d'une approche transversale intégrant entre autres le tourisme, la culture, le patrimoine, l'environnement et répondant aux attentes des visiteurs locaux, régionaux, français et internationaux.

L'appel à projets est ouvert :

- aux sites engagés dans une démarche Unesco et/ou Grands Sites de France ;
- aux sites dont le cœur emblématique est un « site patrimonial remarquable » au sens défini par la loi LCAP et/ou dont les éléments remarquables sont classés ou inscrits au titre des Monuments Historiques.

Montpellier Méditerranée Métropole, dont l'ensemble du territoire a été classé Pays d'art et d'Histoire en 2019, souhaite porter la candidature du cœur historique de Montpellier, classé en secteur sauvegardé, et de sa zone d'influence. Le tourisme est un secteur économique primordial pour le territoire, cette démarche d'intégration au réseau « Grands Sites d'Occitanie » viendra renforcer l'attractivité du territoire métropolitain et compléter la politique de classement et labellisation en cours.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer un dossier auprès de la Région Occitanie afin d'intégrer le réseau « Grands sites Occitanie » ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-136459-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Soune SERRE

Hors commission - Révision de l'avis porté par Montpellier Méditerranée Métropole sur le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) est un document de planification qui précise la stratégie, les objectifs et les règles fixés par la région dans plusieurs domaines de l'aménagement du territoire.

Il définit en particulier les objectifs de la région à moyen et long termes en matière d'équilibre et d'égalité des territoires, d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, de désenclavement des territoires ruraux, d'habitat, de gestion économe de l'espace, d'intermodalité et de développement des transports, de maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique, d'air, de protection et de restauration de la biodiversité, de prévention et de gestion des déchets.

Il intègre plusieurs schémas régionaux thématiques préexistants comme le schéma régional de cohérence écologique (SRCE et schéma régional climat air énergie (SRCAE). Ce document est donc un document majeur d'aménagement du territoire régional dont la Métropole Montpellier Méditerranée est un point stratégique.

Lors de la séance ordinaire du conseil métropolitain du 31 janvier 2020 ont été pointées des problématiques d'articulations entre ce SRADDET et les documents de planification métropolitain et plus globalement entre les compétences régionales et métropolitaines, il a également été souligné des interrogations relatives à la question majeure de l'artificialisation des sols.

Depuis cette date, les discussions relatives à ce schéma ont été gelées entre les deux institutions ce qui est dommageable pour la Métropole et pour la Région Occitanie dans son ensemble, car les éléments soulevés méritent une analyse croisée plus approfondies pour en vérifier la pertinence.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de rappeler l'importance de la coopération entre la Métropole et le Conseil Régional Occitanie ;
- de donner au Président de Montpellier Méditerranée Métropole le pouvoir de rouvrir les discussions entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie sur les questions relatives au SRADDET en vue de la présentation éventuelle d'un avis complémentaire ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-136554-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Jackie GALABRUN-BOULBES, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Soune SERRE

Hors commission - Soutien aux entreprises du commerce de proximité, de l'artisanat et du tourisme - Fonds Régional L'OCCAL - Convention Région Occitanie - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'économie locale est fortement touchée par la crise sanitaire et ce depuis le mois de mars. Le tissu économique local est essentiellement composé de petites entreprises de proximité qui en font la diversité et la qualité : commerce, artisanat et professions du tourisme qui sont également les secteurs les plus durement touchés suite aux fermetures imposées et aux limitations de déplacements, de regroupements.

Le fonds L'OCCAL a été mis en place à l'initiative de la Région Occitanie pour accompagner la relance du secteur du tourisme, du commerce et de l'artisanat de proximité suite à la pandémie COVID-19.

La mobilisation conjointe des collectivités partenaires a pour objectif, dans le contexte exceptionnel actuel et face à l'urgence de la situation, d'apporter aux entreprises, associations, communes, EPCI ou autres acteurs éligibles au fonds régional L'OCCAL une réponse efficace, cohérente et coordonnée garantissant une équité de traitement sur l'ensemble du territoire régional.

Dans une logique de solidarité territoriale à l'échelle régionale, il est institué pour l'Hérault et mis en œuvre en partenariat entre :

- la Région Occitanie
- le Département de l'Hérault
- Montpellier Méditerranée Métropole
- Les communautés d'agglomération et communautés de communes
- La Banque des Territoires

Ce fonds se concentre sur la phase de redémarrage de l'activité des commerçants, artisans et professionnels du tourisme. Le fonds s'adresse aux :

- entreprises enregistrées au Registre du Commerce et des Sociétés et au Répertoire des Métiers exerçant une activité dans les secteurs du commerce de proximité et de l'artisanat ;
- entreprises enregistrées au Registre du Commerce et des Sociétés et au Répertoire des Métiers exerçant une activité dans le tourisme.

Le fonds l'Occal comporte deux volets :

- Volet 1 : Avances remboursables permettant la reprise de l'activité (aide de trésorerie)
- Volet 2 : Aide aux achats pour la mise en œuvre des mesures sanitaires (subventions en investissement)

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite participer à cette action, en abondant le fonds L'OCCAL à hauteur de 1 000 000 € (ce qui correspond à un peu plus de 2 € par habitant) et en participant aux travaux des comités techniques, du comité d'engagement au côté de l'ensemble des partenaires territoriaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver les termes du projet de convention de partenariat relative à la création du fonds L'OCCAL ;
- de dire que la dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Boris BELLANGER, Mme Julie FRÊCHE, M. Guy LAURET.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135125-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention L'occal

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Jackie GALABRUN-BOULBES, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Soune SERRE

Hors commission - Pôle de compétitivité Eurobiomed - Adhésion à l'association - Désignation d'un représentant - Autorisation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Fondée en 2009 par l'ensemble des acteurs de la filière santé des régions Provence Alpes Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon (désormais Occitanie), l'association EUROBIOMED est un pôle de compétitivité santé. EUROBIOMED offre des ressources et propose des solutions dédiées aux sociétés et aux organismes de recherche de la filière santé pour les aider à innover, à se financer, à se développer et à atteindre leurs objectifs stratégiques et commerciaux afin d'améliorer la prise en charge et la vie des patients. Ce pôle qui couvrait initialement les régions Languedoc Roussillon et Paca s'est étendu à toute l'Occitanie en fusionnant avec le pôle de l'ex-Midi-Pyrénées CANCER-BIO-SANTE par absorption.

Cette fusion contribue à créer l'un des premiers clusters européens de PME du secteur de la santé. Il comptait 380 adhérents à sa création. L'objectif est qu'ils soient 500 à l'horizon 2022 pour en faire un des principaux clusters de PME en Europe dans le secteur de la santé. Dans le cadre de la phase IV des pôles de compétitivité, une nouvelle feuille de route 2019-2022 a été établie par Eurobiomed. La stratégie du pôle comporte quatre volets : la prévention et la prédiction ; le diagnostic ; les choix personnalisés ; le suivi du parcours de santé. Et des thèmes majeurs : l'expérience du patient, les outils de santé numérique, les thérapies innovantes, les objets connectés...

Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien financier à l'association EUROBIOMED depuis sa création. Pour l'année 2020 Montpellier Méditerranée Métropole a déjà délibéré (délibération n°M2019-781 du Conseil de Métropole du 18 décembre 2019) l'attribution d'une subvention de 40 000 € pour le fonctionnement du pôle ainsi qu'une subvention de 20 000 € pour l'action Cell Comp.

Dans le cadre de cette fusion/absorption, réalisée le 20 septembre 2019, de nouveaux statuts ont été adoptés par le nouveau pôle EUROBIOMED. En application de ces statuts, un collège 4 a été créé afin de rassembler « les Collectivités territoriales financeurs du pôle et autres financeurs publics du pôle ». En outre, les nouveaux statuts réservent 6 sièges au Conseil d'administration pour les membres financeurs du collège 4. Les financeurs publics du pôle peuvent ainsi adhérer au Pôle EUROBIOMED afin de participer aux assemblées générales de l'Association en qualité de membres du collège 4, mais également, participer au Conseil d'administration de l'Association en qualité de représentant du collège 4 sous réserve d'être désignés en cette qualité par leur collège.

Conformément aux dispositions de l'article 6.2 des statuts de l'Association précisé par le règlement intérieur, les financeurs d'EUROBIOMED, ont la possibilité d'adhérer à ce collège par l'envoi d'un bulletin d'adhésion à l'association. Chaque membre est représenté par son représentant légal en exercice ou par toute autre personne dont l'habilitation à cet effet aura été notifiée au bureau lors de l'adhésion. Le changement éventuel de représentant doit également être notifié par écrit au bureau de l'association. Lorsqu'il s'agit d'une première adhésion le bureau se prononce sur l'agrément du candidat et l'informe de sa décision dans un délai de 15 jours à compter de sa délibération. La durée de l'adhésion est annuelle et expire le 31 décembre de chaque année. Les demandes de renouvellement doivent également être adressées à l'association par l'envoi d'un bulletin d'adhésion. Les membres du collège 4 sont dispensés du paiement d'une cotisation.

L'article 8.1 des statuts de l'association précise que « le Conseil d'administration peut compter jusqu'à 6 représentants issus du collège 4 dont 3 membres de la région Provence Alpes Côte d'Azur et 3 membres de la région Occitanie ». Chaque collège désigne en son sein ses représentants lors de l'assemblée générale.

Ainsi, lors de la prochaine assemblée générale qui devrait se réunir avant la fin de l'année 2020, les membres du collège 4 pourront désigner jusqu'à 6 représentants au Conseil d'administration dont 3 membres de la région Provence Alpes Côte d'Azur et 3 membres de la région Occitanie afin de respecter l'équilibre souhaité dans la représentation des territoires.

Les personnes morales participant au Conseil d'Administration sont représentées par la personne habilitée et désignée sur le bulletin d'adhésion en tant que membre de l'association.

Il est donc proposé de désigner un élu habilité à représenter Montpellier Méditerranée Métropole en tant que membre de l'association Eurobiomed au sein du collège 4, à participer aux assemblées générales du pôle et à

candidater pour représenter la Métropole au Conseil d'Administration du pôle lors de sa prochaine Assemblée Générale.

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Hind EMAD.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver l'adhésion à l'association Eurobiomed ;
- de décider à l'unanimité de procéder à la désignation par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- de désigner Madame Hind EMAD au sein du collège 4 de l'association Eurobiomed, et de l'autoriser à exercer toutes les fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-105908-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Laurent JAOUL, Isabelle MARSALA, Manu REYNAUD, Soune SERRE

Hors commission - Association France Active Airdie-Occitanie - Adhésion à l'association - Désignation d'un représentant - Intégration au Conseil d'Administration - Autorisation

Monsieur François RIO, Conseiller Métropolitain, rapporte :

L'AIRDIE, membre du réseau France Active, a pour objet de favoriser, dans la région Occitanie/Pyrénées-Méditerranées, l'insertion sociale de personnes en difficulté d'accès à l'emploi par la création et consolidation d'entreprises ou de structures d'utilité sociale ou solidaires porteuse d'emploi.

Plus précisément, l'association soutient les :

- créateurs et/ou repreneurs de TPE du secteur du commerce et de l'artisanat, les créateurs d'entreprise du secteur agricole et/ou rural qui ont des difficultés pour mobiliser des financements professionnels ;
- structures de l'Economie Sociale et Solidaire : associations, SCOP, entreprises adaptées, SCIC..., porteuses d'emplois et d'utilité sociale en création et en développement.

La vocation historique de l'Airdie, aider à la création d'entreprise, s'inscrit pleinement dans les champs de compétence de la collectivité (Développement économique et de l'emploi et Politique de la Ville) et plus précisément dans le cadre de ses objectifs d'agir en faveur de la création d'entreprises et de développer l'Economie Sociale et Solidaire (ESS).

Dernièrement, l'Airdie s'est particulièrement positionnée et impliquée pour soutenir l'émergence et le développement de projets portés par des entrepreneurs « engagés » désireux d'avoir un impact social et environnemental positifs. Cette nouvelle orientation de l'association s'accorde avec celle souhaitée par la Métropole : favoriser la responsabilité sociétale des entreprises et, plus globalement, faire en sorte que toute l'économie devienne plus sociale et solidaire.

Ces enjeux partagés avec l'Airdie, en faveur du développement économique du territoire métropolitain, ont conduit Montpellier Méditerranée Métropole à lui apporter progressivement un soutien financier toujours plus fort. Depuis 2012, la Métropole contribue au fonctionnement de l'association France Active – Airdie Occitanie. Depuis 2018, elle finance des actions de l'Airdie en faveur de l'entrepreneuriat engagé (Concours Osons les entrepreneurs engagés). Enfin, à titre exceptionnel, en 2020, dans le cadre du plan de relance post-covid, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'abonder le fonds de prêts d'honneur de l'Airdie afin d'aider des entrepreneurs de moins de 3 ans particulièrement impactés par la crise.

Compte tenu ces dernières années de l'évolution du partenariat et de l'engagement financier de la Métropole avec l'association, il est proposé d'intégrer le Conseil d'Administration en présentant la candidature de la Métropole au sein du collège des partenaires financiers les plus importants.

Conformément à l'article 5 des statuts, relatif à la composition de l'association, cette dernière se compose de 3 collèges :

- Le premier collège est constitué de « *partenaires publics et d'organismes d'intérêt public qui apportent des ressources financières à l'association de manière stable* ». La Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée, les départements de l'Aude, du Gard, de l'Hérault, de la Lozère et des Pyrénées Orientales, la Caisse des dépôts et consignment, l'Association France-Active, la Banque Populaire du Sud et la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon au titre de leur mission d'intérêt général sont membres du premier collège.
- Le deuxième collège est constitué des autres personnes morales (Fondations, Banques et Entreprises) qui apportent ou ont apporté des ressources financières à l'association pour un montant minimal fixé par le règlement intérieur de l'association ;
- Le troisième collège est constitué de personnes physiques ou des associations qui contribuent, par leur bénévolat, aux objectifs de l'association.

Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que financeur public peut donc adhérer à l'association au sein du premier collège afin de participer aux assemblées générales de l'association, sous réserve de l'accord du Conseil d'Administration et après avoir été parrainé par deux membres du premier collège (article 6). En qualité de membre du collège premier, Montpellier Méditerranée Métropole est également administrateur de droit et siège donc au Conseil d'Administration avec l'ensemble des autres membres du collège premier.

Il est proposé de désigner un élu titulaire au sein de l'association France Active – Airdie Occitanie
Monsieur le Président propose la candidature de Madame Hind EMAD.

Aucune autre candidature n'est proposé par l'Assemblée.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, ce en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'autoriser l'adhésion à l'association France Active – Airdie Occitanie et l'intégration au Conseil d'Administration ;
- de décider à l'unanimité de procéder à la désignation du représentant de la Métropole par un vote à main levée ;
- de désigner Madame Hind EMAD et de l'autoriser à exercer toutes les fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout acte relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Laurent NISON.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-133607-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Laurent JAOU, Isabelle MARSALA, Manu REYNAUD, Soune SERRE

Hors commission - Règlement Intérieur de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) et de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Commission d'Appel d'Offres (CAO) et la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) sont des instances placées au cœur du processus décisionnel pour les procédures de commande publique les plus importantes.

Par délibération le Conseil de Métropole a approuvé la création de ces commissions au sein de la Métropole de Montpellier, puis il a été procédé à l'élection de leurs membres. Les règles applicables aux CAO, initialement inscrites dans le Code des marchés publics, ont évolué lors de la transposition des directives européennes de 2014 relatives au droit de la commande publique. Cela s'est traduit notamment par l'intégration des règles de composition et de compétence des CAO dans le Code général des collectivités territoriales en prenant comme base les règles de composition des CDSP.

Au-delà, il revient à chaque établissement public de définir lui-même les règles de fonctionnement de ses CAO et CDSP. Tel est l'objet du règlement intérieur qui rappelle d'une part les règles applicables à la composition et la compétence de ces commissions et, d'autre part, qui en fixe les règles de fonctionnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) et de la Commission de Délégation de Service public (CDSP) ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-134720-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Règlement intérieur CAO CDSP 3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Hors commission - Commission d'Appel d'Offres (CAO) - Commission de Délégation de Service Public (CDSP) - Élections

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1411-5, la Commission d'Appel d'Offres et la Commission de Délégation de Service Public sont composées :

- de l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou le marché public, le Président de la Métropole ou son représentant, en tant que président de la Commission ;
- de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants ;
- lorsqu'ils y sont invités par le Président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre en charge de la concurrence, avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de chaque commission doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Le nombre d'élus est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune des listes.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, en application de l'article D. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de chacune des commissions, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction du Secrétariat Général de Montpellier ;
- la date limite de dépôt/réception a été fixée au lundi 27 juillet à 12h00 ;
- chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election de la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole », et « Election de la Commission de Délégation de Service Public de Montpellier Méditerranée Métropole » ;
- chaque liste établie pour l'élection de chacune des commissions ne pouvait comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil y compris pour les membres suppléants de la Commission d'Appel d'Offres ou de la Commission de Délégation de Service Public.

Ces modalités d'organisation de scrutin ayant été approuvées par l'Assemblée, il est donc demandé au Conseil de bien vouloir procéder à l'élection des membres des commissions d'appel d'offres et de délégation de service public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'élire au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel, de la Commission d'Appel d'Offres et de la Commission de Délégation de Services Publics ;
- d'autoriser les membres élus à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président propose de procéder à l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

Conformément à la délibération n°M2020-99 du Conseil du 15 juillet 2020, ont été déposées en amont de la séance les listes suivantes :

Liste 1 déposée par Monsieur le Président :

Titulaires :

Jacques MARTINIER
Bruno PATERNOT
Clara GIMENEZ
Florence AUBY
Sophiane MANSOURIA

Suppléants :

Christophe BOURDIN
Marie-Delphine PARPILLON
Céline PINTARD
Séverine SAINT-MARTIN
Michelle CASSAR

Liste 2 déposée par Monsieur Abdi EL KANDOOUSSI :

Titulaires :

Abdi EL KANDOOUSSI
Joëlle URBANI
Max LEVITA
Isabelle MARSALA

Suppléants :

Philippe SAUREL
Patricia MIRALLES
Bernard TRAVIER
Soune SERRE

1er tour de scrutin :

Présents ou représentés : 90

Votants : 90

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 2

Suffrages exprimés : 88

Suffrages obtenus :

Liste 1 déposée par Monsieur le Président : 80 voix

Liste 2 déposée par Monsieur Abdi EL KANDOOUSSI : 8 voix

Sont donc élus :

Titulaires :

Jacques MARTINIER
Bruno PATERNOT
Clara GIMENEZ
Florence AUBY
Sophiane MANSOURIA

Suppléants :

Christophe BOURDIN
Marie-Delphine PARPILLON
Céline PINTARD
Séverine SAINT-MARTIN
Michelle CASSAR

Monsieur le Président proclame ces résultats et prononce la clôture des opérations de vote.

Monsieur le Président propose de procéder à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Services Publics.

Conformément à la délibération n°M2020-99 du Conseil du 15 juillet 2020, ont été déposées en amont de la séance les listes suivantes :

Liste 1 déposée par Monsieur le Président :

Titulaires :

François VASQUEZ
Jean-Luc SAVY
Stéphane CHAMPAY
Régine ILLAIRE
Mikel SEBLIN

Suppléants :

Radia TIKOUK
Michelle CASSAR
Roger-Yannick CHARTIER
Anne RIMBERT
Clare HART

Liste 2 déposée par Monsieur Abdi EL KANDOOUSSI :

Titulaires :

Abdi EL KANDOOUSSI
Joëlle URBANI
Max LEVITA
Isabelle MARSALA

Suppléants :

Philippe SAUREL
Patricia MIRALLES
Bernard TRAVIER
Soune SERRE

1er tour de scrutin :

Présents ou représentés : 90

Votants : 90

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 2

Suffrages exprimés : 88

Suffrages obtenus :

Liste 1 déposée par Monsieur le Président : 80 voix

Liste 2 déposée par Monsieur Abdi EL KANDOOUSSI : 8 voix

Sont donc élus :

Titulaires :

François VASQUEZ
Jean-Luc SAVY
Stéphane CHAMPAY
Régine ILLAIRE
Mikel SEBLIN

Suppléants :

Radia TIKOUK
Michelle CASSAR
Roger-Yannick CHARTIER
Anne RIMBERT
Clare HART

Monsieur le Président propose de prendre acte des résultats des votes.

Cependant, afin de garantir l'expression pluraliste au sein de chaque commission, et en accord avec Monsieur EL KANDOSSI, Monsieur le Président propose à l'Assemblée qu'une liste soit déposée pour chaque commission et fasse l'objet d'un nouveau vote lors d'une prochaine séance du Conseil.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135057-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Hors commission - Règlement intérieur de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Commission de Contrôle des Comptes (CCC) a pour objet d'exercer un contrôle financier et comptable sur les comptes produits par les entreprises, organismes, liés à Montpellier Méditerranée Métropole par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques représentant plus de 70 000 € par an, et tenus de fournir à la Métropole des comptes détaillés de leurs opérations ; et plus particulièrement les Délégations de Service Public (DSP), en application des articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du Code général des collectivités territoriales.

Ce contrôle s'exerce sur les Rapports Annuels des Déléataires (RAD) et les derniers comptes arrêtés par les entreprises et organismes mentionnés au présent article, notamment les délégataires dans le cadre des rapports mentionnés à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales. Cette instance, composée de 5 membres titulaires et 5 membres suppléants, est présidée par le Président de la Métropole de Montpellier ou son représentant.

Il est proposé de mettre à jour les règles de fonctionnement de cette commission dans le cadre d'un nouveau règlement intérieur.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver le règlement intérieur de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-134923-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Règlement Intérieur 2020 de la CCC Metropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Hors commission - Règlement intérieur de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), créée par délibération n°4943 du 23 décembre 2002, en application de la loi n°2002-276 du 27 février 2002, examine les Rapports Annuels des Déléataires (RAD) et les Rapports sur le Prix et la Qualité des Services publics (RPQS) de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute, ainsi que le bilan d'activité des services exploités en régie. Elle émet aussi un avis sur tout projet de Délégation de Service Public (DSP), avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée.

La Commission, prévue à l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales, a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics par la voie d'associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des services publics.

Cette instance, composée de 5 élus titulaires et 5 élus suppléants et de 5 représentants d'associations locales, est présidée par le Président de la Métropole de Montpellier ou son représentant.

Il est proposé de mettre à jour les règles de fonctionnement de cette commission dans le cadre d'un nouveau règlement intérieur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le règlement intérieur de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-134922-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Règlement Intérieur 2020 de la CCSPL Metropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle mandature, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et des organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales. Il met au vote cette proposition.

A l'issue d'un vote à main levée, cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Monsieur le Président propose de procéder aux désignations suivantes :

ORGANISME	MODALITES DE DESIGNATION	CANDIDATURES PROPOSEES PAR MONSIEUR LE PRESIDENT
Aérodrome Montpellier Méditerranée Métropole <u>Commission consultative économique</u>	Scrutin uninominal 1 titulaire	Jean-Pierre RICO
Aéroport de Montpellier Méditerranée Métropole <u>Conseil de surveillance</u>	Scrutin uninominal 1 titulaire AG et censeur	Michaël DELAFOSSE
Aéroport Montpellier Méditerranée Métropole <u>Commission Consultative de l'Environnement de l'Aéroport</u>	Scrutin de liste majoritaire 3 titulaires 3 suppléants	<u>Titulaires</u> Cyril MEUNIER Manu REYNAUD Jean-Pierre RICO <u>Suppléants</u> Bernadette CONTE-ARRANZ Lionel LOPEZ Bruno PATERNOT
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	Scrutin uninominal 1 titulaire CA 1 titulaire Comité	René REVOL (CA et Comité)
Agence Départementale Information Logement (ADIL)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Claudine VASSAS-MEJRI
Agence Française d'Ingénierie Touristique (AFIT)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Cyril MEUNIER
Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC)	Scrutin de liste majoritaire 4 titulaires	Jean-François AUDRIN Michaël DELAFOSSE Coralie MANTION Isabelle TOUZARD

Agence Régionale de la Santé - Conseil Territorial de Santé (CT ARS)	Scrutin uninominal 1 titulaire 1 suppléant	<u>Titulaire</u> Charles SULTAN <u>Suppléantes</u> Florence BRAU Brigitte DEVOISSELLE
Architectes et Maîtres d'Ouvrages Occitanie Méditerranée (AMO)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Coralie MANTION
Assemblée des Communautés de France (AdCF)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Renaud CALVAT
Assemblée des Territoires de la Région	Scrutin de liste majoritaire 2 titulaires 2 suppléants	<u>Titulaires</u> Michaël DELAFOSSE Cyril MEUNIER <u>Suppléants</u> René CALVAT Bruno PATERNOT
Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE)	Scrutin de liste majoritaire 3 titulaires à désigner en vue de la dissolution	Renaud CALVAT Clara GIMENEZ Hervé MARTIN
Association des Amis du Château de Castries	Scrutin uninominal 1 titulaire 1 suppléant	<u>Titulaire</u> Eric PENSO <u>Suppléant</u> Boris BELLANGER
Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Jean-François AUDRIN
Association des Villes Universitaires de France (AVUF)	Scrutin uninominal 1 titulaire 1 suppléant	<u>Titulaire</u> Michaël DELAFOSSE <u>Suppléante</u> Florence BRAU
Association Finance Gestion Evaluation des Collectivités Territoriales (AFIGESE)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Renaud CALVAT
Association nationale des collectivités territoriales et des professionnels pour la gestion de l'énergie, des déchets, de l'eau et de l'assainissement, en faveur de la transition écologique et de la protection du climat (AMORCE)	Scrutin uninominal 1 titulaire 1 suppléant	<u>Titulaire</u> François VASQUEZ <u>Suppléante</u> Isabelle TOUZARD
Association Nationale Des Elus en charge du Sport (ANDES)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Christian ASSAF

Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Julie FRECHE
Association pour le Développement de l'Information Administrative et Juridique (ADIAJ)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Joël RAYMOND
Association Syndicale Libre Place de France	Scrutin uninominal 1 titulaire 1 suppléant	Jean-François AUDRIN
ATMO Occitanie (anciennement AIR Languedoc-Roussillon)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Isabelle TOUZARD
Centrale d'Achat du Transport Public (CATP)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Julie FRECHE
Centre de Formation des Maires et Elus Locaux de l'Hérault (CFMEL)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Renaud CALVAT
Centre Régional des Œuvres Universitaires (CROUS)	Scrutin uninominal 1 titulaire 1 suppléant	<u>Titulaire</u> Florence BRAU <u>Suppléante</u> Claudine VASSAS-MEJRI
Club des territoires urbains engagés dans la transition énergétique et écologique	Scrutin uninominal 1 titulaire	Isabelle TOUZARD
Club des Utilisateurs des logiciels Sedit Marianne (CUSMA)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Hind EMAD
Club des Villes et Territoires Cyclables	Scrutin uninominal 1 titulaire	Jean-Luc SAVY
Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle (CASSC)	Scrutin de liste majoritaire 3 titulaires 3 suppléants	<u>Titulaires</u> Jean-François AUDRIN Michelle CASSAR Joël RAYMOND <u>Suppléants</u> Michel ASLANIAN Hervé MARTIN Jacques MARTINIER
Commission d'élaboration et de suivi du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)	Scrutin uninominal 1 titulaire 1 suppléant	<u>Titulaire</u> Isabelle TOUZARD <u>Suppléant</u> Manu REYNAUD
Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC)	Président de droit 1 titulaire 2 suppléants	<u>Titulaire</u> Coralie MANTION <u>Suppléants</u> Hind EMAD Guy LAURET

Commission d'indemnisation à l'amiable 5ème ligne de tramway	Scrutin de liste majoritaire 3 titulaires 3 suppléants	<u>Titulaires</u> Renaud CALVAT Julie FRECHE Manu REYNAUD <u>Suppléants</u> Michelle CASSAR Eric PENSO Jean-Luc SAVY
Conférence Nationale Permanente du Tourisme Urbain (CNPTU)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Cyril MEUNIER
Conférence Régionale de l'Aménagement et du Développement du Territoire (CRADT)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Coralie MANTION
Conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier (CHU)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Florence BRAU
Copropriétés dont est membre 3M	Scrutin uninominal 1 titulaire 1 suppléant (par copropriété ou pour l'ensemble des copropriétés)	Pour l'ensemble des copropriétés <u>Titulaire</u> Jean-François AUDRIN <u>Suppléante</u> Clara GIMENEZ
Développement des Energies Renouvelables dans le Bâtiment et l'Industrie (DERBI)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Jean-François AUDRIN
Domaine d'Ô	Scrutin de liste majoritaire 5 titulaires 5 suppléants 2 personnalités qualifiées 2 représentants de l'administration	<u>Titulaires</u> Génies BALAZUN Michaël DELAFOSSE Eric PENSO Tasnine AKBARALY Célia SERRANO <u>Suppléants</u> Emilie CABELLO Maryse FAYE Clara GIMENEZ Manu REYNAUD Sébastien COTE <u>Personnalités qualifiées</u> Jean-Claude FALL Jean-Michel PARIS
Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Coralie MANTION
Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier (ENSAD)	Scrutin de liste majoritaire 2 titulaires	Eric PENSO Célia SERRANO

Etablissement Public Foncier Occitanie (EPF)	Scrutin uninominal 1 titulaire 1 suppléant	<u>Titulaire</u> Coralie MANTION <u>Suppléante</u> Isabelle TOUZARD
Festival Radio France Occitanie Montpellier	Scrutin de liste majoritaire 2 titulaires	Michaël DELAFOSSE Eric PENSO
Fondation Balard Pôle Chimie Balard	Scrutin uninominal 1 titulaire	Florence BRAU
France Biotech	Scrutin uninominal 1 titulaire	Hind EMAD
France Dignes	Scrutin uninominal 1 titulaire 1 suppléant	<u>Titulaire</u> Véronique NEGRET <u>Suppléant</u> René REVOL
France Urbaine	Scrutin de liste majoritaire 1 titulaire CA 1 suppléant CA 5 titulaires AG	<u>Titulaire CA</u> Michaël DELAFOSSE <u>Suppléant CA</u> Renaud CALVAT <u>Titulaires AG</u> Renaud CALVAT Michaël DELAFOSSE Frédéric LAFFORGUE Cyril MEUNIER Isabelle TOUZARD
Groupe Sup de Co Montpellier Business School	Scrutin uninominal 1 titulaire	Hind EMAD
Groupement des Autorités Responsables de Transport (GART)	Scrutin uninominal 1 titulaire 1 suppléant	<u>Titulaire</u> Julie FRECHE <u>Suppléant</u> Manu REYNAUD
Groupement pour l'Insertion des Personnes Handicapées Physiques Occitanie (GIHP)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Emilie CABELLO
Halle Tropisme (Illusion et Macadam)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Eric PENSO
Institut Chorégraphique International - Centre Chorégraphique National de Montpellier Occitanie	Scrutin uninominal 1 titulaire	Eric PENSO
Institut de l'Audiovisuel et des Télécommunications en Europe (IDATE DigiWorld)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Hind EMAD

Invest Sud de France (ISF)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Hind EMAD
Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD)	Scrutin uninominal 1 titulaire AG+CA	Coralie MANTION
Ligue Occitanie de Handball	Scrutin de liste majoritaire 2 titulaires	Christian ASSAF Christophe BOURDIN
Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Roger CAIZERGUES
Marché d'Intérêt National Montpellier MIN - SOMIMON	Scrutin de liste majoritaire 1 titulaire AG 5 titulaires	<u>Titulaire AG</u> Michaël DELAFOSSE <u>5 titulaires</u> Michel ASLANIAN Roger-Yannick CHARTIER Michaël DELAFOSSE Guy LAURET Yvon PELLET
Montpellier Contemporain (MoCo)	Scrutin de liste majoritaire 5 titulaires élus 2 titulaires PQ	<u>Titulaires élus</u> Boris BELLANGER Michaël DELAFOSSE Fanny DOMBRE-COSTE Eric PENSO Anne RIMBERT <u>Personnalités qualifiées</u> Philippe PIGUET et Frédéric NERY
Montpellier Events	Scrutin de liste majoritaire 1 titulaire AG+CA 5 titulaires CA	<u>Titulaire AG+CA</u> Michaël DELAFOSSE <u>Titulaires</u> Michaël DELAFOSSE Hind EMAD Clare HART Frédéric LAFFORGUE Cyril MEUNIER
Montpellier SupAgro	Scrutin uninominal 1 titulaire	Florence BRAU
Occitanie en scène (anciennement Association Réseau en scène Languedoc-Roussillon)	Scrutin uninominal 1 titulaire	Eric PENSO
Occitanie Events	Scrutin uninominal 1 titulaire AG+CA	Cyril MEUNIER

Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole	Scrutin de liste majoritaire 14 titulaires élus 6 titulaires personnalités qualifiées	<u>Titulaires élus</u> Boris BELLANGER Roger-Yannick CHARTIER Michaël DELAFOSSE Brigitte DEVOISSELLE Clare HART Jean-Luc MEISSONNIER Cyril MEUNIER Véronique NEGRET Eric PENSO Jean-Pierre RICO Jean-Luc SAVY Claudine VASSAS-MEJRI Bruno PATERNOT <u>Titulaires</u> <u>personnalités qualifiées</u> Bernard AZEMA Laurent BEAUD Nicole BIGAS Michel DEREYMOND Brigitte ROUSSEL-GALIANA
Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (OPH ACM)	Scrutin de liste majoritaire CA : 6 titulaires élus CA 7 titulaires personnalités qualifiées	<u>Elus :</u> Michel CALVO Yves BARRAL Radia TIKOUK Stéphane CHAMPAY Patricia WEBER William ARS <u>Personnalités qualifiées :</u> Michel ARROUY Jérôme LOPEZ Virginie NORMAND Eric BERARD Daniel ROBEQUAIN Thierry JAMMÉS Daniel BALMEFRESOL
Open Data France	Scrutin uninominal 1 titulaire	Hind EMAD
Service Funéraire de Montpellier Méditerranée Métropole (SFMA)	Scrutin de liste majoritaire 1 titulaire CA+AG 7 titulaires CA	<u>Titulaire CA+AG</u> Eliane LLORET <u>Titulaires CA</u> Florence BRAU Zohra DIRHOUSI Nathalie LEVY Joël VERA Sophiane MANSOURIA Régine ILLAIRE Bruno PATERNOT

Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M)	Scrutin de liste majoritaire 1 titulaire CA+AG 8 titulaires CA 1 censeur	<u>Titulaire CA+AG</u> Michaël DELAFOSSE <u>Titulaires CA</u> Sophiane MANSOURIA Hervé MARTIN Roger-Yannick CHARTIER Hind EMAD Arnaud MOYNIER Geniès BALAZUN Stéphane CHAMPAY Michel ASLANIAN <u>Censeur</u> Catherine RIBOT
Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM)	Scrutin de liste majoritaire 1 titulaire CA+AG 3 titulaires CA	<u>Titulaire CA+AG</u> Michel ASLANIAN <u>Titulaires CA</u> Jean-Luc SAVY Renaud CALVAT Jacques MARTINIER
Syndicat d'Assainissement des Terres de l'Étang de l'Or (SIATEO)	Scrutin de liste majoritaire 1 titulaire 1 suppléant	<u>Titulaire</u> Jean-Pierre RICO <u>Suppléant</u> Jean-François AUDRIN
Syndicat Hérault Energies (SHE)	Scrutin de liste majoritaire Comité syndical 6 titulaires 6 suppléants	<u>Titulaires</u> Jean-François AUDRIN Géniès BALAZUN Michelle CASSAR Arnaud MOYNIER François RIO Joël VERA <u>Suppléants</u> Serge DESSEIGNE Mylène FOURCADE Régine ILLAIRE Joël RAYMOND Isabelle TOUZARD Jean-François AUDRIN
Syndicat Hérault Energies (SHE) <u>Commission consultative paritaire</u>	Scrutin uninominal Comité syndical 1 titulaire 1 suppléant	<u>Titulaire</u> Stéphane CHAMPAY <u>Suppléant</u> Marie-Delphine PARPILLON

<p>Syndicat Intercommunal d'Electrification de la Région Nord Est Montpellier (SIERNEM)</p>	<p>Scrutin de liste majoritaire Comité syndical 6 titulaires 6 suppléants (ouvert aux élus communaux)</p>	<p><u>Titulaires représentant la commune de St Brès :</u> Laurent JAOUL (3M) Josy SCHWARTZ (élu communal) Marc ROUDIL (élu communal) <u>Titulaires représentant la commune de St Drézery</u> Jackie GALABRUN-BOULBES (3M) Jean-Philippe DACHEUX (élu communal) Daniel SALVADOR (élu communal) <u>Suppléants</u> Joël RAYMOND (3M) Joël VERA (3M) Céline LEBOS (Saint Brès) Joël CANTIE (Saint Brès) Françoise SIRVEN (Saint Drézery) Richard LAVIE (Saint Drézery)</p>
<p>Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM)</p>	<p>Scrutin de liste majoritaire 6 titulaires dont 1 AG</p>	<p><u>Titulaires</u> Laurent NISON (AG) Mathilde BORNE Clara GIMENEZ Coralie MANTION Jean-Pierre RICO Jean-Luc SAVY</p>

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- de désigner les nouveaux représentants de la Métropole au sein des différentes instances de ces structures et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- de porter leur candidature et de les autoriser à accepter toutes fonctions qui pourraient leur être confiées dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-136321-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Arnaud MOYNIER, Soune SERRE

Hors commission - Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), créée par délibération n°4943 du 23 décembre 2002, en application de la loi n°2002-276 du 27 février 2002, examine les rapports annuels des délégataires (RAD) et les rapports sur le prix et la qualité des services publics (RPQS) de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute, ainsi que le bilan d'activité des services exploités en régie. Elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public (DSP), avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée. La CCSPL prévue à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics par la voie d'associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des services publics.

Elle était présidée en 2019 par Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée à l'administration générale, contentieux, affaires juridiques et protocole, et était composée par ailleurs des membres suivants :

- 5 conseillers métropolitains membres titulaires :

- Monsieur Laurent JAOUL
- Monsieur Gilbert PASTOR
- Madame Titina DASYLVA
- Madame Maud BODKIN
- Madame Annie YAGUE

- 5 Conseillers métropolitains membres suppléants :

- Monsieur Gérard LANNELONGUE
- Madame Valérie BARTHAS-ORSAL
- Madame Michèle DRAY-FITOUSSI
- Monsieur Arnaud MOYNIER
- Madame Rosy BUONO

- Et de manière paritaire, d'un représentant des associations d'usagers suivantes :

- FNAUT (Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports)
- CLCV (Consommation Logement Cadre de Vie)
- VELOCITE LANGUEDOC
- PAILLADE MOSSON COULEE VERTE
- LRNE (Languedoc Roussillon Nature Environnement)

Les services publics et équipements métropolitains qui font l'objet d'un examen par la Commission des Services Publics Locaux restent actuellement les suivants :

- Patinoire Vegapolis ;
- Planetocéan ;
- Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- Service public des transports en commun urbains ;
- Service public de l'assainissement (3 contrats) ;
- Marché d'Intérêt National ;
- Parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe" ;
- Parc de stationnement "Peyrou Pitot" ;
- Parcs de stationnement "Antigone" et "Comédie" ;
- Parc de stationnement "Europa" ;
- Parc de stationnement "Gambetta" ;
- Parc de stationnement "Nouveau Saint Roch" ;
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid ;
- Concession de gaz (24 contrats) ;
- Concession d'électricité (7 contrats) ;
- Unité de méthanisation Ametyst ;
- Service public de l'eau potable (Régie de l'eau) ;
- RPQS eau potable, eau brute ;
- RPQS assainissement ;

- RPQS collecte et traitement des déchets.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du CGCT, le Président de la CCSPL présente à son assemblée délibérante, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente. Cette échéance n'a pu être respectée compte tenue de la période d'état d'urgence sanitaire relative au Covid-19 déclarée par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020, puis de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant la période jusqu'au 10 juillet 2020, ainsi que de la période de l'entre-deux tours relative aux élections municipales de 2020.

Depuis le mois d'octobre 2016, l'organisation et la gestion des séances de la CCSPL, sont conduites par la Direction du Contrôle de Gestion Externe de Montpellier Méditerranée Métropole.

Concernant l'examen des rapports des délégataires (RAD) et les rapports sur le prix et la qualité des services publics (RPQS) au titre de l'année 2018, la CCSPL s'est réunie les 18 septembre 2019 et 12 décembre 2019 pour traiter les dossiers suivants :

Séance du 18/09/2019

- ✓ RPQS 2018 Collecte et Traitement des déchets ;
- ✓ RPQS 2018 Assainissement ;
- ✓ RPQS 2018 Eau Potable ;
- ✓ Bilan d'activité de la Régie de l'eau ;
- ✓ RAD 2018 Usine de méthanisation Ametyst ;
- ✓ RAD 2018 Collecte et traitement des eaux usées relatifs à la station d'épuration Maéra (2 contrats) ;
- ✓ RAD 2018 Collecte et traitement des eaux usées du Secteur Est-Ouest.

Séance du 12/12/2019

- ✓ RAD 2018 Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- ✓ RAD 2018 Patinoire Vegapolis ;
- ✓ RAD 2018 Distribution d'Electricité (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- ✓ RAD 2018 Distribution de Gaz (24 contrats).

Séance du 12/12/2019

Cette séance a été présidée selon arrêté exceptionnel par Madame Maud BODKIN compte tenu du conflit d'intérêt liant Madame Isabelle GUIRAUD en tant que représentante de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du conseil d'administration du délégataire du service public concerné :

- ✓ RAD 2018 Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF).

Séance du 5/12/2019 reportée au 28/02/2020

Les séances de CCSPL se réunissent normalement en fin d'année pour examiner les RAD de l'année précédente. Cependant faute de quorum, la séance du 5 décembre 2019 a dû être reportée pour finalement se tenir pour une ultime séance le 28 février 2020, afin de finaliser la présentation des dossiers relatifs à l'année 2018.

Elle a examiné les dossiers suivants :

- ✓ RAD 2018 Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- ✓ RAD 2018 Marché d'Intérêt National ;
- ✓ RAD 2018 Services de transports urbains ;
- ✓ RAD 2018 Stationnement en ouvrages Parkings (9 parkings - 7 contrats) ;
- ✓ RAD 2018 Planetocéan.

Les avis significatifs de la CCSPL ont notamment porté sur la DSP Patinoire Vegapolis. La commission a en effet rendu, à l'unanimité, un avis favorable avec observation, portant sur la problématique des créneaux scolaires réservés au sein de la patinoire, non utilisés par certaines classes de manière récurrente, et payés par Montpellier Méditerranée Métropole au délégataire. Il est proposé d'étudier un cadre de mise en œuvre plus efficient regroupant l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus de réservation des créneaux scolaires au sein de la patinoire (académie, délégant, délégataire, instituteurs, chefs d'établissement).

La commission a rendu un avis défavorable concernant les DSP Concessions d'Electricité et de Gaz, malgré l'amélioration des échanges et des efforts constatés sur certains points avec ces délégataires. La Commission a en effet relevé des observations portant notamment sur l'opacité des données financières basées sur des clés de répartition, ainsi que sur le suivi des investissements, patrimoine du délégant pour ces concessions. La commission a rappelé également que le délégataire des concessions d'électricité doit privilégier une

politique d'investissement basée sur le préventif plutôt que le curatif.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue des séances de la CCSPL, les rapports annuels des délégataires portant sur les 49 contrats ont également fait l'objet d'un examen par la Commission de Contrôle des Comptes, qui était présidée par Monsieur Max LEVITA et composée d'élus métropolitains, pour l'examen des comptes 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole pour l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-131871-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PAPPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Arnaud MOYNIER, Soune SERRE

Hors commission - Rapport d'activité de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Commission de Contrôle des Comptes (CCC) créée par délibération n°12398 du 30 juillet 2014, a pour objet d'exercer un contrôle financier et comptable sur les comptes produits par les entreprises, organismes, liés à Montpellier Méditerranée Métropole par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques représentant plus de 70 000 € par an, et tenus de fournir à la Métropole des comptes détaillés de leurs opérations ; et plus particulièrement les Délégations de Service Public (DSP), en application des articles R.2222-1 à R.2222-5 du Code général des collectivités territoriales.

Ce contrôle s'exerce sur les Rapports Annuels des Déléataires (RAD) et les derniers comptes arrêtés par les entreprises et organismes mentionnés au présent article, notamment les délégataires dans le cadre des rapports mentionnés à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales.

La Commission était présidée par le représentant du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, désigné par arrêté, Monsieur Max LEVITA, et composée par ailleurs des membres suivants :

- 3 conseillers métropolitains membres titulaires :
 - Jean-Pierre RICO,
 - Eric PENSO,
 - Gérard LANNELONGUE,
- 5 Conseillers métropolitains membres suppléants :
 - Jean-Luc SAVY,
 - Renaud CALVAT,
 - Annie YAGUE,
 - Pierre BONNAL,
 - Jacques DOMERGUE.

Les services publics et équipements métropolitains qui font l'objet d'un examen par la CCC restent actuellement les suivants :

- Patinoire Vegapolis ;
- Planetocéan ;
- Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- Service public des transports en commun urbains ;
- Service public de l'assainissement (3 contrats) ;
- Marché d'Intérêt National ;
- Parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe" ;
- Parc de stationnement "Peyrou Pitot" ;
- Parcs de stationnement "Antigone" et "Comédie" ;
- Parc de stationnement "Europa" ;
- Parc de stationnement "Gambetta" ;
- Parc de stationnement "Nouveau Saint Roch" ;
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid ;
- Concession de gaz (24 contrats) ;
- Concession d'électricité (7 contrats) ;
- Unité de méthanisation Ametyst ;

Le Président de la CCC présente à son assemblée délibérante chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

L'organisation et la gestion des séances de la CCC, sont conduites par la Direction du Contrôle de Gestion Externe de Montpellier Méditerranée Métropole.

La CCC se réunit normalement en fin d'année pour examiner les RAD et les comptes de l'année précédente. Cependant, faute de quorum, les séances du 3 et 7 décembre 2018 ont été reportées au 11 et 18 janvier 2019, pour finalement se tenir au 21 et 26 mars 2019, pour l'examen des RAD et des comptes de l'exercice 2017.

Séance du 21/03/2019

La CCC s'est réunie tardivement le 21 mars 2019. Elle a examiné les RAD et les comptes de l'exercice 2017 des DSP suivantes :

- ✓ DSP Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- ✓ DSP Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- ✓ DSP Distribution d'Electricité (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- ✓ DSP Distribution de Gaz (24 contrats) ;

Séance du 26/03/2019

La CCC s'est réunie tardivement pour une ultime séance le 26 mars 2019, afin de finaliser la présentation des dossiers relatifs à l'année 2017. Elle a examiné les RAD et les comptes de l'exercice 2017 des DSP suivantes :

- ✓ DSP Planetocéan ;
- ✓ DSP Patinoire Végapolis ;
- ✓ DSP Service public des transports urbains ;
- ✓ DSP Stationnement en ouvrages Parkings (9 parkings - 7 contrats) ;

Les avis significatifs de la Commission au titre de l'examen de l'année 2017 ont porté sur les délégations de services publics suivantes :

La Commission a rendu un avis favorable à l'unanimité sur la présentation au titre de l'examen des RAD Gaz et des RAD Electricité. Toutefois si un avis favorable a été rendu sur l'aspect technique, des observations et des réserves ont été émises sur les éléments financiers et patrimoniaux, compte tenu notamment de l'opacité relative aux investissements, patrimoine du délégant de Montpellier Méditerranée Métropole, et sur la reprise de ces investissements au terme du contrat. La commission de contrôle des comptes a souhaité que ces observations soient soumises aux délégataires dans le cadre d'un courrier.

La Commission a rendu un avis favorable à l'unanimité sur la présentation et l'examen du RAD Végapolis, mais des observations ont été émises sur les difficultés à appréhender les données comptables et financières avec le délégataire, compte tenu des écarts subsistants dans le cadre du contrôle des comptes ; par ailleurs il a été relevé le non-respect du formalisme associé au contrat dans le cadre des annexes financières et du rapport du délégataire. La CCC a souhaité que ces observations soient soumises au délégataire dans le cadre d'un courrier.

Séance du 13/09/2019

La CCC s'est réunie le 13 septembre 2019 pour examiner les RAD et les comptes de l'exercice 2018 des DSP suivantes :

- ✓ DSP Usine de méthanisation Amétyst ;
- ✓ DSP Collecte et traitement des eaux usées relatifs à la station d'épuration Maera (2 contrats) ;
- ✓ DSP Collecte et traitement des eaux usées du Secteur Est-Ouest.

Séance du 16/12/2019

La CCC s'est réunie le 16 décembre 2019 pour examiner les RAD et les comptes de l'exercice 2018 des DSP suivantes :

- ✓ DSP Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- ✓ DSP Distribution d'Electricité (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- ✓ DSP Distribution de Gaz (24 contrats).
- ✓ DSP Patinoire Vegapolis ;

Les avis significatifs de la Commission au titre de l'examen de l'année 2018 ont porté sur les délégations de services publics suivantes :

La Commission a rendu un avis favorable à l'unanimité sur l'examen des DSP Gaz et Electricité. Malgré l'amélioration des échanges et le constat d'efforts sur certains points, la commission a toutefois maintenu des observations et émis des réserves concernant à la fois les éléments financiers de la délégation, mais aussi le suivi du patrimoine, compte tenu de l'opacité relative aux investissements qui feront l'objet de reprise par Montpellier Méditerranée Métropole dans des conditions restant à strictement encadrer en vue du terme du contrat.

La Commission a rendu un avis favorable sur l'examen de la DSP Vegapolis, mais des observations ont été émises quant aux difficultés à appréhender les données comptables et financières avec le délégataire. Des écarts et des désaccords subsistent avec le délégataire dans le cadre du contrôle des comptes ayant notamment un impact sur la redevance versée à Montpellier Méditerranée Métropole.

La CCC se réunit normalement en fin d'année pour examiner les RAD et les comptes de l'année précédente, cependant faute de quorum la séance du 2 décembre 2019 a été reportée au 25 février 2020 pour l'examen de comptes 2018.

Séance du 25/02/2020

- ✓ DSP Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- ✓ DSP Marché d'Intérêt National.
- ✓ DSP Planetocéan Montpellier.
- ✓ DSP Services de transports urbains ;
- ✓ DSP Stationnement en ouvrages Parkings (9 parkings - 7 contrats) ;

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue des séances de la CCC, les rapports annuels des délégataires portant sur les 49 contrats ont également fait l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, qui était présidée par Madame Isabelle GUIRAUD et composée paritairement d'élus métropolitains et d'associations d'usagers, pour l'examen des RAD et des comptes 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de prendre acte des travaux de la Commission de Contrôle des Comptes de la Métropole pour l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-131888-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PAPPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Arnaud MOYNIER, Soune SERRE

Hors commission - Rapports Annuels des Déléataires de Service Public de l'exercice 2019 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En vertu de l'article 52 de l'ordonnance du 29 janvier 2016, les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Conformément aux articles L. 1411-3 et L.1411-13 du CGCT, dès réception, ces rapports doivent être inscrits à l'ordre du jour du plus proche Conseil et mis à la disposition du public en mairie, ainsi qu'au siège de la Métropole, dans les quinze jours de leur réception, pendant une durée d'un mois.

En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

Il est donc proposé à l'Assemblée de prendre acte de la réception des rapports annuels des délégations de services publics au titre de l'exercice 2019, remis au plus tard le 1^{er} juin 2020 conformément à la réglementation en vigueur et relatifs aux équipements ou services publics suivants :

Equipement / Service	Déléataire
Transports publics urbains	SAEML TAM
Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud	SAEML MONTPELLIER EVENTS
Planetocéan Montpellier	SAS PLANETOCEANWORLD MONTPELLIER
Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium	SAEML SFMA
Parcs de stationnement Foch-Préfecture/Marché aux fleurs et Arc-de-Triomphe	SA EFFIA
Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid	SAEML SERM
Concession de Gaz (24 contrats – 30 communes)	SA GRDF
Concessions d'Electricité (7 contrats – 7 communes)	SA ENEDIS
MAERA, Station de traitement des eaux usées	SCA VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux
Collecte des eaux usées des communes raccordées à MAERA	SCA VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux
Collecte et traitement des eaux usées sur les secteurs Est et Ouest	SAS AQUALTER

Compte tenu de la situation exceptionnelle d'état d'urgence sanitaire relative au Covid-19 déclarée par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020, puis de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant la période jusqu'au 10 juillet 2020, certains délégataires ont connu des retards administratifs. Les rapports 2019 des services publics suivants ont été réceptionnés après l'échéance du 1^{er} juin 2020 :

Equipement / Service	Délégataire
Patinoire Vegapolis	SARL VM34000
Parc de stationnement Peyrou-Pitot	SA INDIGO
Parc de stationnement Antigone	SAEML TAM
Parc de stationnement Comédie	SAEML TAM
Parc de stationnement Europa	SAEML TAM
Parc de stationnement Gambetta	SAEML TAM
Parc de stationnement Nouveau Saint Roch	SASU SAINT ROCH STATIONNEMENT
Marché d'Intérêt National	SAEML SOMIMON
Unité de méthanisation AMETYST	SAS AMETYST

Les rapports 2019 des services publics suivants n'ont pas été remis à ce jour :

- Sous-concessions d'exploitation du domaine public maritime sur la plage de Villeneuve les Maguelone.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de prendre acte de la réception des rapports des délégataires de services public au titre de l'exercice 2019 dans les délais, et conformément à la réglementation en vigueur et annexés à la délibération ;
- de confier l'examen de ces rapports à la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- de confier l'examen de ces rapports et autoriser la Commission de Contrôle des Comptes à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Julien MIRO.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-133126-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Soune SERRE

Hors commission - Procès-verbal du 31 Janvier 2020 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le procès-verbal est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 31 janvier 2020,
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Serge DESSEIGNE, Mme Véronique NEGRET.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-137183-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV 31-01 ET SYNTHÈSE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**LITTORAL, PREVENTION DES RISQUES MAJEURS,
GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET
PREVENTION DES INONDATIONS**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Littoral, prévention des risques
majeurs, gestion des milieux
aquatiques et prévention des
inondations

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Laurent JAOU, Isabelle MARSALA, Anne RIMBERT, François RIO, Soune SERRE, Joël VERA

Littoral, prévention des risques majeurs, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations - Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Dissolution du Syndicat intercommunal d'assainissement des Terres de l'Etang de l'Or - Convention de liquidation - Approbation - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement des Terres de l'Etang de l'Or (SIATEO), a été créé par arrêté préfectoral du 18 novembre 1959. Initialement composé exclusivement de communes, il regroupe trois Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : Montpellier Méditerranée Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

Ce syndicat a pour objet :

- d'exécuter tous travaux se rapportant à l'aménagement des émissaires et fossés tributaires pour assurer un meilleur écoulement gravitaire, ainsi qu'à tous les endiguements de protection, de les entretenir et de les exploiter ;
- de réaliser l'étude de l'assainissement des terres basses par pompage.

Le SIATEO présente la particularité d'être propriétaire d'une grande partie des berges des cours d'eau traversant le territoire. Son budget est essentiellement consacré à l'entretien de rivières et au financement de projets en cours pour la restauration de cours d'eau.

Les trois membres exerçant la compétence GEMAPI, en concertation avec les élus du conseil syndical du SIATEO, se sont prononcés sur la dissolution du syndicat au 31 décembre 2019 par voie délibérative :

- le 28 mars 2019 pour la Communauté de Communes du Pays de Lunel (délibération n°432019) ;
- le 25 juin 2019 pour la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or (délibération n°CC2019/51), ;
- le 25 juin 2019 pour la Métropole Montpellier Méditerranée (délibération n°M2019-317).

Ainsi, conformément à l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1529 en date du 28 novembre 2019 (joint en annexe) mettant fin à l'exercice des compétences du SIATEO à compter du 31 décembre 2019, le syndicat sera dissout conformément à l'article L. 5212-33 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et dans le respect des dispositions des articles L. 5211-25-1 et L. 5211-26 du CGCT.

La présente convention établie conjointement entre les 3 EPCI adhérents et le SYMBO (Syndicat Mixte du Bassin de l'Or), a pour objet de fixer les modalités de liquidation relatives à la dissolution du SIATEO, donnant lieu à répartition du personnel, des résultats comptables, des restes à réaliser, de l'actif et du passif (immobilisations, biens, subventions d'équipement, trésorerie, etc) et de la dette. Après son adoption, un arrêté préfectoral de dissolution viendra définitivement acter la fin de ce syndicat mixte. Le Comité syndical du SIATEO, lors de sa dernière réunion du 6 décembre 2019, a approuvé l'ensemble de ces modalités de dissolution évoquées.

Ce document, après établissement des derniers comptes administratifs et comptes de gestion, réaffecte les résultats constatés selon la clef de répartition budgétaire établie dans les statuts du SIATEO, soit 4,54 % pour Montpellier Méditerranée Métropole :

- répartition du résultat de fonctionnement : 6 058,81 €
- répartition du résultat d'investissement : 1 979,00 €

Le solde de trésorerie définitif versé à la Métropole s'élève au 31 décembre 2019 à 8 037,81 €. Le SYMBO reprend le personnel (1 ETP de technicien principal) ainsi que les biens associés au fonctionnement du poste (1 voiture et 1 ordinateur portable).

En terme de patrimoine immobilier, les propriétés foncières sont transférées aux EPCI concernés ainsi que les ouvrages hydrauliques présents sur leur territoire respectif. La Métropole est concernée par le transfert d'un ouvrage hydraulique situé sur les anciennes salines de Pérols, aujourd'hui géré par la commune de Pérols.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver le projet de convention de liquidation du Syndicat Intercommunal d'Assainissement des Terres de l'Étang de l'Or tel qu'annexé ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-130885-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- XA 3.1.5. - Convention de liquidation du SIATEO - Annexe 2.pdf
- SIATEO_Convention_de_liquidation_VF1591363938452.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Littoral, prévention des risques
majeurs, gestion des milieux
aquatiques et prévention des
inondations

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Laurent JAOU, Isabelle MARSALA, Manu REYNAUD, Soune SERRE, Joël VERA

Littoral, prévention des risques majeurs, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations - GEMAPI - Les Salines de Villeneuve et l'Etang de Vic - Convention d'attribution d'une subvention pour la mise en œuvre des plans de gestion des sites au Conservatoire d'Espaces Naturels Languedoc-Roussillon - Exercice 2020 - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence GEMAPI relative à la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides.

Une convention cadre avec le Conservatoire du Littoral a été adoptée le 1^{er} août 2018 et déclinée sur chaque site naturel protégé dans le périmètre de la Métropole, sur les communes littorales de Pérols, Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone :

- la convention de gestion des marais du Méjean (n°34-98), en lien avec la commune de Lattes, adoptée le 10 décembre 2018 ;
- la convention de gestion du site de l'étang de Vic en lien avec le CEN L-R et Sète Agglopôle méditerranée (n°34-132), signée le 3 octobre 2018 ;
- la convention de gestion du site des salines de Villeneuve (n°34-295), en lien avec le CEN L-R et Sète Agglopôle Méditerranée adoptée le 22 mars 2019.

La présente délibération a pour but d'attribuer une subvention au CEN L-R pour la mise en œuvre des plans de gestion sur les sites de l'étang de Vic et des Salines de Villeneuve (conventions n°34-295 et n° 34-132), sur l'année 2020. Cette convention définit les engagements respectifs du CEN L-R et de Montpellier Méditerranée Métropole sur les volets opérationnels et financiers afférents au programme d'actions défini conjointement.

Ce programme d'actions est présenté en comité de gestion du site, qui réunit annuellement les acteurs du territoire. Il est inscrit dans les plans de gestion adoptés sur chaque site en 2012 pour les Salines de Villeneuve et en 2015 sur l'étang de Vic.

Il comporte des opérations ayant pour objectif de :

- Conserver ou restaurer les rôles et fonctionnalités de la zone humide (17 % du temps de travail) ;
- Organiser l'accueil et la fréquentation des sites (22 %) ;
- Préserver et mettre en valeur les sites (7 %) ;
- Organiser les activités économiques et traditionnelles (12 %) ;
- Gérer et affiner les connaissances sur les milieux (13 %) ;
- Assurer et conforter la gestion courante des sites (29 %).

Le coût global de ce programme d'actions partenarial est estimé à 214 000 €, avec le plan de financement suivant :

- CEN L-R : 12 %
- Montpellier Méditerranée Métropole : 54 %
- Région Occitanie : 14 %
- Département de l'Hérault : 14 %
- Sète Agglopôle Méditerranée : 6 %

Ce coût couvre notamment les frais liés à l'affectation au site des Salines d'un conservateur à temps plein ainsi que d'un garde du littoral.

La Région Occitanie et le Département de l'Hérault interviennent dans le cadre de la convention pour la gestion et la mise en valeur des espaces naturels sensibles du littoral dans le département de l'Hérault, propriétés du Conservatoire du Littoral, sur la période 2018/2020.

Sète Agglopôle Méditerranée contribue au financement d'une part, des missions du CEN L-R et mobilise d'autre part, en régie, les agents/gardes du littoral de son service espaces naturels (à hauteur de 100 jours de travail estimés en 2020) sur les terrains concernés par son périmètre de compétence.

La maison du site des Salines de Villeneuve est située sur le périmètre administratif de la commune de

Villeneuve-lès-Maguelone. Elle accueille le public et les équipes techniques du CEN L-R, en charge de la mise en œuvre du programme d'actions précédemment détaillé.

La convention précise les modalités de versement et de contrôle de la participation financière de la Métropole. Il est prévu d'apporter un soutien financier au CEN L-R à hauteur de 115 500 € sur 2020, pour la mise en œuvre du programme d'actions, comme sur l'exercice budgétaire 2019, mobilisé via la taxe GEMAPI.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver la convention d'attribution de subventions relative à la mise en œuvre du plan de gestion sur les sites du Conservatoire du Littoral, de l'étang de Vic et des Salines de Villeneuve, entre le CEN L-R et Montpellier Métropole Méditerranée, sur l'année 2020 ;
- d'apporter un soutien financier au CEN L-R à hauteur de 115 500 € sur 2020 pour la mise en œuvre du programme d'actions 2020 sur les sites de l'étang de Vic et des Salines de Villeneuve ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-111025-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention subventions Salines et Vic

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION SOCIALE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Politique de la ville et cohésion
sociale

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Laurent JAOU, Isabelle MARSALA, Anne RIMBERT, François RIO, Soune SERRE, Joël VERA

Politique de la ville et cohésion sociale - Quartiers d'été 2020 - Vacances apprenantes - Approbation du programme et demande de subventions pour les actions renforcées

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La réouverture partielle voire incertaine des frontières les difficultés économiques, éducatives rencontrées par les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville qui subissent de plein fouet la crise liée au COVID ou encore la perspective des vacances d'été à passer sur les quartiers ont été, dès la fin du confinement, des sujets d'inquiétude partagés tant à Montpellier que dans les autres villes et métropoles françaises.

Dès la mi-mai, un travail transversal, conduit par le service politique de la ville, avec les directions et services de la Ville et de la Métropole (cohésion sociale, maisons pour tous, PRE, culture, sports, jeunesse, éducation et CLSPD) a permis l'élaboration de projets renforcés s'inscrivant dans une continuité éducative et pour toute la durée de l'été.

L'objectif était de faire de cet été un été d'apprentissage, de découverte et de solidarité, de développer la culture et d'encourager les pratiques sportives. Les publics ciblés sont les jeunes de 3 à 18 ans des QPV et la période concernée est celle des deux mois d'été. La Ville et la Métropole de Montpellier ont souhaité privilégier des activités de proximité, permettant en particulier la mixité des publics et répondant aussi aux besoins des familles pendant toute la période des vacances scolaires. Il s'agit pour cet été de faire plus, de mobiliser les établissements tels que les maisons pour tous, le théâtre Jean Vilar, les médiathèques, de démultiplier les projets dans les 12 quartiers de la politique de la ville en proposant par exemple des stages sportifs ou des mini concerts du Conservatoire. La mise en œuvre de ces projets contribue également à une présence renforcée des services publics dans les quartiers pendant l'été.

En complément à la démarche, un recensement des projets associatifs a été réalisé. Il s'agit de projets initialement prévus durant l'année scolaire et non réalisés du fait du confinement et de projets nouveaux répondant à la demande formulée par l'Etat dans la circulaire du 8 juin 2020 pour des vacances apprenantes. Ces projets viennent s'inscrire et compléter l'offre proposée par la Ville et la Métropole.

Le programme, présenté en annexe, avec des actions portées soit par les services de la Ville et/ou de la Métropole, soit par des associations partenaires du contrat de ville, a ainsi été élaboré en lien avec les services de l'Etat (DDCS et DRAC).

Le périmètre d'intervention des actions présentées au titre du Plan Quartiers d'été 2020 est celui des 12 quartiers politiques de la ville mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

Il est proposé de solliciter, pour chacun des projets portés par les services de la Métropole et de la Ville, l'Etat afin de mobiliser les subventions les plus larges possibles.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver la programmation des projets indiqués dans le tableau ci-annexé ;
- de solliciter toute subvention, en particulier auprès de l'Etat, pour la réalisation des projets portés par la collectivité ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135929-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe Délib.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

TRANSPORT ET MOBILITES ACTIVES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transport et mobilités actives

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Laurent JAOUL, Isabelle MARSALA, Anne RIMBERT, François RIO, Soune SERRE, Joël VERA

Transport et mobilités actives - Projet de partenariat d'expérimentation avec le Groupe Renault pour tester un nouveau concept de véhicule logistique - Avenant - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2019-353 du 25 juin 2019 et n°V2019-304 du 18 juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagés dans un partenariat à titre gratuit avec Renault qui s'inscrit dans le cadre des feuilles de route « *logistique urbaine et transport de marchandises en ville* » et « *Cité intelligente* » de la Métropole.

Il s'agit de tester sur le territoire de la Métropole un tout nouveau concept de véhicule électrique modulaire pour la logistique urbaine, le EZ FLEX, construit par Renault Recherche et Développement.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, cette expérimentation permet d'identifier des solutions optimisées pour livrer le centre-ville : réduction de l'occupation de l'espace viaire, réduction des nuisances sonores, réduction des émissions de CO2 et de polluants locaux, optimisation des tournées, facilité d'usages pour les livreurs et amélioration des conditions de travail des agents, notamment en s'appuyant sur un véhicule électrique.

L'expérimentation du véhicule qui devait initialement se dérouler de septembre 2019 à avril 2020 a pris du retard notamment en raison de la situation sanitaire. Il convient de prolonger la durée de l'expérimentation pour la mener à son terme, à savoir jusqu'au 31 décembre 2020.

En conséquence, il est demandé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'avenant à la convention d'expérimentation avec le Groupe Renault pour l'expérimentation du véhicule,
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-134966-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transport et mobilités actives

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Laurent JAOUL, Isabelle MARSALA, Anne RIMBERT, François RIO, Soune SERRE, Joël VERA

Transport et mobilités actives - Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Navette des plages Étang de l'Or vers la plage du Grand Travers - Tarification - Convention de compensation financière - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Chaque été, depuis l'ouverture de la ligne 3 du tramway en 2012, Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) proposent un dispositif partenarial pour faciliter les déplacements des voyageurs en transport en commun vers les plages du littoral méditerranéen.

Pour les voyageurs désirant se rendre à la mer, Hérault Transport met en service des navettes de bus depuis le terminus Pérols-Etang de l'Or de la ligne 3 de tramway.

Il est à souligner que depuis la période estivale 2016, la desserte de la plage des Roquilles est assurée par la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or.

Pour la saison 2020, Hérault Transport a programmé la mise en place de ces navettes du 2 mai au 30 août inclus.

Dans la perspective d'une affluence importante de voyageurs et pour faciliter et simplifier les conditions tarifaires d'accès à ces navettes, Montpellier Méditerranée Métropole et le SMTCH proposent que l'ensemble des titres de transports de leurs réseaux soient acceptés sur les navettes.

Le dispositif qui avait été mis en place pour 2019 et qu'il est proposé de reconduire en 2020, est le suivant :

- les voyageurs disposant d'un titre Hérault Transport pourront emprunter les navettes ;
- les voyageurs provenant de la ligne 3 de tramway et disposant d'un titre TaM auront accès aux navettes en correspondance et sans surcoût ;
- enfin, pour les voyageurs ne disposant d'aucun titre, un titre spécifique intermodal Navette des Plages Hérault Transport et titre TaM sera vendu à bord des navettes. Hérault Transport fixe son tarif à 1,60 € TTC (montant identique à celui pratiqué sur le réseau TaM).

Les modalités décrites ci-dessus doivent faire l'objet d'une convention entre le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention précise également le mode de calcul de la compensation financière à verser par Montpellier Méditerranée Métropole au SMTCH, calculée à partir de la recette moyenne au voyageur du réseau urbain, fixée à 0,9422 € HT (1,0364 € TTC) par la convention, en fonction du nombre de validations enregistrées à bord des navettes.

Le bilan de l'année 2019 est le suivant : 155 679 voyages ont été enregistrés sur les navettes sur la période de fonctionnement, entraînant une compensation tarifaire s'élevant à 138 423,03 €, au bénéfice du SMTCH. Un bilan sera établi en 2021 pour la saison estivale 2020.

En conséquence il est proposé au Conseil :

- d'approuver les termes de la convention de compensation tarifaire avec le SMTCH ;
- d'approuver le bilan 2019, dont la compensation tarifaire à verser par Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 138 423,03 € TTC ;
- d'approuver la reconduction du dispositif pour la saison estivale 2020 ;
- de dire que les recettes et dépenses sont inscrites au chapitre 65 du budget annexe des Transports ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135074-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transport et mobilités actives

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Laurent JAOUL, Isabelle MARSALA, Anne RIMBERT, François RIO, Soune SERRE, Joël VERA

Transport et mobilités actives - Convention de Délégation de Service Public - Parc de stationnement GAMBETTA - Avenant n° 9 - Attribution de compensations financières - Opération de gratuité de l'année 2020 - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Le confinement engendré par la crise sanitaire due à la propagation du coronavirus, a très fortement pénalisé l'activité commerciale du centre-ville de Montpellier. Dans sa 3^{ème} phase du plan d'actions pour soutenir les acteurs économiques et renforcer l'attractivité du territoire, la Ville de Montpellier et la Métropole ont mis en place de nouvelles mesures de soutien aux acteurs économiques en lien avec la CCI de l'Hérault et la CMA de l'Hérault.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé une opération commerciale en offrant 1 heure de stationnement gratuite du lundi au samedi durant le mois de juillet dans les parkings desservant le centre-ville afin de faciliter la venue des visiteurs et des chalands dans ces quartiers. L'opération commerciale ainsi retenue par la Métropole a consisté à rendre gratuite la première heure de stationnement du lundi au samedi durant le mois de juillet dans les parkings en ouvrage du centre-ville qui relèvent de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment le parking Gambetta.

Le coût de cette opération ne devant pas reposer sur l'économie de chaque contrat de Délégation de Service Public (DSP), une prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole de la perte de recette d'exploitation sous forme d'une compensation financière équivalente est nécessaire. Pour ce faire, le délégataire présentera une facture du montant calculé de la perte de recette sur la base d'un décompte des quarts d'heures et des heures ayant fait l'objet de la gratuité, multiplié par les tarifs correspondants dans la grille du parking. Ainsi, il y a lieu de modifier par avenant le contrat de DSP afin de préciser ces dispositions en matière de prise en charge de l'opération commerciale décidée par la Métropole de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'adopter l'avenant n° 9, relatif au contrat de DSP concernant l'exploitation du parking Gambetta ;
- de dire que les crédits nécessaires au paiement de cette opération commerciale sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 938 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-134984-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°9

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transport et mobilités actives

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Laurent JAOUL, Isabelle MARSALA, Anne RIMBERT, François RIO, Soune SERRE, Joël VERA

Transport et mobilités actives - Convention de Délégation de Service Public - Parc PITOT - PEYROU - Avenant n° 4 - Attribution de compensations financières - Opération de gratuité de l'année 2020 - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Le confinement engendré par la crise sanitaire due à la propagation du coronavirus, a très fortement pénalisé l'activité commerciale du centre-ville de Montpellier. Dans sa 3^{ème} phase du plan d'actions pour soutenir les acteurs économiques et renforcer l'attractivité du territoire, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont mis en place de nouvelles mesures de soutien aux acteurs économiques en lien avec la CCI de l'Hérault et la CMA de l'Hérault.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé une opération commerciale en offrant 1 heure de stationnement gratuite du lundi au samedi dans les parkings desservant le centre-ville afin de faciliter la venue des visiteurs et des chalandes dans ces quartiers. L'opération commerciale ainsi retenue par la Métropole a consisté à rendre gratuite la première heure de stationnement du lundi au samedi durant le mois de juillet dans les parkings en ouvrage du centre-ville qui relèvent de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment le parking Pitot-Peyrou.

Le coût de cette opération ne devant pas reposer sur l'économie de chaque contrat de Délégation de Service Public (DSP), une prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole de la perte de recette d'exploitation sous forme d'une compensation financière équivalente est nécessaire. Pour ce faire, le délégataire présentera une facture du montant calculé de la perte de recette sur la base d'un décompte des quarts d'heures et des heures ayant fait l'objet de la gratuité, multiplié par les tarifs correspondants dans la grille du parking. Ainsi, il y a lieu de modifier par avenant le contrat de DSP afin de préciser ces dispositions en matière de prise en charge de l'opération commerciale décidée par la Métropole de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'adopter l'avenant n°4, relatif au contrat de DSP concernant l'exploitation du parking Pitot-Peyrou ;
- de dire que les crédits nécessaires au paiement de cette opération commerciale sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 938 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, l'avenant n°4 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-134982-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°4

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transport et mobilités actives

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARIPIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Laurent JAOU, Isabelle MARSALA, Anne RIMBERT, François RIO, Soune SERRE, Joël VERA

Transport et mobilités actives - Convention de Délégation de Service Public - Parc de stationnement EUROPA - Avenant n° 6 - Attribution de compensations financières - Opération de gratuité de l'année 2020 - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Le confinement engendré par la crise sanitaire due à la propagation du coronavirus, a très fortement pénalisé l'activité commerciale du centre-ville de Montpellier. Dans sa 3^{ème} phase du plan d'actions pour soutenir les acteurs économiques et renforcer l'attractivité du territoire, la Ville de Montpellier et la Métropole ont mis en place de nouvelles mesures de soutien aux acteurs économiques en lien avec la CCI de l'Hérault et la CMA de l'Hérault.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé une opération commerciale en offrant 1 heure de stationnement gratuite du lundi au samedi durant le mois de juillet dans les parkings desservant le centre-ville afin de faciliter la venue des visiteurs et des chalandes dans ces quartiers. L'opération commerciale ainsi retenue par la Métropole a consisté à rendre gratuite la première heure de stationnement du lundi au samedi durant le mois de juillet dans les parkings en ouvrage du centre-ville qui relèvent de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment le parking Europa.

Le coût de cette opération ne devant pas reposer sur l'économie de chaque contrat de Délégation de Service Public (DSP), une prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole de la perte de recette d'exploitation sous forme d'une compensation financière équivalente est nécessaire. Pour ce faire, le délégataire présentera une facture du montant calculé de la perte de recette sur la base d'un décompte des quarts d'heures et des heures ayant fait l'objet de la gratuité, multiplié par les tarifs correspondants dans la grille du parking. Ainsi, il y a lieu de modifier par avenant le contrat de DSP afin de préciser ces dispositions en matière de prise en charge de l'opération commerciale décidée par la Métropole de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'adopter l'avenant n° 6, relatif au contrat de DSP concernant l'exploitation du parking Europa ;
- de dire que les crédits nécessaires au paiement de cette opération commerciale sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant n°6 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-134986-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°6

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transport et mobilités actives

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Laurent JAOUL, Isabelle MARSALA, Anne RIMBERT, François RIO, Soune SERRE, Joël VERA

Transport et mobilités actives - Convention de Délégation de Service Public - Parcs de stationnement ARC DE TRIOMPHE et FOCH PRÉFECTURE - Avenant n° 4 - Attribution de compensations financières - Opération de gratuité de l'année 2020 - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Le confinement engendré par la crise sanitaire due à la propagation du coronavirus, a très fortement pénalisé l'activité commerciale du centre-ville de Montpellier. Dans sa 3^{ème} phase du plan d'actions pour soutenir les acteurs économiques et renforcer l'attractivité du territoire, la Ville de Montpellier et la Métropole ont mis en place de nouvelles mesures de soutien aux acteurs économiques en lien avec la CCI de l'Hérault et la CMA de l'Hérault.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé une opération commerciale en offrant 1 heure de stationnement gratuite du lundi au samedi durant le mois de juillet dans les parkings desservant le centre-ville afin de faciliter la venue des visiteurs et des chalands dans ces quartiers.

L'opération commerciale ainsi retenue par la Métropole a consisté à rendre gratuite la première heure de stationnement du lundi au samedi dans les parkings en ouvrage du centre-ville qui relèvent de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment les parkings Arc de Triomphe et Foch Préfecture. Le coût de cette opération ne devant pas reposer sur l'économie de chaque contrat de Délégation de Service Public (DSP), une prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole de la perte de recette d'exploitation sous forme d'une compensation financière équivalente est nécessaire.

Pour ce faire, le délégataire présentera une facture du montant calculé de la perte de recette sur la base d'un décompte des quarts d'heures et des heures ayant fait l'objet de la gratuité, multiplié par les tarifs correspondants dans la grille du parking. Ainsi, il y a lieu de modifier par avenant le contrat de DSP afin de préciser ces dispositions en matière de prise en charge de l'opération commerciale décidée par la Métropole de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver l'avenant n° 4, relatif au contrat de DSP concernant l'exploitation des parkings Arc de Triomphe et Foch Préfecture ;
- de dire que les crédits nécessaires au paiement de cette opération commerciale sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-134993-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°4

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transport et mobilités actives

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Laurent JAOUL, Isabelle MARSALA, Anne RIMBERT, François RIO, Soune SERRE, Joël VERA

Transport et mobilités actives - Convention de Délégation de Service Public - CORUM - Avenant n° 1 - Attribution de compensations financières - Opération de gratuité du parking pour l'année 2020 - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Le confinement engendré par la crise sanitaire due à la propagation du coronavirus, a très fortement pénalisé l'activité commerciale du centre-ville de Montpellier.

Dans sa 3^{ème} phase du plan d'actions pour soutenir les acteurs économiques et renforcer l'attractivité du territoire, la Ville de Montpellier et la Métropole ont mis en place de nouvelles mesures de soutien aux acteurs économiques en lien avec la CCI de l'Hérault et la CMA de l'Hérault.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé une opération commerciale en offrant 1 heure de stationnement gratuite du lundi au samedi durant le mois de juillet dans les parkings desservant le centre-ville afin de faciliter la venue des visiteurs et des chalands dans ces quartiers.

L'opération commerciale ainsi retenue par la Métropole a consisté à rendre gratuite la première heure de stationnement du lundi au samedi durant le mois de juillet dans les parkings en ouvrage du centre-ville qui relèvent de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment le parking du Corum.

Le coût de cette opération ne devant pas reposer sur l'économie de chaque contrat de Délégation de Service Public (DSP), une prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole de la perte de recette d'exploitation sous forme d'une compensation financière équivalente est nécessaire.

Pour ce faire, le délégataire présentera une facture du montant calculé de la perte de recette sur la base d'un décompte des quarts d'heures et des heures ayant fait l'objet de la gratuité, multiplié par les tarifs correspondants dans la grille du parking.

Ainsi, il y a lieu de modifier par avenant le contrat de DSP du Corum afin de préciser ces dispositions en matière de prise en charge de l'opération commerciale décidée par la Métropole de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver l'avenant n°1 relatif au contrat de DSP du Corum concernant plus particulièrement l'exploitation du parking ;
- de dire que les crédits nécessaires au paiement de cette opération commerciale sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-136399-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 1 -DSP Corum.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transport et mobilités actives

Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Laurent JAOU, Isabelle MARSALA, Anne RIMBERT, François RIO, Soune SERRE, Joël VERA

Transport et mobilités actives - Convention de Délégation de Service Public - Parcs de stationnement ANTIGONE et COMEDIE - Avenant n° 2 - Attribution de compensations financières - Opération de gratuité de l'année 2020 - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Le confinement engendré par la crise sanitaire due à la propagation du coronavirus, a très fortement pénalisé l'activité commerciale du centre-ville de Montpellier.

Dans sa 3^{ème} phase du plan d'actions pour soutenir les acteurs économiques et renforcer l'attractivité du territoire, la Ville de Montpellier et la Métropole ont mis en place de nouvelles mesures de soutien aux acteurs économiques en lien avec la CCI de l'Hérault et la CMA de l'Hérault.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé une opération commerciale en offrant 1 heure de stationnement gratuite du lundi au samedi durant le mois de juillet dans les parkings desservant le centre-ville afin de faciliter la venue des visiteurs et des chalands dans ces quartiers.

L'opération commerciale ainsi retenue par la Métropole a consisté à rendre gratuite la première heure de stationnement du lundi au samedi durant le mois de juillet dans les parkings en ouvrage du centre-ville qui relèvent de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment les parkings Antigone et Comédie.

Le coût de cette opération ne devant pas reposer sur l'économie de chaque contrat de Délégation de Service Public, une prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole de la perte de recette d'exploitation sous forme d'une compensation financière équivalente est nécessaire.

Pour ce faire, le délégataire présentera une facture du montant calculé de la perte de recette sur la base d'un décompte des quarts d'heures et des heures ayant fait l'objet de la gratuité, multiplié par les tarifs correspondants dans la grille du parking.

Ainsi, il y a lieu de modifier par avenant le contrat de DSP afin de préciser ces dispositions en matière de prise en charge de l'opération commerciale décidée par la Métropole de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver l'avenant n° 2, relatif au contrat de DSP concernant l'exploitation des parkings Antigone et Comédie ;
- de dire que les crédits nécessaires au paiement de cette opération commerciale sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938 ;
- d'autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-134990-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.